



Plan d'aménagement forestier intégré tactique 2025-2030

SOMMAIRE PAFIT

Entente de délégation de gestion # 1049

Par la MRC d'Abitibi-Ouest



Table des matières

INTRODUCTION	1
1. CONTEXTE LÉGAL	2
1.1 Dispositions relatives aux activités d'aménagement	2
1.2 Dispositions relatives aux communautés autochtones	5
1.3 Stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF).....	5
2. PLANIFICATION RÉGIONALE	6
2.1 Plan d'aménagement forestier intégré tactique (PAFIT).....	6
2.2 Plan d'aménagement forestier intégré opérationnel (PAFIO).....	6
2.3 Programmation annuelle (PRAN).....	6
2.4 Plan d'affectation du territoire public (PATP)	6
3. GESTION PARTICIPATIVE.....	7
3.1 Comités multiressources	7
3.2 Consultation publique	8
3.3 Consultation autochtone.....	8
3.4 Modification des PAFI et consultation.....	8
4. DESCRIPTION DU TERRITOIRE, DE SES RESSOURCES ET DE SON UTILISATION.....	9
4.1 Localisation du territoire d'aménagement.....	9
4.2 Infrastructures routières et chemins multi-usages.....	9
4.3 Territoires de l'unité d'aménagement protégés ou bénéficiant de modalités particulières	14
4.4 Contexte socioéconomique	16
4.4.1 Secteur forestier	16
4.4.2 Secteur récréotouristique	17
4.5 Communautés autochtones	18
4.6 Description et utilisation du territoire	23
4.7 Portrait biophysique	26
4.7.1 Cadre écologique.....	26
4.7.2 Zones et sous-zones de végétation	26
4.8 Perturbations naturelles passées	38
4.9 Bilan de la stratégie d'aménagement forestier 2020-2025	41
5. ENJEUX DU TERRITOIRE ET OBJECTIFS D'AMÉNAGEMENT	45
5.1 Dérogation aux normes d'interventions forestières sur l'application de la coupe mosaïque (CMO)	45
5.2 Les enjeux écologiques.....	45
5.2.1 Enjeu lié à la structure d'âge des forêts	46
5.2.2 Enjeu lié à l'organisation spatiale des forêts.....	48
5.2.3 Enjeu lié à la composition végétale des forêts	49
5.2.4 Enjeu lié aux attributs de la structure interne des peuplements forestiers et au bois mort	50
5.2.5 Enjeu lié aux milieux humides et riverains.....	51
5.2.6 Enjeu lié aux espèces nécessitant une attention particulière pour assurer leur maintien	51
5.3 Enjeu production forestière.....	52
5.3.1 Qualité du bois offert.....	52
5.3.2 La productivité de la forêt.....	53
5.3.3 La mortalité.....	55
5.4 Enjeux et objectifs issus des communautés autochtones.....	56
5.4.1 Sites d'intérêts et préoccupations de la Première Nation Abitibiwinini	58

5.5	<i>Enjeux et objectifs issus des comités multiressources</i>	64
6.	STRATÉGIES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER	70
6.1	<i>La stratégie sylvicole</i>	70
6.1.1	Structures d'un peuplement (tiré de guides sylvicoles)	71
6.1.2	Traitements sylvicoles	72
6.2	<i>Les scénarios sylvicoles retenus et les grandes orientations de la stratégie sylvicole</i>	74
6.3	<i>Résultats du calcul de possibilité forestière</i>	76
6.4	<i>Synergie</i>	79
6.5	<i>Mise en œuvre de la stratégie</i>	82
7.	MISE EN APPLICATION ET SUIVI DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT FORESTIER	84
7.1	<i>Grandes lignes de la mise en œuvre de la planification</i>	84
7.2	<i>Types des suivis forestiers</i>	84
	Suivi de conformité	85
	Suivis d'efficacité	85
8.	SIGNATURES	88

Liste des cartes

CARTE 1 -	Localisation du territoire du TNO Rivière-Ojima.....	11
CARTE 2 -	Réseau routier de la localité de Languedoc.....	12
CARTE 3 -	Réseau routier de la localité de St-Eugène de Chazel.....	13
CARTE 4 -	Territoire protégé ou bénéficiant de modalités particulières.....	15
CARTE 5 -	Communautés autochtones.....	19
CARTE 6 -	Abitibiwinini Aki Territoire d'application de l'entente.....	22
CARTE 7 -	Description et utilisation du territoire du secteur de Languedoc.....	24
CARTE 8 -	Description et utilisation du territoire du secteur de St-Eugène.....	25
CARTE 9 -	Localisation des domaines bioclimatiques du TNO Rivière-Ojima.....	27
CARTE 10 -	Réseau hydrographique du secteur de Languedoc.....	34
CARTE 11 -	Réseau hydrographique du secteur St-Eugène.....	35
CARTE 12 -	Géologie et hydrographie du TNO Rivière-Ojima	36
CARTE 13-	Localisation et niveau de sévérité de la TBE et de l'historique des feux du secteur Languedoc	39
CARTE 14 -	Localisation et niveau de sévérité de la TBE et de l'historique des feux du secteur Languedoc.....	40
CARTE 15 -	Localisation de la halte routière commémorative de St-Eugène	66
CARTE 16 -	Peuplements productifs retirés du potentiel de récolte dans le secteur de Languedoc.....	67
CARTE 17	Peuplements productifs retirés du potentiel de récolte dans le secteur de St- Eugène.....	68

Liste des annexes

- ANNEXE 1 Demande d'autorisation d'appliquer des normes d'intervention forestière différentes de celles fixées par règlement
- ANNEXE 2 Les participants des comité multiressources

Introduction

Le plan d'aménagement forestier intégré tactique se compose d'un contexte légal, d'une description de l'occupation du territoire, d'une description du milieu biophysique, des enjeux du territoire et des objectifs d'aménagement, des stratégies d'aménagement forestier, du résultat du calcul de possibilité forestière ainsi que d'une description des suivis à réaliser.

La Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (LADTF) confirme, une fois de plus, les engagements du gouvernement en matière d'aménagement durable des forêts. Cette loi s'appuie sur les critères du Conseil canadien des ministres des Forêts, critères qui se dénombrent en six points :

- Diversité biologique
- État et productivité des écosystèmes
- Sol et eau
- Contribution aux cycles écologiques planétaires
- Avantages économiques et sociaux
- Responsabilité de la société

Ce document sommaire ne vise surtout pas à présenter le détail des différents sujets abordés, il a été conçu dans le but d'être accessible à l'ensemble de la population. Les éléments très techniques et les détails ont été volontairement omis afin d'alléger le texte. Pour plus d'information, veuillez-vous adresser au gestionnaire de l'entente de délégation.

1. Contexte légal

1.1 Dispositions relatives aux activités d'aménagement

Conformément à l'article 17.22 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, le ministre peut déléguer, par entente, à un conseil de bande d'une communauté autochtone, à une municipalité, à une personne morale ou à un autre organisme, une partie de la gestion des territoires du domaine de l'État, y compris les ressources forestières se trouvant à l'intérieur de ces territoires.

Le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) intervient sur le plan de l'utilisation et de la mise en valeur du territoire et des ressources forestières et fauniques. Plus précisément, il gère tout ce qui a trait à l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État. Il favorise le développement de l'industrie des produits forestiers et la mise en valeur des forêts privées. Il élabore et met en œuvre des programmes de recherche et de développement pour acquérir et diffuser des connaissances dans les domaines liés à la saine gestion des forêts et à la transformation des produits forestiers. La réalisation des inventaires forestiers, la production de semences et de plants de reboisement ainsi que la protection des ressources forestières contre le feu, les maladies et les insectes font également partie des responsabilités à l'égard de la forêt québécoise.

Depuis le 1^{er} avril 2013, la nouvelle Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (LADTF) régit les activités d'aménagement. Selon l'article 1 de cette loi, le régime forestier institué a pour but :

- 1) d'implanter un aménagement durable des forêts, notamment par un aménagement écosystémique;
- 2) d'assurer une gestion des ressources et du territoire qui sera intégrée, régionalisée et axée sur la formulation d'objectifs clairs et cohérents, sur l'atteinte de résultats mesurables et sur la responsabilisation des gestionnaires et des utilisateurs du territoire forestier;
- 3) de partager les responsabilités découlant du régime forestier entre l'État, des organismes régionaux, des communautés autochtones et des utilisateurs du territoire forestier;
- 4) d'assurer un suivi et un contrôle des interventions effectuées dans les forêts du domaine de l'État;
- 5) de régir la vente du bois et d'autres produits de la forêt sur un marché libre, et ce, à un prix qui reflète la valeur marchande ainsi que l'approvisionnement des usines de transformation du bois;
- 6) d'encadrer l'aménagement des forêts privées;
- 7) de régir les activités de protection des forêts.

Selon l'article 54 de la LADTF :

« Le plan tactique contient notamment les possibilités forestières assignées à l'unité, les objectifs d'aménagement durable des forêts, les stratégies d'aménagement forestier retenues pour assurer le respect des possibilités forestières et l'atteinte de ces objectifs ainsi que les endroits où se situent les infrastructures principales et les aires d'intensification de la production ligneuse. Il est réalisé pour une période de cinq (5) ans. »

Selon l'article 55 de la loi :

« La table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire est mise en place dans le but d'assurer une prise en compte des intérêts et des préoccupations des personnes et organismes concernés par les activités d'aménagement forestier planifiées, de fixer des objectifs locaux d'aménagement durable des forêts et de convenir des mesures d'harmonisation des usages. Sa composition et son fonctionnement, y compris les modes de règlement des différends, relèvent du ministre ou, le cas échéant, des organismes compétents visés à l'article 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1). Le ministre ou l'organisme doit cependant s'assurer d'inviter à participer à la table les personnes ou les organismes concernés suivants ou leurs représentants :

- 1) les communautés autochtones, représentées par leur conseil de bande ;
- 2) les municipalités régionales de comté et, le cas échéant, la communauté métropolitaine ;
- 3) les bénéficiaires d'une garantie d'approvisionnement ;
- 4) les personnes ou les organismes gestionnaires de zones d'exploitation contrôlées ;
- 5) les personnes ou les organismes autorisés à organiser des activités, à fournir des services ou à exploiter un commerce dans une réserve faunique ;
- 6) les titulaires de permis de pourvoirie ;
- 7) les titulaires de permis de culture et d'exploitation d'érablière à des fins acéricoles ;
- 8) les locataires d'une terre à des fins agricoles ;
- 9) les titulaires de permis de piégeage détenant un bail de droits exclusifs de piégeage ;
- 10) les conseils régionaux de l'environnement. »

Selon l'article 57 de la loi :

Les plans d'aménagement forestier intégré doivent faire l'objet d'une consultation publique menée par celui de qui relève la composition et le fonctionnement de la table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire ou, le cas échéant, par la municipalité régionale de comté à qui en a été confiée la responsabilité en vertu de l'article 55.1. Le déroulement de la consultation publique, sa durée ainsi que les documents qui doivent être joints aux plans lors de cette consultation sont définis par le ministre dans un manuel que ce dernier rend public.

Lorsqu'une consultation est menée par le ministre, ce dernier prépare un rapport résumant les commentaires obtenus lors de celle-ci. Dans le cas où la consultation est menée par un organisme compétent visé à l'article 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1) ou par une municipalité régionale de comté, l'organisme ou la municipalité régionale de comté, selon le cas, prépare et transmet au ministre, dans le délai que ce dernier fixe, un rapport résumant les commentaires obtenus dans le cadre de cette consultation et lui propose, s'il y a lieu, en cas de divergence de point de vue, des solutions.

Le rapport de la consultation est rendu public par le ministre.

Selon l'article 58 de la loi :

« Tout au long du processus menant à l'élaboration des plans, le ministre voit à ce que la planification forestière se réalise selon un aménagement écosystémique et selon une gestion intégrée et régionalisée des ressources et du territoire. »

Selon l'article 40 de la loi :

Le ministre peut, pour tout ou une partie du territoire forestier, imposer aux personnes ou aux organismes soumis à un plan d'aménagement des normes d'aménagement forestier différentes de celles édictées par le gouvernement par voie réglementaire, lorsque ces dernières ne permettent pas de protéger adéquatement l'ensemble des ressources de ce territoire en raison des caractéristiques du milieu propres à celui-ci et de la nature du projet qu'on entend y réaliser. Il peut aussi, à la demande d'une communauté autochtone ou de sa propre initiative après consultation d'une telle communauté, imposer des normes d'aménagement forestier différentes, en vue de faciliter la conciliation des activités d'aménagement forestier avec les activités de cette communauté exercées à des fins domestiques, rituelles ou sociales ou en vue de mettre en œuvre une entente que le gouvernement ou un ministre conclut avec une telle communauté.

Le ministre peut également autoriser une dérogation aux normes réglementaires lorsqu'il lui est démontré que les mesures de substitution proposées par ces personnes ou organismes assureront une protection équivalente ou supérieure des ressources et du milieu forestier.

Le ministre définit, dans le plan, les normes d'aménagement forestier qu'il impose ou qu'il autorise et précise les endroits où elles sont applicables et, le cas échéant, les normes réglementaires faisant l'objet de la substitution ainsi que les mécanismes prévus afin d'en assurer leur application. Il spécifie également dans le plan, parmi les amendes prévues à l'article 246, celles dont est passible un contrevenant en cas d'infractions.

Selon l'article 62 de la loi :

« Les activités d'aménagement forestier planifiées sont réalisées par le ministre ou par des entreprises d'aménagement détenant les certificats reconnus par le ministre ou inscrites à un programme pour l'obtention de tels certificats. Elles peuvent aussi être réalisées sous la supervision et la responsabilité d'une entreprise qui détient les certificats requis ou qui est inscrite à un programme pour l'obtention de ces certificats.

Les contrats conclus avec les entreprises d'aménagement peuvent couvrir, en plus des activités d'aménagement forestier à réaliser, des activités liées à leur planification ou à leur gestion ou des activités liées au transport des bois. »

1.2 Dispositions relatives aux communautés autochtones

La prise en considération des intérêts, des valeurs et des besoins des communautés autochtones présentes sur les territoires forestiers fait partie intégrante de l'aménagement durable des forêts. Une consultation distincte des communautés autochtones touchées par la planification forestière est menée afin de connaître les préoccupations de ces dernières relativement aux effets que pourraient avoir les activités planifiées sur leurs activités exercées à des fins domestiques, rituelles ou sociales. À partir du résultat obtenu par ces consultations, les préoccupations, valeurs et besoins des communautés autochtones sont pris en considération dans l'aménagement durable des forêts et la gestion du milieu forestier. Ces dernières sont également invitées à prendre part aux travaux de la table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire.

Comme il est mentionné dans la section sur le contexte légal, le ministre peut, en vertu de l'article 40 de la LADTF, imposer des normes d'aménagement forestier différentes, en vue de faciliter la conciliation des activités d'aménagement forestier avec les activités d'une communauté autochtone.

1.3 Stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF)

La Stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF) expose la vision retenue et énonce les orientations et les objectifs d'aménagement durable des forêts, notamment en matière d'aménagement écosystémique. Il définit également les mécanismes et les moyens qui assurent la mise en œuvre de cette stratégie, de même que son suivi et son évaluation (art. 12, de la Loi sur l'aménagement durable des du territoire forestier). La SADF comporte par ailleurs six défis :

- une gestion et un aménagement forestier qui intègrent les intérêts, les valeurs et les besoins de la population québécoise et des nations autochtones;
- un aménagement forestier qui assure la durabilité des écosystèmes;
- un milieu forestier productif et créateur de richesses diversifiées;
- des industries des produits du bois et des activités forestières diversifiées, compétitives et innovantes;

- des forêts et un secteur forestier qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques et qui s'y adaptent;
- une gestion forestière durable, structurée et transparente.

La vision, les défis et les orientations ont une portée de vingt (20) ans, alors que les objectifs et les actions sont énoncés pour une période de cinq (5) ans.

Le plan d'aménagement forestier intégré tactique (PAFIT) constitue un moyen important pour concrétiser plusieurs des objectifs visés par la SADF. D'une part, il est conçu selon une approche de gestion participative, structurée et transparente, notamment grâce à la collaboration des comités multiresources. D'autre part, les enjeux écologiques qui y sont inclus sont garants de la mise en œuvre de l'aménagement écosystémique.

2. Planification régionale

2.1 Plan d'aménagement forestier intégré tactique (PAFIT)

Le PAFI tactique (PAFIT) est réalisé pour une période de cinq (5) ans. Il présente les objectifs d'aménagement durable des forêts ainsi que la stratégie d'aménagement forestier retenue pour assurer le respect des possibilités forestières et atteindre ces objectifs.

Le planificateur de la MRC d'Abitibi-Ouest devra proposer des solutions d'aménagement qui ont trait aux enjeux (sociaux, économiques et environnementaux) établis par les comités multiresource pour le territoire. Les solutions retenues permettront de choisir adéquatement les meilleurs scénarios sylvicoles.

2.2 Plan d'aménagement forestier intégré opérationnel (PAFIO)

Le PAFI opérationnel (PAFIO) contient principalement les secteurs d'intervention où sont planifiées, conformément au plan tactique, la récolte de bois et la réalisation d'autres activités d'aménagement (travaux sylvicoles non commerciaux et voirie). Le PAFIO est dynamique et mis à jour en continu afin d'intégrer de nouveaux secteurs d'intervention qui ont été prescrits et harmonisés.

2.3 Programmation annuelle (PRAN)

Pour les travaux de récolte, la MRC d'Abitibi-Ouest choisit dans le PAFIO les secteurs d'intervention qui pourront être traités au cours d'une année. Cette programmation annuelle doit permettre de générer les volumes attendus et de respecter la stratégie d'aménagement forestier du PAFIT.

2.4 Plan d'affectation du territoire public (PATP)

Les plans d'affectation du territoire public établissent et véhiculent les orientations du gouvernement pour l'utilisation et la protection du territoire public. Ces orientations sont

élaborées par plusieurs ministères et organismes en concertation, sous la responsabilité du ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

La MRC d'Abitibi-Ouest doit plus spécifiquement tenir compte des orientations gouvernementales du PATP dans sa gestion du territoire public. Les PAFI, à tous les niveaux de planification, doivent prendre en considération le PATP.

Le plan d'affectation du territoire public (PATP) de l'Abitibi-Témiscamingue peut être consulté sur le site Internet du MRNF :

<https://mrnf.gouv.qc.ca/nos-publications/patp-abitibi-temiscamingue/>.

3. Gestion participative

3.1 Comités multiressources

Les comités multiressources regroupent les personnes et organismes concernés par l'aménagement forestier du territoire. Ces comités ont pour mandat de déterminer les enjeux d'aménagement forestier et de formuler des recommandations pour que la MRC puisse prendre en compte, dans la planification forestière, les enjeux et les solutions qu'il a retenus.

Il y a un comité formé de citoyen pour chacune des localités de l'entente de délégation, soit Languedoc et Saint-Eugène de Chazel. Le niveau de population de ces localités étant très bas, tous les citoyens sont invités à participer aux rencontres. Ces comités ont pour mandat de déterminer les enjeux et préoccupations, des résidents du secteur et des utilisateurs, reliés à l'aménagement forestier du territoire ainsi que de collaborer avec la MRC à trouver des solutions. Pour ce faire, une à deux rencontres par année ont lieu avec chacun des comités. Ces rencontres visent principalement à concerter les citoyens sur les PAFI (PAFIT et PAFIO), la programmation annuelle (PRAN) et sur les changements ou modifications apportés dans le fonctionnement de l'entente de délégation ou la gestion forestière globale.

Un citoyen par comité est désigné pour être le porte-parole de la localité. Celui-ci a la responsabilité de communiquer avec la MRC d'Abitibi-Ouest pour pouvoir répondre adéquatement aux citoyens en cas de besoin. Pour chaque rencontre, un compte-rendu incluant la liste des participants est produit pour assurer un suivi adéquat des sujets abordés.

3.2 Consultation publique

La Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (article 57) prévoit que les PAFI font l'objet d'une consultation publique. Le déroulement de la consultation, sa durée, ainsi que les documents qui doivent être joints aux plans lors de cette consultation sont définis par le ministre dans un manuel que ce dernier rend public¹. À la fin de ces consultations, la MRC d'Abitibi-Ouest rédige un rapport de consultation présentant les enjeux et préoccupations des citoyens qui ont été recueillis. Celui-ci inclut, la liste exhaustive des participants que ce soit une participation citoyenne ou d'un organisme.

3.3 Consultation autochtone

Bien que la consultation du public ait été confiée à la MRC d'Abitibi-Ouest, la consultation des communautés autochtones demeure une responsabilité ministérielle qui n'est pas déléguée. Cette consultation vise à permettre une meilleure prise en compte des valeurs et des besoins des communautés autochtones dans les planifications forestières.

La consultation des communautés autochtones sur les PAFI (PAFIT et les PAFIO) est constituée de trois phases : la phase de participation à l'élaboration des plans, la phase de consultation et la phase de rétroaction. Bien qu'ils fassent l'objet d'un processus distinct, le travail de collaboration avec les comités multiressource et la consultation du public se fait habituellement durant la même période que le processus de consultation avec les communautés autochtones.

3.4 Modification des PAFI et consultation

La modification des plans d'aménagement forestier intégré et leur mise à jour font également l'objet d'une consultation publique (article 59 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier). Dans ces cas, seuls les ajouts ou les modifications sont soumis à la consultation publique. Toutefois, les modifications ou la mise à jour des plans d'aménagement forestier intégré opérationnels ne sont soumises à une consultation que si elles portent sur :

- L'ajout d'un nouveau secteur d'intervention potentiel ou d'une nouvelle infrastructure ;
- La modification substantielle d'un secteur d'intervention potentiel, d'une infrastructure ou d'une norme d'aménagement forestier déjà indiqué dans le plan.

Par ailleurs, les plans d'aménagement spéciaux et leurs modifications n'ont pas à faire l'objet d'une consultation publique si le ministre estime que leur application est urgente,

¹ https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/forets/documents/planification/GM_consultation_plans.pdf

notamment lorsqu'il l'estime nécessaire afin d'éviter la dégradation ou la perte de bois (article 61 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier).

4. Description du territoire, de ses ressources et de son utilisation

4.1 Localisation du territoire d'aménagement

L'entente de délégation du territoire non organisé (TNO) Rivière-Ojima se divise en deux secteurs distincts : Languedoc et Saint-Eugène de Chazel. Ceux-ci sont caractérisés par la présence de localités du même nom en leur centre. Le TNO Rivière-Ojima se situe à l'intérieur des limites administratives de la Municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest (MRCAO) dans sa partie nord-est.

Le territoire, secteur Languedoc, est bordée :

- au nord par la forêt de proximité (085-020);
- au sud par les municipalités d'Authier et Taschereau;
- à l'ouest par les municipalités d'Authier et d'Authier-Nord;
- à l'est par la limite séparant les MRC d'Abitibi et d'Abitibi-Ouest.

Le territoire, secteur Saint-Eugène de Chazel, est bordée :

- au nord, au sud et à l'est par la forêt de proximité (085-020);
- à l'ouest par la municipalité de Val St-Gilles.

La carte 1 illustre la localisation du territoire d'aménagement.

4.2 Infrastructures routières et chemins multi-usages

L'entente de délégation est composée de 4 chemins principaux et d'un vaste réseau de chemins forestiers.

Il y a 3 de ces accès localisés dans le secteur de Languedoc. Le chemin du Nord est catégorisé collectrice et relie la municipalité de Taschereau au village de Languedoc puis se transforme, au nord de la localité, en route d'accès aux ressources. Celui-ci donne accès au territoire forestier sur toute sa longueur du Nord au Sud. Les 2 autres chemins sont des rangs orientés d'Est en Ouest. Ceux-ci sont accessibles via le chemin principal qui relie la Route 111 au village d'Authier-Nord. Le chemin des Rangs 4 et 5 est sous la responsabilité du ministère des Transports du Québec (MTQ) tandis que le chemin des Rangs 6 et 7 est sous la responsabilité de la MRC d'Abitibi-Ouest. Les autres chemins se trouvant sur la carte ne sont plus entretenus, il est donc à la discrétion de l'utilisateur de le remettre en état pour pouvoir l'utiliser.

On dénombre au total 3 ponts qui enjambent la rivière Macamic. Un seul de ceux-ci est toujours praticable, il se situe sur le chemin du Nord. Les deux derniers ont été fermés par le ministère des Transports du Québec (MTQ). Il y a un 4e pont sur le chemin des rangs 8 et 9 qui est ouvert et praticable, seulement le chemin n'est plus entretenu.

L'accès au territoire forestier se trouvant à l'est de la rivière Macamic est rendu plus difficile par la fermeture des ponts la traversant.

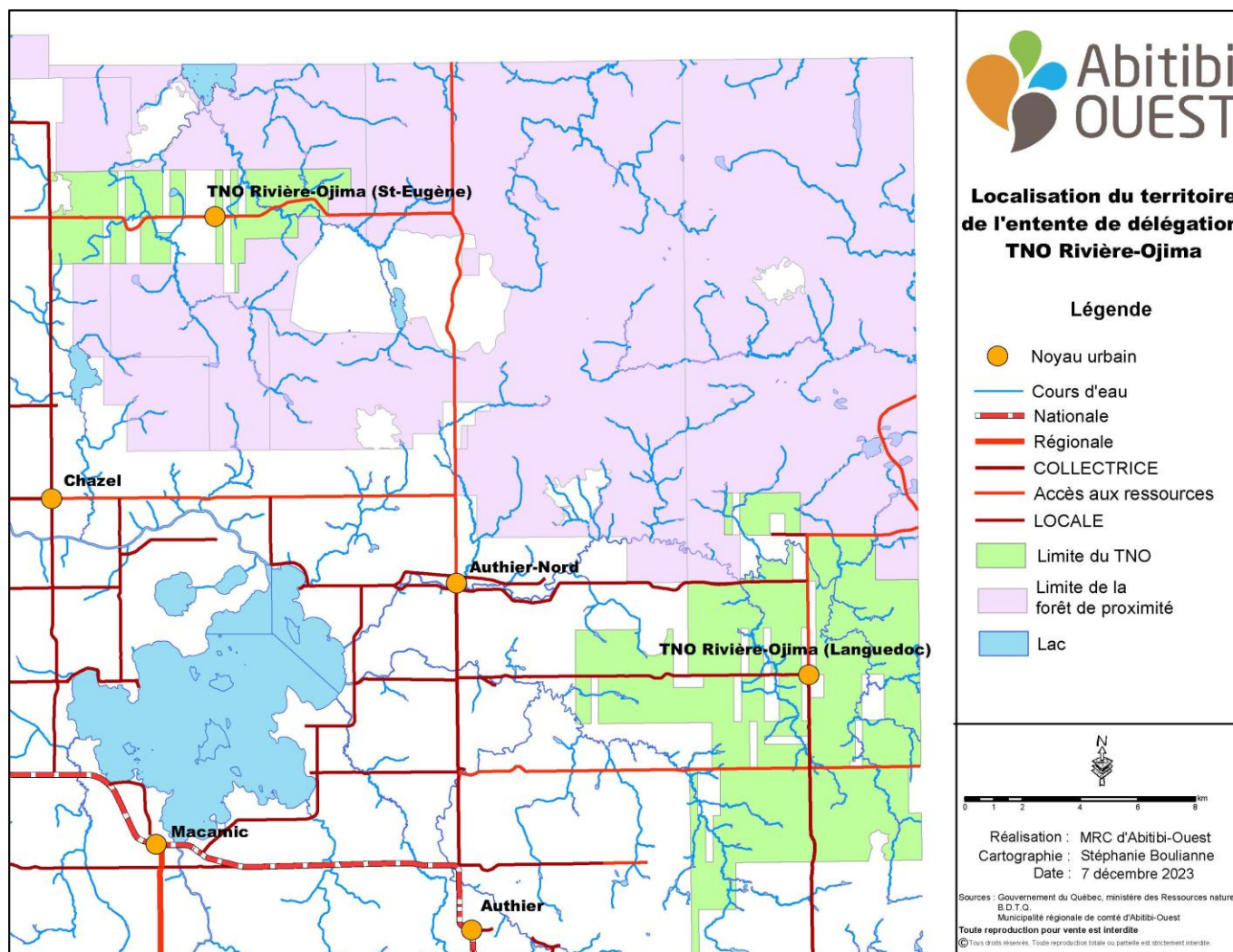
Dans le secteur de St-Eugène, le réseau routier est caractérisé par une route catégorisée accès aux ressources qui traverse le territoire d'Est en Ouest. Il s'agit du chemin des Rangs 6 et 7 qui relie la Route 393 et la route principale (vingt miles).

Un pont enjambe la rivière Ojima et un ponceau de grand diamètre est présent au niveau de la rivière Déception sur ce même chemin.

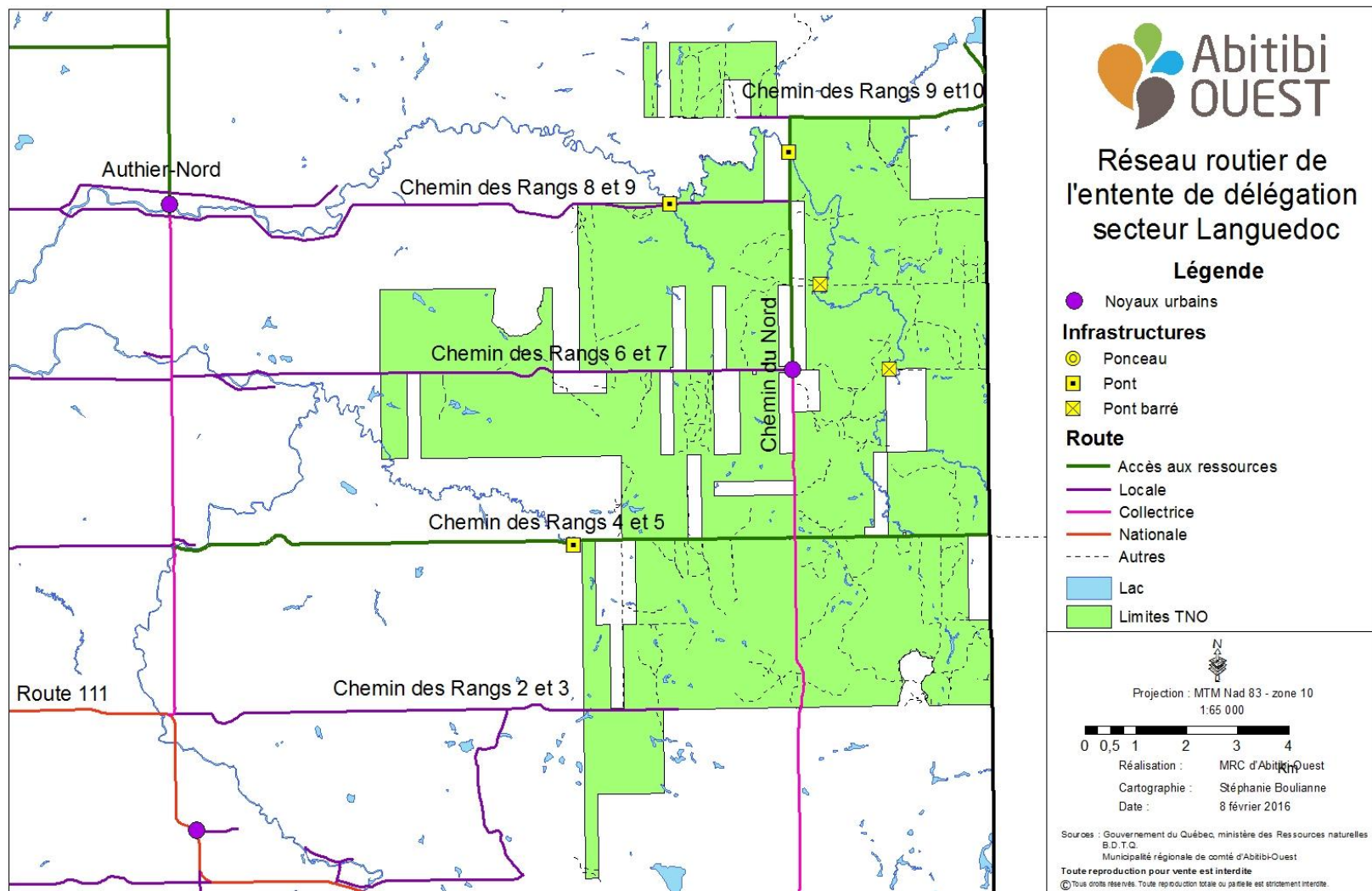
Une partie d'un chemin multiusage est présent sur le territoire. Ce chemin se rend jusqu'au lac Kapekwacata situé au sud de l'entente de délégation.

Les cartes 2 et 3 illustrent le réseau routier principal du territoire d'aménagement.

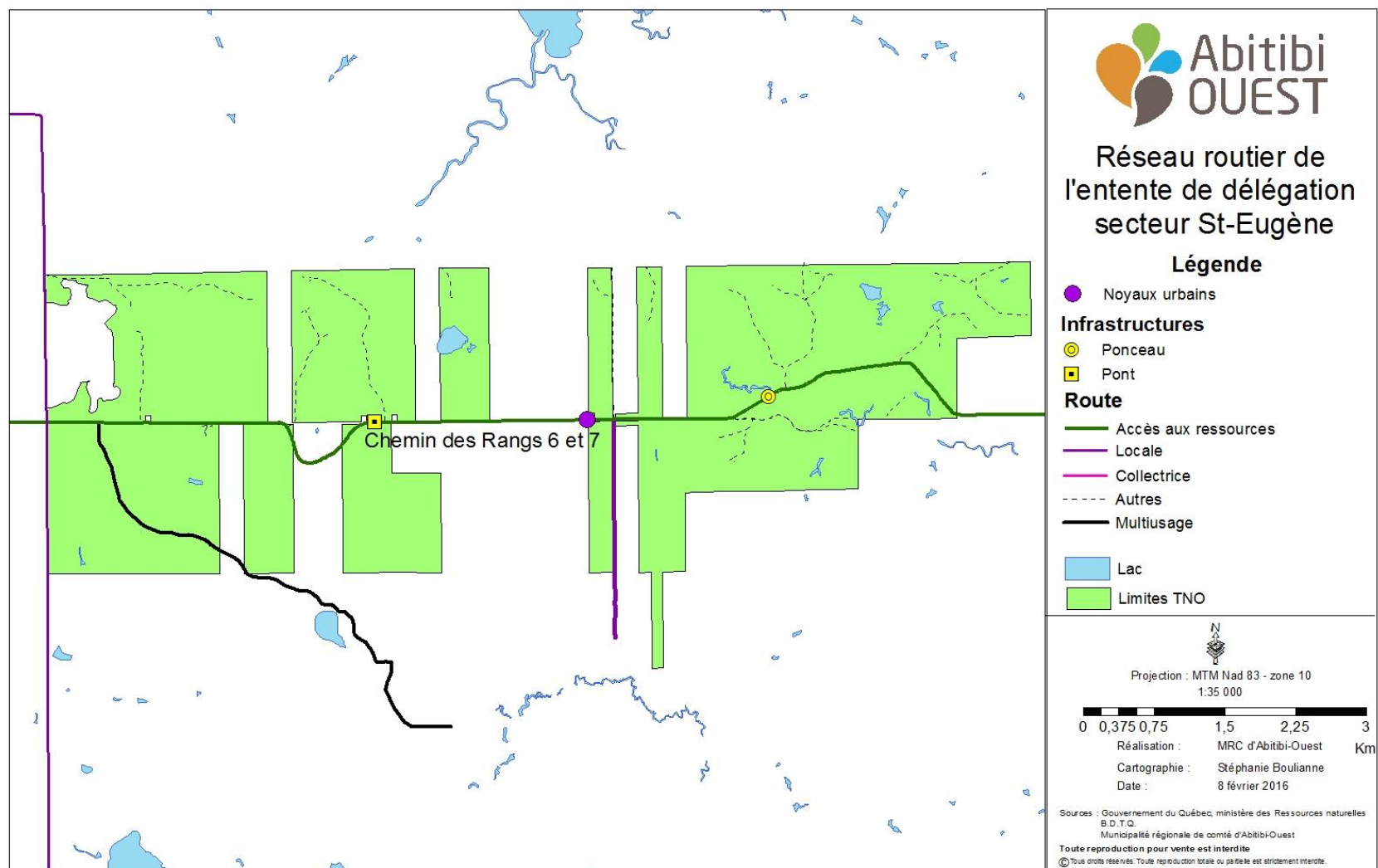
CARTE 1 – Localisation du territoire du TNO Rivière-Ojima



CARTE 2 – Réseau routier de la localité de Languedoc



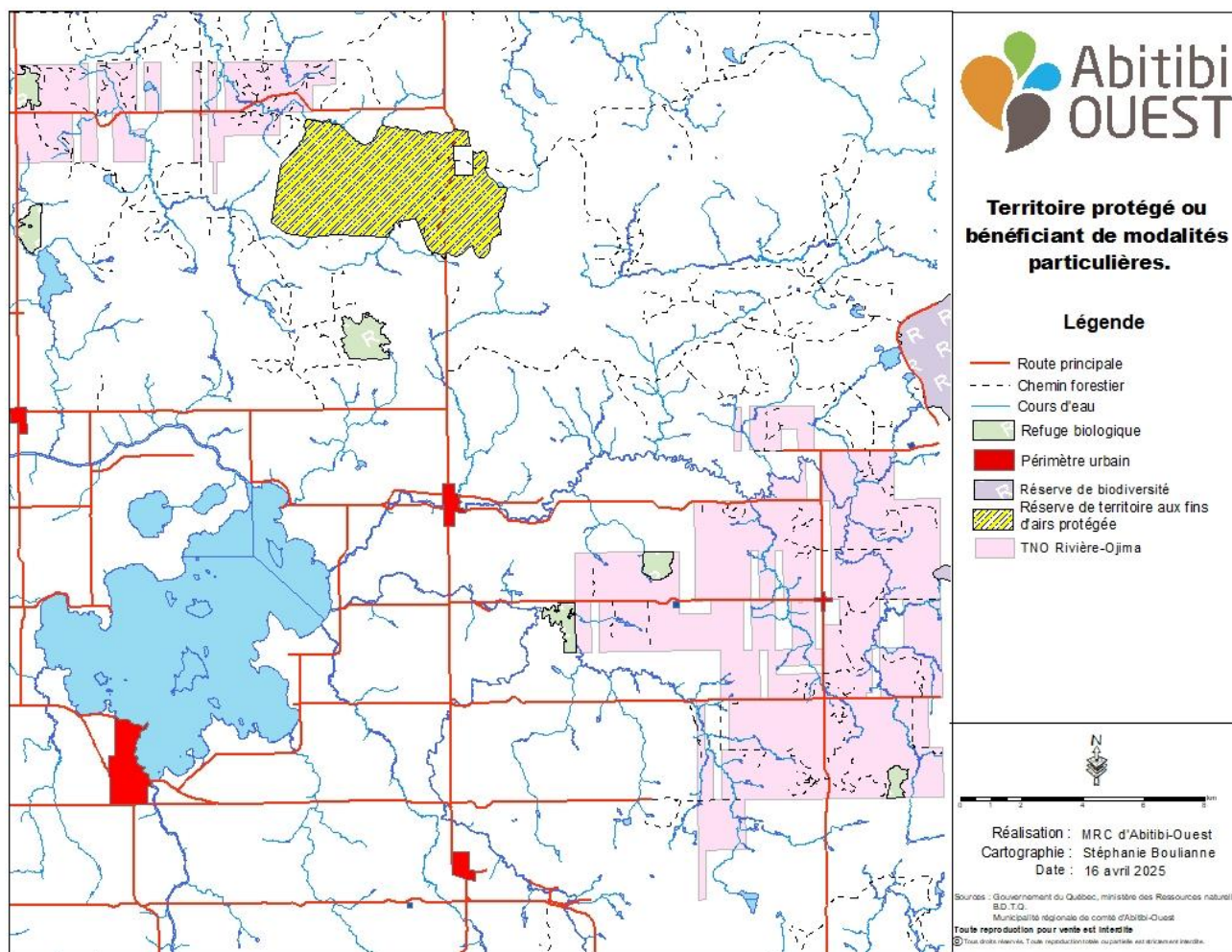
CARTE 3 – Réseau routier de la localité de St-Eugène



4.3 Territoires de l'unité d'aménagement protégés ou bénéficiant de modalités particulières

Dans le PAFIT, la prise en considération de certains enjeux, tels que la structure d'âge de la forêt, le déploiement du réseau routier principal, nécessite de considérer des portions de territoire sur lesquelles des activités d'aménagement forestier ne sont pas permises, de même que les territoires adjacents. Il peut alors s'agir des aires protégées, des refuges biologiques, des tenures publiques utilisées à d'autres fins que la production forestière, des pentes abruptes, des tenures privées, etc. Sur le territoire de l'entente de délégation du TNO, on retrouve trois (3) refuges biologiques qui totalisent 206 ha, une partie du territoire sous réserve de biodiversité du lac Chicobi dépasse à Languedoc, ils sont représentés sur la carte 4.

CARTE 4 – Territoire protégé ou bénéficiant de modalités particulières



4.4 Contexte socioéconomique

4.4.1 Secteur forestier

L'exploitation des ressources naturelles a été l'élément déclencheur de l'occupation du territoire. Encore aujourd'hui, elle joue un grand rôle dans notre développement socioéconomique. Au fil des ans, de nouvelles activités industrielles, commerciales, institutionnelles, récréatives et culturelles ont enrichi les sphères sociales et économiques.

Le tableau suivant présente, pour la région, les entreprises de première transformation² détenant un permis d'usine. La plupart possèdent des droits forestiers consentis sur forêt publique dans la région et hors région.

² <https://www.mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/entreprises/region08.pdf>

Tableau 1 - Nombre d'usines détenant un permis de transformation ⁽¹⁾ du bois par MRC (janvier 2025- observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue)

Territoire de MRC	Nombre d'usines par catégorie						
	Bois de sciage	Pâtes et papiers	Placages contre-plaqués	Produits dérivés du bois (panneaux)	Bois tournés et façonnés	Électricité et granules énergétiques	Total
Abitibi	2			1			3
Abitibi-Ouest	1			1			2
Rouyn-Noranda							0
Témiscamingue	1	1	2			2	5
La Vallée-de-l'Or	3			1		1	6
Région	7	1	2	3	0	3	16

(1) Il s'agit des usines transformant plus de 2 000 m³ par année

Au cours des dernières années, l'industrie forestière a dû procéder à des exercices de restructuration majeure (mises à pied, fermetures, fusions, etc.) afin de survivre à la crise économique.

Dans ce contexte, on parle de plus en plus d'une industrie rendue à la croisée des chemins, qui doit se réinventer. Ainsi, les efforts concertés des entreprises, des chercheurs et du gouvernement vont dans le sens de la modernisation, l'innovation et l'adaptation de l'industrie.

Les quelques informations présentées ci-dessous permettent de situer le contexte économique régional et local dans l'unité d'aménagement à l'étude. Les informations proviennent de l'observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

Dans la MRCAO, le secteur forestier se présente tel qu'illustré au tableau suivant :

Tableau 2 - Nombre d'entreprises et d'emplois par secteur forestier du territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest (Février 2019)

Secteur	N ^{bre} entreprises	N ^{bre} emplois
Exploitation et services forestiers	14	108
Première transformation (bois et papier)	4	320
Deuxième et troisième transformation	6	56

4.4.2 Secteur récréotouristique

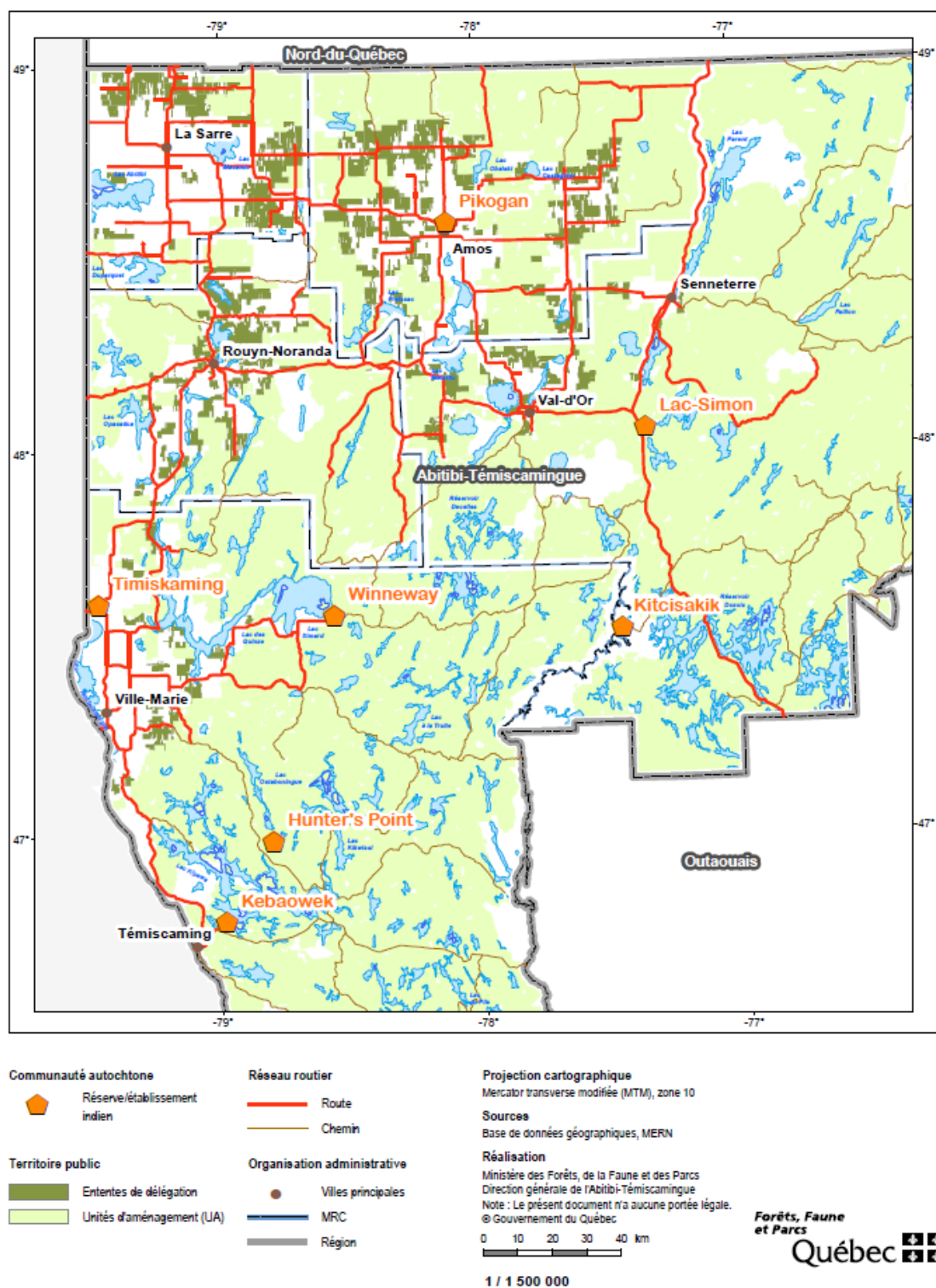
La proximité des grands espaces, la vitalité culturelle et les différents événements organisés dans les municipalités enrichissent le territoire de la MRCAO d'une belle diversité d'activités de loisir et de

tourisme. Le territoire du TNO Rivière-Ojima est très près de la population locale et est fractionné par des lots privés. Actuellement, ce sont les chasseurs, pêcheurs, cueilleurs de petits fruits et adeptes de VTT qui fréquentent la forêt. Il n'est pas prévu de créer des espaces structurés pour la récréation sur ce territoire.

4.5 Communautés autochtones

Plusieurs communautés algonquines sont présentes dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue (voir carte 5). Plus particulièrement, les communautés algonquines, principalement visées par les aménagements réalisés dans le cadre de l'entente de délégation de gestion, seront présentées dans la présente section.

CARTE 5 – Communautés autochtones



La Première Nation Abitibiwinni (Pikogan)

Texte écrit en collaboration avec la Première Nation Abitibiwinni

La Première Nation Abitibiwinni (PNA) compte aujourd'hui un peu plus de 1100 membres dont la majorité réside à Pikogan située à trois kilomètres de la ville d'Amos, sur la rive ouest de la rivière Harricana. Au cours des dernières décennies, la PNA a mis de l'avant divers projets pour favoriser son développement socioéconomique (p. ex : musée, hôtel, pourvoirie, camp-école Chicobi), mettre en valeur sa culture Anicinape (p. ex : pow-wow, course de canot) et créer des emplois. D'ailleurs, la coopérative de solidarité de Pikogan compte plus d'une quarantaine d'employés œuvrant dans les domaines forestiers et miniers en plus d'être en région un important fournisseur de combattants auxiliaires aux incendies de forêt pour la SOPFEU. La coopérative bénéficie également d'un volume de travaux sylvicoles récurrent annuellement assurant le développement de la coopérative.

Au sein du Conseil de la PNA, le département « Territoire et Environnement » est constitué d'une équipe en croissance qui mène des projets d'envergure sur Abitibiwinni Aki. Le département compte des gardiens du territoire qui travaillent en collaboration avec les membres de la communauté, les chercheurs et l'industrie. L'équipe entretient des relations et des collaborations non seulement avec l'industrie forestière, mais également avec l'industrie minière. Plusieurs projets d'acquisition de connaissances sont en cours, en partenariat avec des chercheurs d'institutions académiques et gouvernementales. L'équipe Territoire et Environnement met en place des groupes de travail pour faciliter le dialogue entre les savoirs autochtones et scientifiques. Elle travaille à la mise en place d'aires protégées d'intendance autochtone sur le territoire (dont la mise en réserve pour fins d'aires protégées Chicobi). La PNA est d'ailleurs très active dans la protection du caribou et de son habitat.

La PNA affirme détenir des droits ancestraux, incluant un titre ancestral, sur son territoire, Abitibiwinni Aki (Carte 6). La PNA affirme également occuper ce territoire et l'utiliser depuis des millénaires, y compris pour l'exercice de ses activités à des fins alimentaires, domestiques, rituelles ou sociales. Ce vaste territoire, qui va bien au-delà des limites du village de Pikogan au nord d'Amos, correspond essentiellement aux bassins versants de la rivière Harricana et du Lac Abitibi. Les Abitibiwinnik qui forment la Première Nation Abitibiwinni (PNA) entretiennent une relation intime et de respect avec Abitibiwinni Aki et les ressources qui s'y trouvent.

En 2022, la PNA a signé une entente avec le gouvernement du Québec visant à jeter les bases d'une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et la Première Nation Abitibiwinni, dont le territoire d'application correspond à la carte 6. Cette entente engage le gouvernement à discuter avec la communauté d'une entente en matière de foresterie selon les balises qui y sont identifiées. Ces balises sont, entre autres :

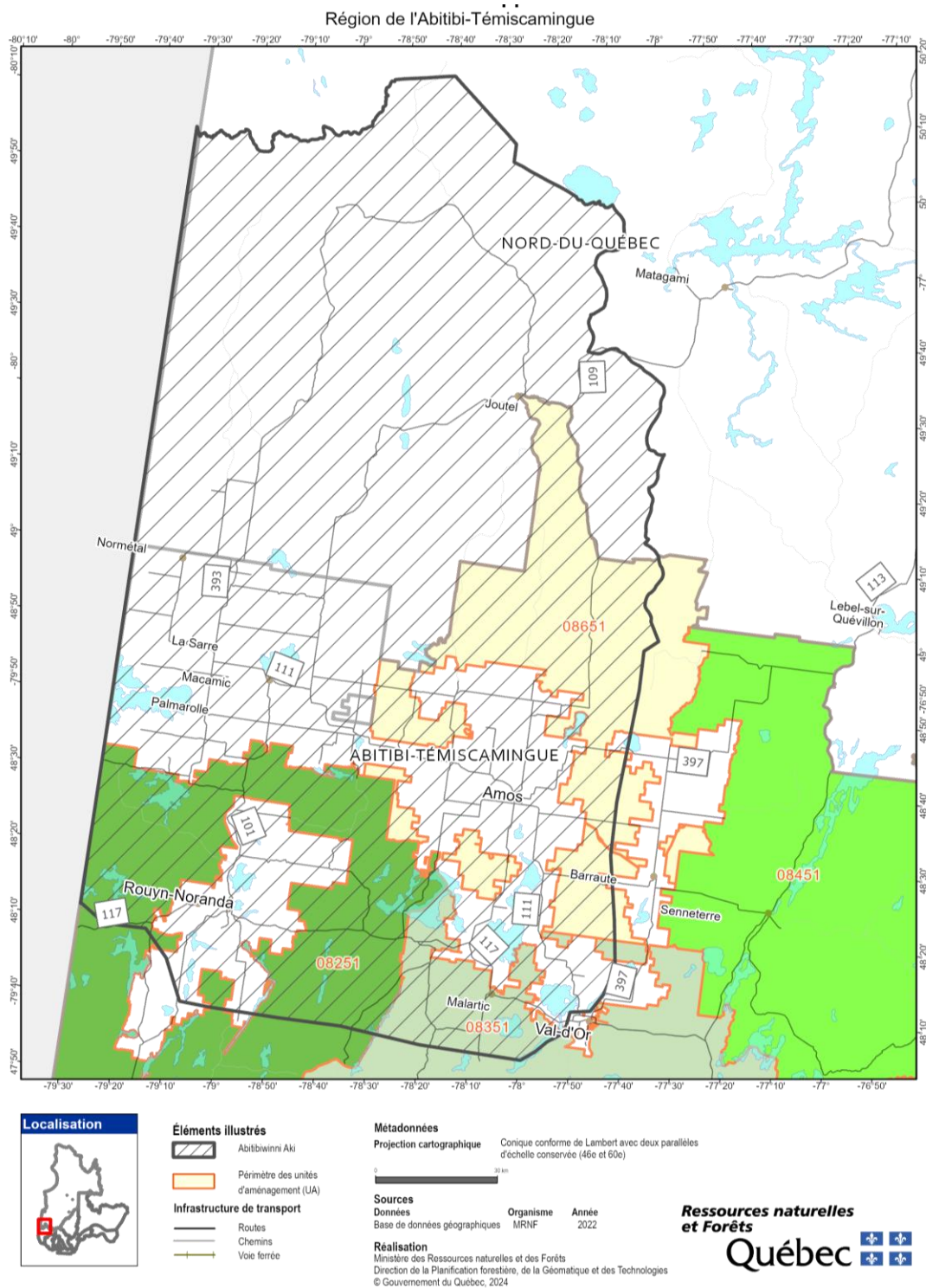
- La prévisibilité des processus de consultation et d'accommodement dans la planification forestière et l'uniformité entre les directions régionales de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec.
- Le partage d'information sur les secteurs d'intérêts d'Abitibiwinini et la prise en compte des connaissances et du savoir traditionnel.
- La mise en place de mesures d'accommodement et d'harmonisation et de leurs suivis.
- L'accroissement de la capacité d'Abitibiwinini d'atteindre les objectifs des modalités de consultations convenues ainsi que les suivis des mesures d'accommodement.

Toutefois, d'ici la conclusion d'un protocole de consultation et d'accommodements, des modalités de consultation selon les zones identifiées à l'entente sont appliquées.

Pour en connaître davantage, consulter :

[Entente visant à jeter les bases d'une nouvelle relation \(Abitibiwinini\)](#)

CARTE 6 – Abitibiwinni Aki Territoire d'application de l'entente



4.6 Description et utilisation du territoire

Le territoire de l'entente de délégation du TNO se compose de lots intramunicipaux fragmentés par des lots privés. Cette fragmentation crée un enjeu de cohabitation et de respect de la propriété privée. En général, les propriétaires comprennent bien l'aménagement forestier et n'ont pas énormément de réticence face aux travaux adjacents à leur lot privé. Ils ont toujours la possibilité de communiquer avec la MRC en cas de besoins ou préoccupations de leur part.

Il y a 3 refuges biologiques aux limites circonscrites qui sont exclus des activités d'aménagement. Une petite partie de la réserve de biodiversité du territoire de Chicobi est présente dans le secteur de Languedoc. De plus, il y a des modalités à respecter lors de la planification concernant les zones d'encadrement visuel autour du noyau urbain de Languedoc.

Les habitants des localités situées à proximité et à l'intérieur des territoires d'aménagement sous entente de délégation sont de grands utilisateurs de la forêt. La chasse, la pêche, la cueillette de petits fruits, la promenade récréative, la trappe et les activités de plein air sont les principales occupations. Le vaste réseau de chemins forestiers améliore l'accessibilité du territoire et permet des randonnées en VTT ou de motoneige.

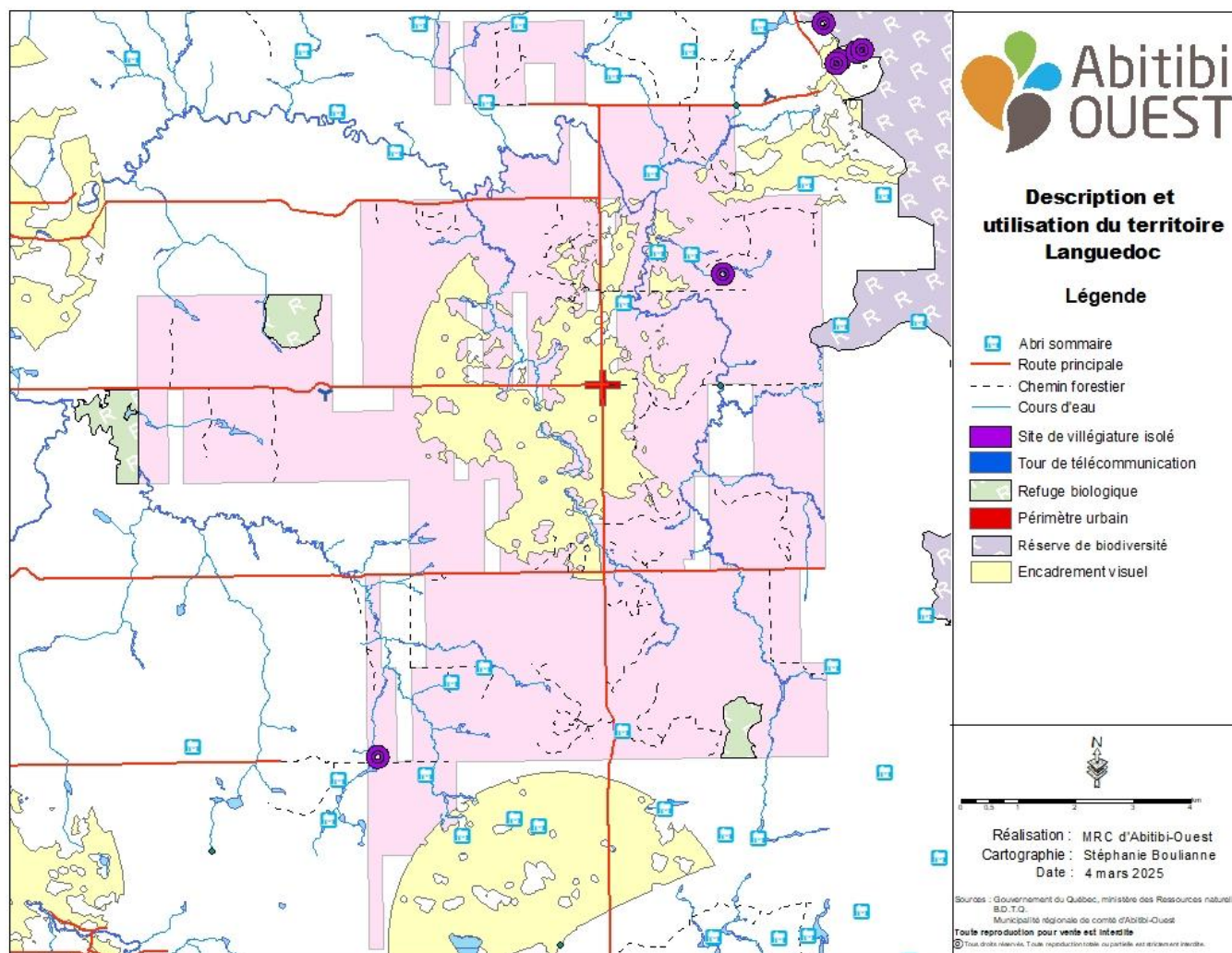
Il n'y a aucun site reconnu de récréation et de tourisme sur le territoire de l'Entente de délégation actuellement. Toutefois, un projet de halte routière commémorative est prévue à St-Eugène comme indiqué à la section 5.5. Le projet devrait démarrer à l'été 2025 pour être finaliser à l'été 2026.

Il y a de nombreux baux d'abri sommaire et 2 baux de villégiature isolés sur le territoire. La principale activité qui s'y déroule est la chasse.

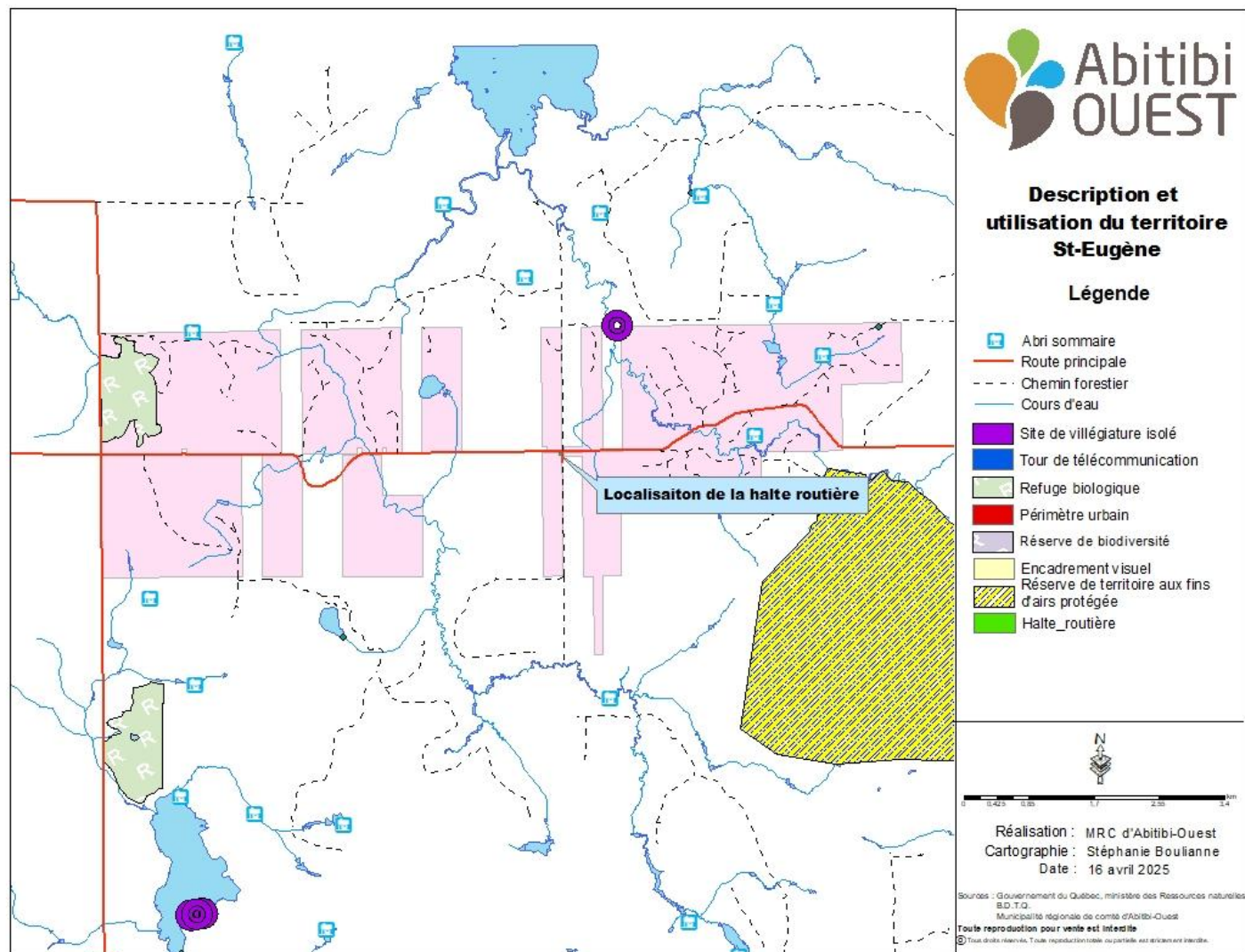
Un projet est en cours pour l'installation de deux tours de télécommunication Vidéotron, une de ces tours sera installée dans le rang 6 de Languedoc sur le territoire de l'entente de délégation.

Les cartes 7 et 8 illustrent les portions de territoire exclues des activités d'aménagement forestier ainsi que les particularités du territoire.

CARTE 7 – Description et utilisation du territoire secteur Languedoc



CARTE 8 – Description et utilisation du territoire secteur St-Eugène



4.7 Portrait biophysique

Cette section dresse le portrait des ressources du territoire sous délégation de gestion. Il permet de prendre connaissance des multiples composantes biophysiques afin de bien saisir la nature et l'ampleur des défis à relever, défis qui, au chapitre suivant, sont exprimés sous forme d'enjeux.

Les données ayant servi aux analyses présentées dans ce chapitre proviennent d'une couche numérique fournie par le MFFP ayant été mise à jour selon les rapports annuels techniques et financiers (RATF) et photographies aériennes. Elles excluent les zones de refuges biologiques.

4.7.1 Cadre écologique

Depuis 1980, le MERN a entrepris des démarches pour mettre sur pied un système de classification écologique. Ce système offre, entre autres, un langage commun décrivant et expliquant le fonctionnement des écosystèmes forestiers pour les différents intervenants du milieu forestier. Il tient compte des variables écologiques liées au milieu physique, au climat et à la végétation. Il offre également des outils pour l'aménagement et la gestion forestière. Le système hiérarchique de classification écologique se compose de onze (11) niveaux illustrés à des échelles cartographiques diverses qui se regroupent du bas vers le haut et dont les limites coïncident parfaitement :

- 1) Zones de végétation;
- 2) Sous-zones de végétation;
- 3) Domaines bioclimatiques;
- 4) Sous-domaines bioclimatiques;
- 5) Régions écologiques;
- 6) Sous-région écologique;
- 7) Paysage régional;
- 8) District écologique;
- 9) Étage de végétation;
- 10) Type écologique;
- 11) Type forestier.

4.7.2 Zones et sous-zones de végétation

La forêt de proximité se trouve en zone boréale. Le territoire est situé dans la sous-zone de la forêt boréale continue.

4.7.4 Région écologique

Chacun des sous-domaines est ensuite fragmenté en régions écologiques³. On trouve deux (2) régions écologiques en Abitibi-Ouest, soit : la Plaine de l'Abitibi (5a) et la Plaine du lac Matagami (6a). Le territoire du TNO Rivière-Ojima fait partie de ces deux régions écologiques.

4.7.5 Végétation potentielle

La végétation potentielle est une unité de classification qui synthétise les caractéristiques dynamiques de la végétation à un lieu donné. En utilisant les groupes d'espèces indicatrices, la végétation actuelle, la régénération et les variables physiques du milieu, elle permet de prédire la végétation de fin de succession. Sur le territoire de la forêt de proximité, trois types de végétation potentielle se retrouvent sur la majeure partie du territoire.

À la figure 1 suivante, on constate que 83 % du territoire est représenté par la sapinière à bouleau blanc (MS2), la pessière noire à sphaignes (RE3) et la sapinière à épinettes noires (RS2). Il est important de mentionner qu'environ 15% du territoire est improductif.

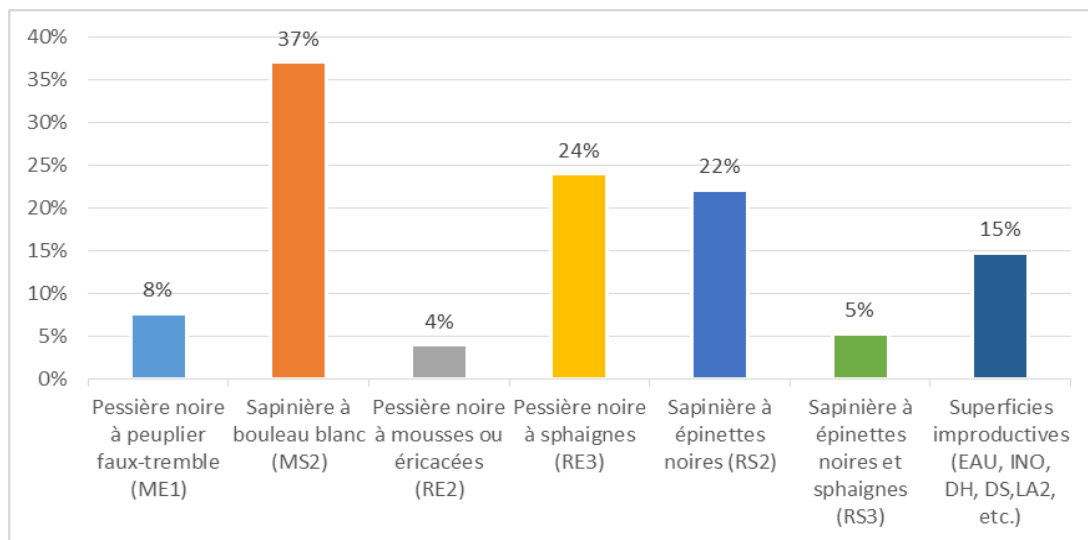


Figure 3 - Principaux types de végétation potentielle trouvés dans la forêt de proximité et leur type écologique

³https://mffp.gouv.qc.ca/documents/forets/inventaire/classification_ecologique_territoire_quebecois.pdf

4.7.6 Type écologique

Le type écologique présente une combinaison permanente de la végétation potentielle et des caractéristiques physiques du milieu. Il fournit des renseignements sur la dynamique des écosystèmes forestiers à une échelle locale et présente une vue détaillée de la forêt.

Le type forestier décrit la végétation actuelle à l'aide du type physionomique, du couvert arborescent et du groupe d'espèces indicatrices. Ce sont des outils utiles à l'aménagement forestier, notamment lors de l'élaboration des scénarios sylvicoles, du calcul de la possibilité forestière, de la localisation d'écosystèmes forestiers exceptionnels ou rares ainsi que pour les études relatives aux habitats fauniques.

4.7.7 Les types de couverts forestiers

Le couvert forestier n'est pas présent sur l'entièreté du territoire, les zones improductives ont été retirées de l'analyse pour permettre une meilleure représentativité. Presque la moitié de la superficie est en couvert résineux tandis que le tiers est mixte pour un total global de 77%. La balance est composée de couvert feuillu et non-déterminé. Le couvert non-déterminé se compose majoritairement de jeunes peuplements en régénération. Une version plus récente de la carte écoforestière a été utilisée pour déterminer la proportion du couvert, une portion de peuplements était mature dans l'ancienne version et est devenu immature, donc se retrouve dans les couverts non-déterminé.

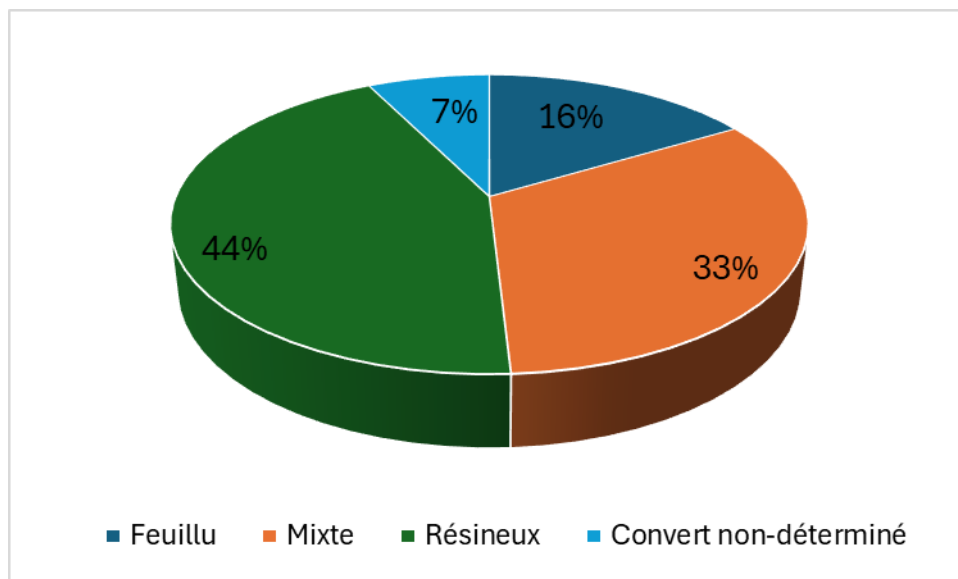
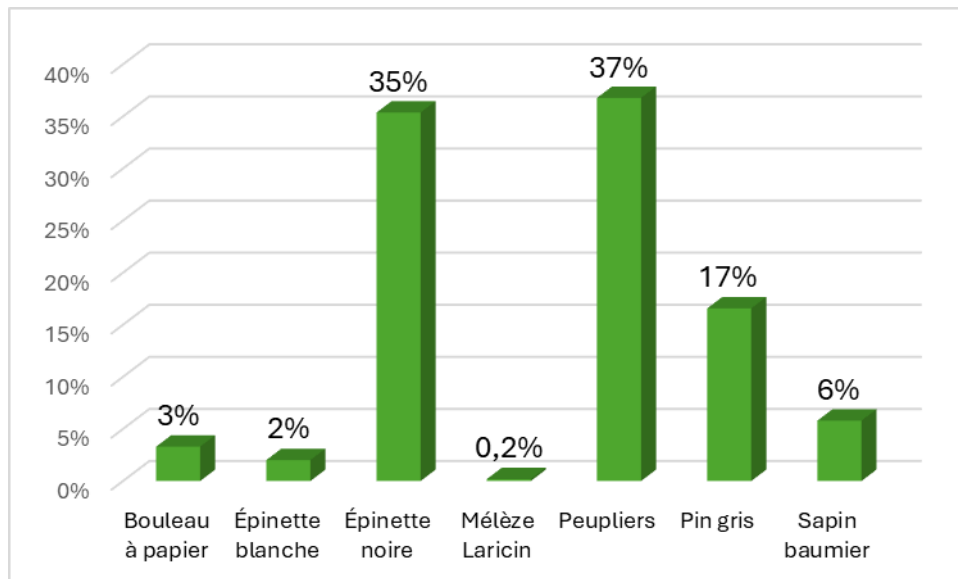


Figure 4 – Types de couverts forestiers du territoire du TNO Rivière-Ojima

La détermination des essences principales a été faite différemment, c'est le volume de chacune des essences présente sur le territoire qui a été utilisé pour avoir une représentativité plus réelle du volume disponible de chacune des essences commerciales. Certaines essences ont naturellement un volume plus élevé par tige, toutefois, le volume disponible reste un bon indicateur pour déterminer les essences disponibles à l'aménagement forestier sur le territoire. On retrouve deux essences principalement dans la forêt du TNO, le peuplier et l'épinette noire, ensemble elles représentent presque 75% du territoire sous aménagement. La catégorie intitulée peuplier comprend le peuplier faux-tremble et le peuplier baumier. Les essences résineuses composent 60% de la forêt contre 40% pour les essences feuillues. La figure ci-après présente la représentativité des différentes essences pour le TNO.



**Figure 3 - Représentativité des différentes essences du territoire du TNO
Rivière-Ojima**

4.7.8 Ressources floristiques et fauniques

Espèces menacées, vulnérables ou susceptibles de le devenir

Adoptée par le gouvernement du Québec en 1989, la *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables* vise la sauvegarde des espèces du Québec dont la survie est fragile. Son principal outil coercitif est la désignation, par règlement, des espèces et de certains de leurs habitats.

Toute espèce dont la disparition est appréhendée est dite menacée. Les espèces considérées comme telles se trouvent dans une situation extrêmement précaire. La taille de leurs populations ou de leurs aires de répartition est restreinte ou grandement diminuée. Les données sur l'espèce révèlent que la situation s'aggraverait de façon irréversible si rien n'est entrepris pour remédier à cet état de précarité.

Toute espèce dont la survie est précaire, même si sa disparition n'est pas appréhendée, est dite vulnérable. La catégorie dont il est question ici englobe les espèces dont la survie à moyen ou à long terme n'est pas assurée. Si aucune mesure n'est prise pour assurer leur survie, une évolution régressive de leurs populations ou la dégradation de leurs habitats pourrait s'ensuivre.

D'autres dispositions générales portant, entre autres, sur l'établissement de programmes et sur la conclusion d'ententes, permettent d'intervenir en faveur des **espèces susceptibles** d'être désignées menacées ou vulnérables. Ce statut permet de freiner le processus de raréfaction des espèces avant qu'il ne soit jugé nécessaire de les désigner légalement comme telles pour garantir leur protection.

La liste des espèces fauniques qui font l'objet d'un statut particulier dans la province est disponible à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/agriculture-environnement-et-ressources-naturelles/faune/gestion-faune-habitats-fauniques/especes-fauniques-menacees-vulnerables/liste>

Une liste similaire a été préparée pour la flore et est disponible à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/agriculture-environnement-et-ressources-naturelles/flore/especes-floristiques-menacees-ou-vulnerables/liste-especes>

Les listes des espèces fauniques et floristiques faisant l'objet d'un statut particulier peuvent être demandées annuellement au MRNF, à l'unité de gestion de la région 8. Cette information étant mise à jour annuellement, il est donc préférable d'en faire la demande régulièrement afin d'en obtenir la version actualisée.

4.7.9 Ressources géologiques et hydriques

La région de l'Abitibi-Témiscamingue est située sur la partie est du Bouclier canadien, formé de roches datant du Précambrien. Le territoire régional se caractérise par trois grandes provinces naturelles et deux provinces géologiques. Le vaste réseau hydrographique de la région provient de la fonte d'un glacier venu du Labrador qui a traversé le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue, il y a quelques milliers d'années. Les eaux de fonte libérées par le glacier ont formé une immense étendue d'eau appelée lac Ojibway-Barlow. Au cours des millénaires, une grande partie de ces eaux s'est retirée, laissant toutefois un vaste réseau hydrographique qui sillonne le territoire de la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le **nord** de la région est localisé dans la province géologique de Grenville. Il se compose d'un sous-sol riche en minéraux, ce qui lui confère un fort potentiel minier (cuivre, zinc, or, argent), notamment associé à une structure géologique principale, la faille de Cadillac.

Le **nord-ouest** de la région correspond à une portion de la province des basses terres de l'Abitibi et de la Baie-James et présente un relief relativement plat, comportant quelques buttes et basses collines. L'hydrographie y est caractérisée par des milieux humides, des rivières composées de méandres et de grands lacs de forme circulaire, peu profonds, aux contours arrondis. Les eaux s'écoulent lentement et, en raison de l'argile en suspension, elles y sont turbides. L'effet visuel est donc peu intéressant, mais ces caractéristiques ne réduisent en rien sa qualité et les possibilités du territoire au regard de la pêche, de la chasse et des activités nautiques. Cette province représente plus de la moitié (50,2 %) de la superficie de la région.

Au **nord-est** de la région s'étend une portion de la province des hautes terres de Mistassini. Celle-ci se compose d'un grand plateau au relief peu accidenté, formé de coteaux et de basses collines, d'un réseau hydrographique davantage ramifié et de lacs aux formes allongées et échancrées, comme s'il s'agissait d'élargissement de rivières. Ce réseau s'écoule vers la baie James. Elle couvre 13 % de la superficie de l'Abitibi-Témiscamingue.

Au **sud** de la région, on retrouve la province naturelle des Laurentides méridionales avec la province géologique de Grenville. La composition et la profondeur d'érosion se prêtent beaucoup moins à l'exploration et à l'exploitation minière. Le relief est composé d'un ensemble de basses collines, de plateaux et de dépressions, et les lacs sont plutôt de forme étroite et recourbée. Ses nombreux plans d'eau présentent des caractéristiques plus attrayantes que dans les autres zones, compte tenu d'une turbidité faible qui donne une eau plus limpide. Cette zone, qui couvre plus du tiers de la superficie régionale, comporte également de grands réservoirs dédiés à la production d'énergie hydroélectrique.

En Abitibi-Témiscamingue, on retrouve des eskers aquifères de grande qualité. Ces réserves d'eau se renouvellent continuellement par les précipitations et par l'infiltration dans le sol. Un peu partout de chaque côté de ces formations, l'eau émerge de terre, formant une multitude de sources dont un bon nombre coule à l'année. Cette eau souterraine est

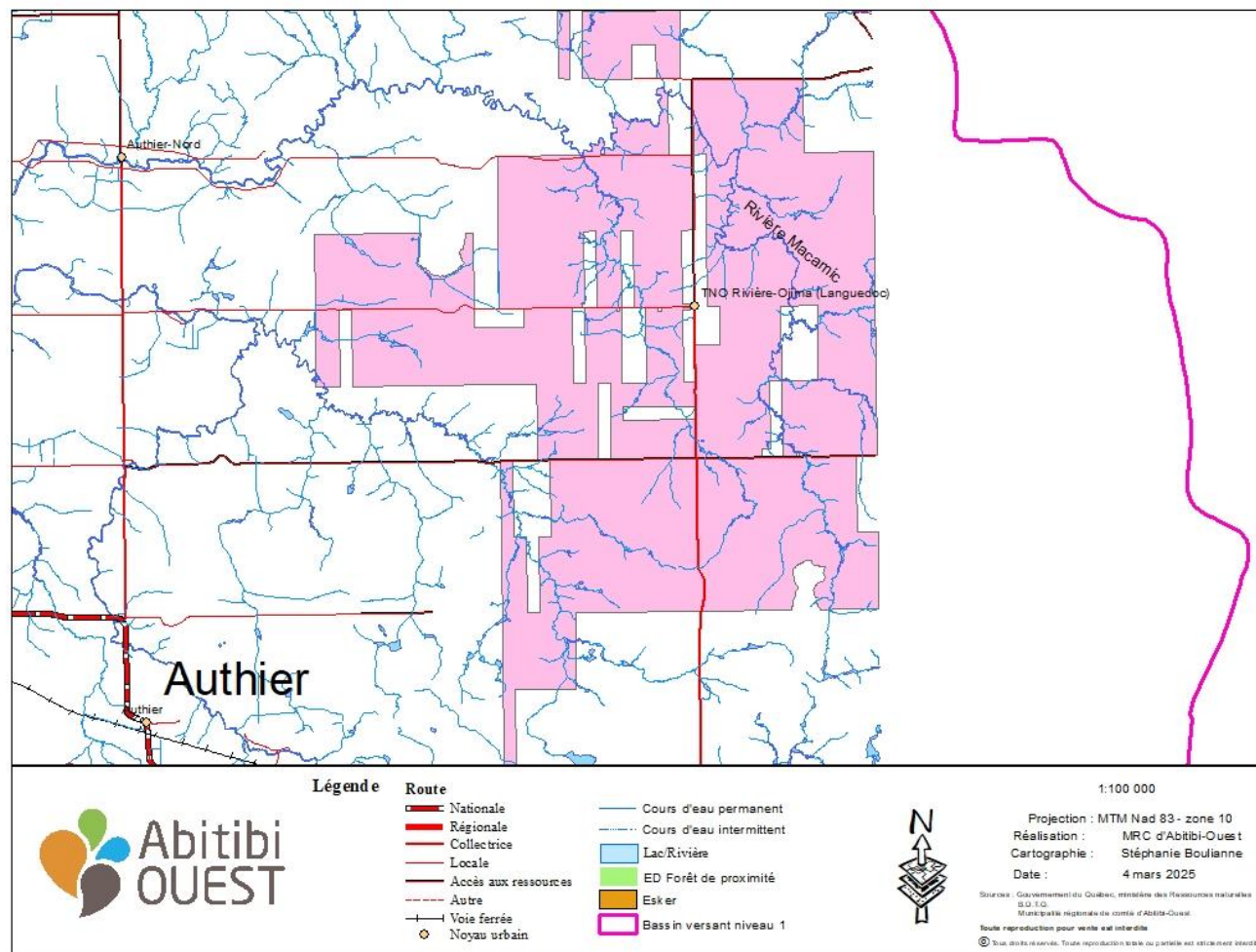
généralement de grande qualité, car elle est filtrée par les sables et graviers en pénétrant dans le sol. Cette singularité et l'immensité des réserves d'eau souterraine caractérisent la région.

Le territoire du TNO Rivière-Ojima, tout comme le territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest, est caractérisé par une multitude de cours d'eau permanents et intermittents. Il y a 3 rivières principales qui traversent le territoire ; la rivière Macamic, la rivière Ojima et la rivière Déception. Il y a un lac sans nom officiel dans les limites du secteur de St-Eugène.

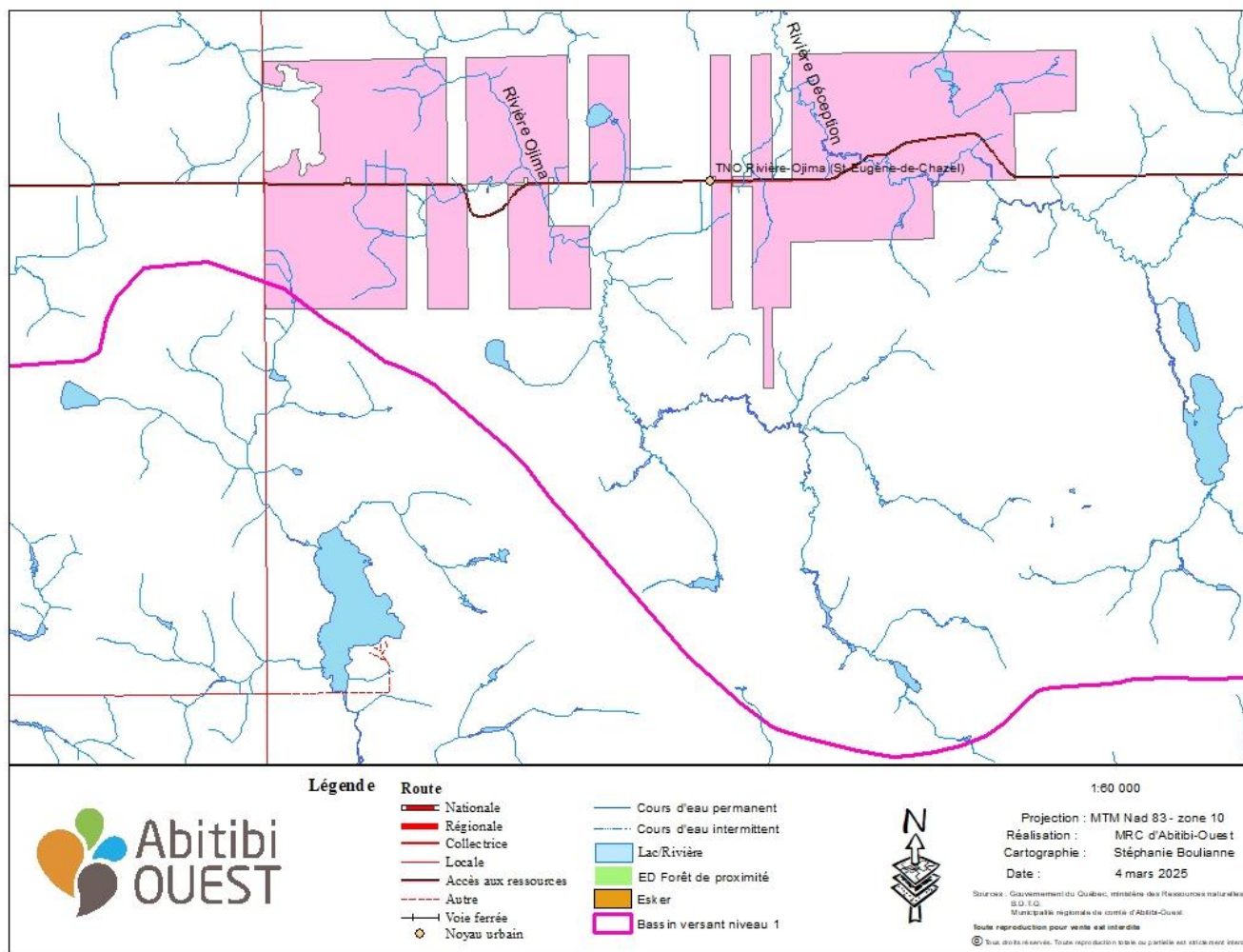
Le secteur de St-Eugène de Chazel se déverse dans la rivière Harricana, qui fait partie du bassin versant de la baie James. Le secteur de Languedoc se draine vers le lac Abitibi, en direction de la rivière Moose, en Ontario.

Les cartes suivantes présentent un portrait des ressources géologiques et hydrographiques du TNO Rivière-Ojima.

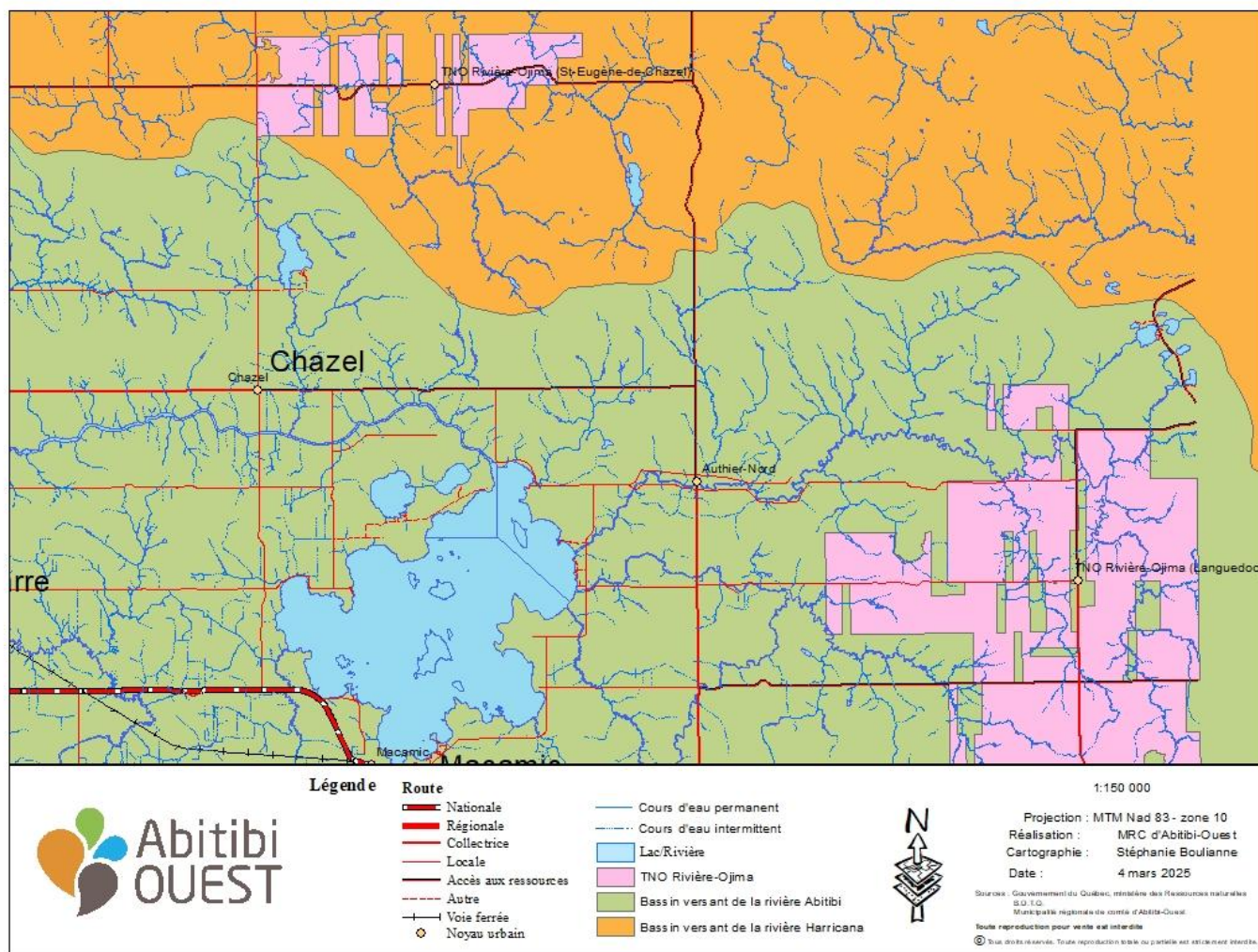
CARTE 10 – Réseau hydrographique du secteur Languedoc



CARTE 11 – Réseau hydrographique du Secteur St-Eugène



CARTE 12 – Géologie et hydrographie du TNO Rivière-Ojima



4.7.10 Relief

Le territoire du TNO Rivière-Ojima est localisé dans la province géologique du « lac Supérieur ». De façon générale, son relief est très plat, les collines sont rares et ont une forme plutôt arrondie.

La figure suivante illustre les différentes classes de pente du territoire. La très grande majorité du territoire (95%) se caractérise par un relief plat ou légèrement variable, c'est-à-dire, une pente entre 0 et 8%. Il y a moins de 1 % de pentes fortes (E) et de pentes abruptes (F).

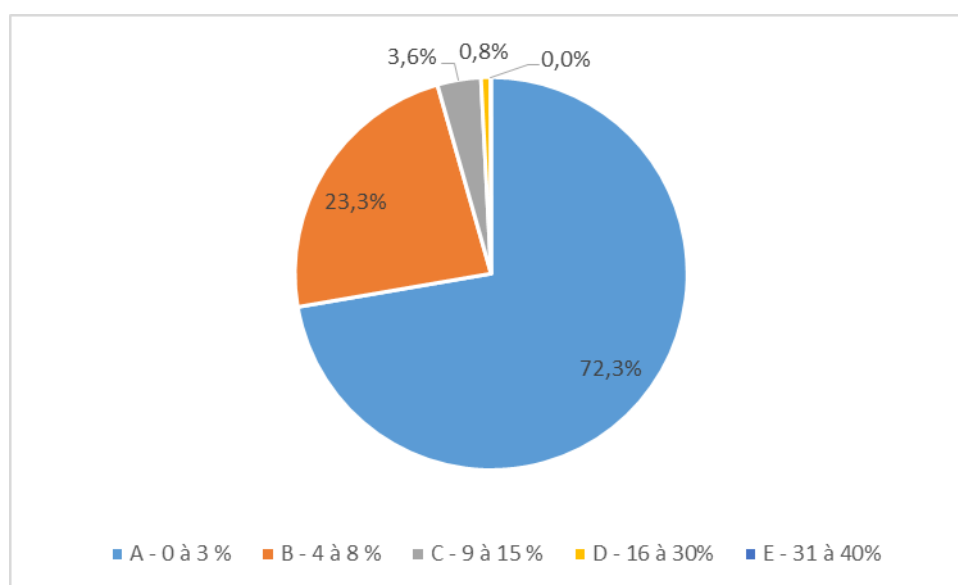


Figure 4 - Classes de pente du TNO Rivière-Ojima

4.7.11 Dépôts

Il y a moins de 10 000 ans, le territoire de l'entente de délégation était recouvert par le lac proglaciaire Ojibway-Barlow. Les argiles qui se sont accumulées au fond de ce lac recouvrent en majorité les dépôts glaciaires et fluvioglaciaires sous-jacents, à l'exception du sommet des collines.

Les derniers glaciers ont laissé, pour leur part, des buttes allongées de sable et de gravier, c'est-à-dire, les moraines et les eskers. Les matériaux prélevés dans les sablières sont presque tous des matériaux issus des eskers ou de moraines. Sur le territoire du TNO, nous ne retrouvons aucun esker, défini comme tel dans les affectations du territoire. Toutefois, certaines formations géologiques s'apparentant à la forme d'esker sont présentes.

4.8 Perturbations naturelles passées

En Abitibi-Témiscamingue, on retrouve différentes perturbations naturelles qui viennent façonner la structure des peuplements selon leur intensité. Il s'agit des feux, du chablis, des épidémies d'insectes et des maladies.

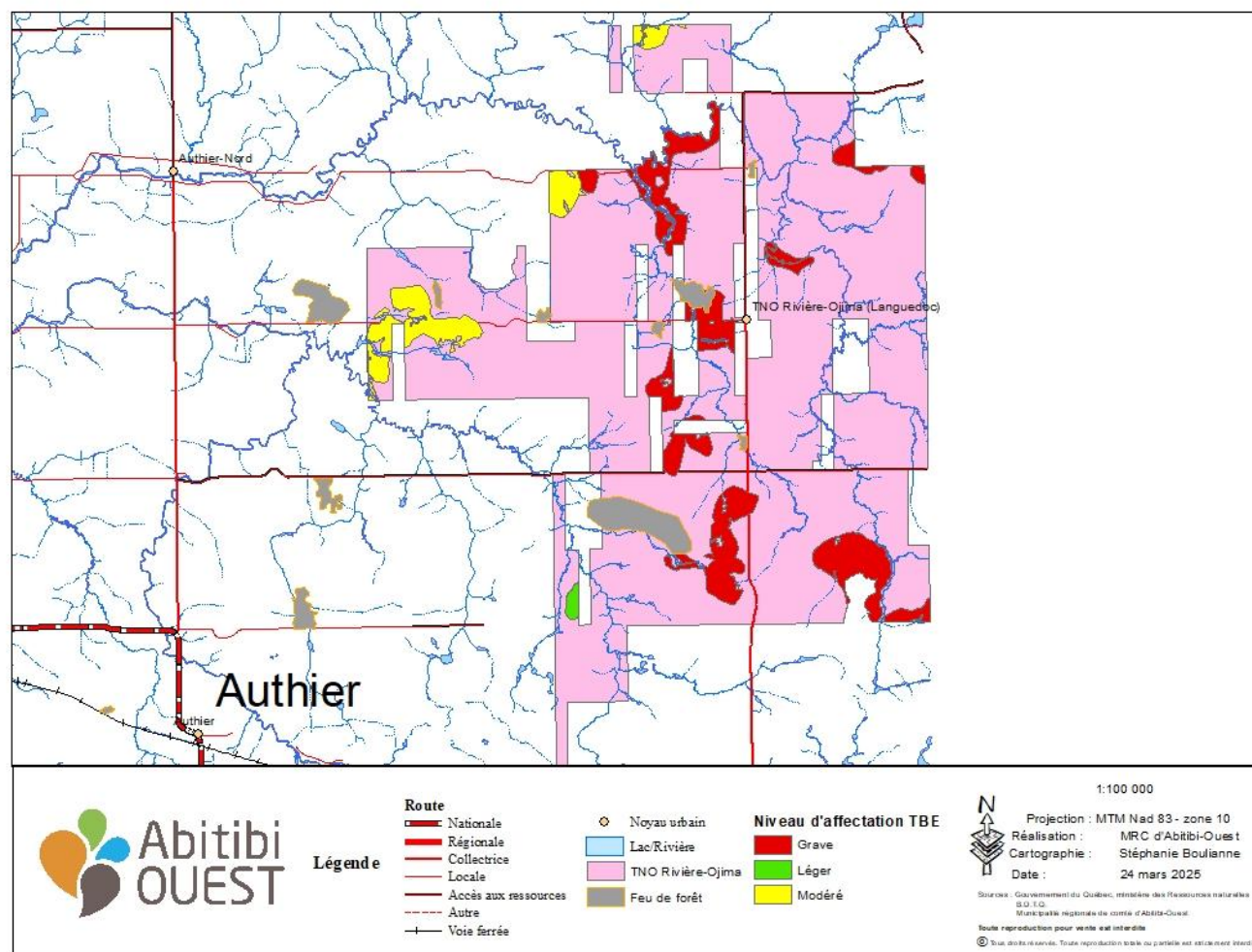
Depuis quelques années, une épidémie de la tordeuse des bourgeons de l'épinette sévit dans la région. Ce ravageur forestier menace plusieurs essences résineuses et tout particulièrement le sapin baumier. Le gouvernement du Québec effectue annuellement des relevés aériens afin de suivre l'évolution des populations. Il est donc possible de déterminer le niveau de sévérité de l'épidémie sur le territoire selon les données de l'année 2024.

Selon ces données, un total de 1743 ha de forêt sont affectés par la tordeuse en 2024. L'épidémie affecte gravement 81% de cette superficie.

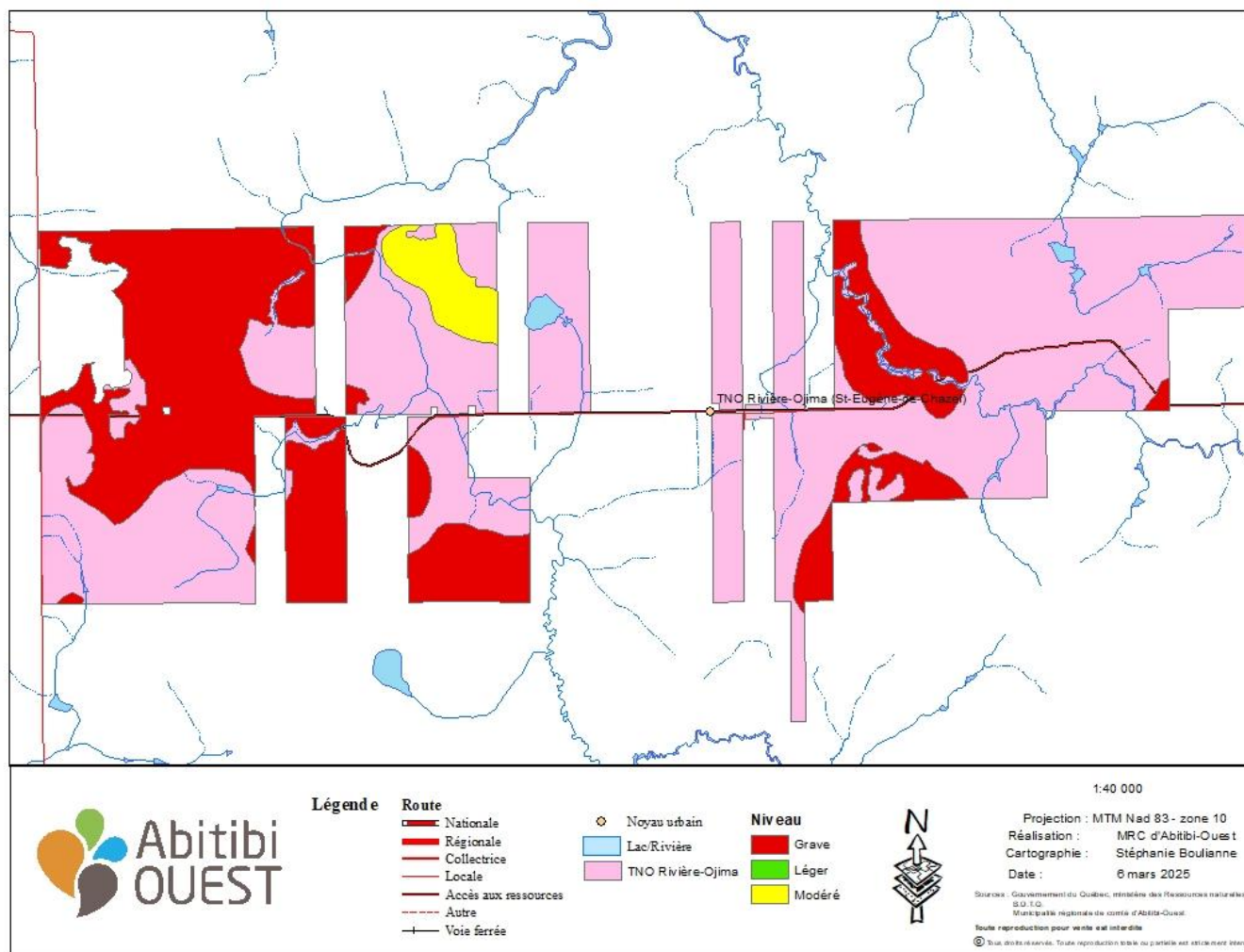
Le feu joue un rôle important dans la dynamique de l'évolution des forêts. Le secteur de Languedoc a été affecté par 6 feux entre 1977 et 2012, tous de nature humaine. On comptabilise au total 95.8 ha de superficie affectée par ces feux.

Les cartes suivantes illustrent la localisation et le niveau de sévérité des secteurs du TNO Rivière-Ojima.

CARTE 13 – Localisation et niveau de sévérité de la TBE et de l'historique des feux du secteur de Languedoc



CARTE 14– Localisation et niveau de sévérité de la TBE du secteur de St-Eugène



4.9 Bilan de la stratégie d'aménagement forestier 2020-2025

Le tableau suivant présente le bilan des activités d'aménagement forestier de la période quinquennale 2020-2025. Ce bilan est réalisé à partir des rapports annuels (RATF) 2020-2021 à 2023-2024 et de la programmation annuelle (PRAN) 2024-2025, le RATF de cette année n'étant pas encore disponible au moment de la rédaction.

Tableau 3 – Bilan de la stratégie sylvicole

Traitements sylvicoles	PAFIT 2020-2025		Superficies réalisées						%
	2020-25 ha / an	ha / 5 ans	RATF 2020-21	RATF 2021-22	RATF 2022-23	RATF 2023-24	PRAN 2024-25	Total 2020-25	
Traitements commerciaux									
Coupe avec protection de la régénération des sols (inclus CRV)	111	555	48	38	45	40	51	222	40 %
Coupe totale sans protection (CTSP)	0	0	29	13	13	10	22	87	100 %
Total des coupes totales (CT)	111	555	77	51	58	50	73	309	56 %
Éclaircie commerciale	0	0	0	0	0	0	0	0	100 %
Coupe progressive irrégulière	0	0	0	0	0	19	0	19	100 %
Coupe de jardinage ou d'amélioration	0	0	0	0	0	0	0	0	100 %
Total des coupes partielles (CP)	0	0	0	0	0	19	0	19	100 %
Total des activités de récolte	111	555	77	51	58	69	73	328	59 %
% coupes totales / récolte	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	72 %	100 %	94 %	
% coupes partielles / récolte	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	28 %	0 %	6 %	
Traitements non commerciaux									
Total des plantations et regarnis	28	140	13	20	5	8	26	72	51 %
Total des travaux d'éducation (DEG et EPC)	26	130	26	1	26	0	28	81	62 %
Total de la préparation de terrain	28	140	12	12	0	15	4	43	31 %

En 2015, un nouveau calcul de possibilité forestière a été présenté pour l'ensemble des ententes de délégation du territoire. L'augmentation du volume global pour le TNO était de 22% et celle du volume résineux de 35% comparativement au volume du précédent calcul pour la même délimitation de territoire.

Tableau 4 – Résultats du calcul de possibilité forestière précédent et actuel.

MRC d'Abitibi-Ouest (N° 085007) - Niveaux de récolte annuelle en volume marchand brut (m3/an)					
Période	SEPM*	Autres résineux	Peupliers	Autres feuillus	Total
Possibilités forestières en vigueur avant le 1 ^{er} avril 2015	7 600	0	6 300	900	14 800
Possibilités forestières modifiées au 1 ^{er} avril 2015	11 660	0	6 630	730	19 020
Variation	53%	N/A*	5%	-19%	29%

L'orientation que la MRC a prise à ce moment-là est de continuer à planifier environ le volume de l'ancienne possibilité forestière puisque la formule d'aménagement fonctionnait bien selon les besoins et orientations des localités. Il y a environ 60% du volume de la possibilité qui est planifié et récolté annuellement comme vous pouvez le voir à la ligne « total des activités de récolte » dans le tableau 3. En 2021-2022, une partie des travaux de récolte n'ont pas trouvé de soumissionnaire, nous n'avons donc pas pu récolter une partie du volume planifié. De plus, les peuplements n'ont pas généré le volume estimé dans la planification. Bien que le tableau 3 présente des superficies, la mesure utilisée pour planifier les travaux de récolte est le volume, nous n'utilisons pas la superficie. Nous avons constaté quelques éléments significatifs par rapport à la récolte dans les dernières années :

- Le volume estimé dans le calcul de possibilité pour les peuplements résineux est trop élevé, il faut récolter plus d'un hectare pour arriver à atteindre le volume/ ha proposé dans le calcul ;
- Pour arriver à faire concorder le volume et la superficie du calcul, il faut récolter autant de volume résineux que feuillu, or la possibilité indique que 61% de la récolte doit être résineuse et 35% feuillu ;
- Beaucoup de peuplement de feuillu pur se dégrade rapidement sur le territoire, la possibilité forestière demande à ce qu'on récolte 3 ha/ année ce qui fait seulement 15 ha sur 5 ans. Ce n'est pas réaliste puisqu'il y aura certainement de la perte de matière ligneuse si on suit ce rythme. De plus, lors de la planification ce n'est pas toujours logique opérationnellement de laisser les peuplements de feuillu pur intact entouré de récolte. C'est la raison pour laquelle la stratégie concernant la récolte de peuplement feuillu n'est pas respectée. Il faut souligner que la quantité d'essence feuillue récoltée annuellement est respectée ;
- En planifiant un volume plus bas que celui de la possibilité forestière, il est possible d'équilibrer certaines incohérences du calcul pour s'assurer que chaque élément de

celui-ci soit respecté. Par exemple, c'est impossible de récolter exactement la bonne superficie par groupe d'essence en respectant le bon volume résineux et feuillu. En récoltant le volume résineux, on dépasse la superficie proposée pour le SEPM et il n'y a plus suffisamment de volume feuillu de disponible pour atteindre les superficies mixte et feuillue ;

- La MRC a procédé à la sélection de peuplements qui ne seront jamais récoltés donc qui devraient être retirés du volume marchand et du calcul de possibilité forestière. Il a été déterminé qu'il n'y avait aucun ajout de valeur réelle à récolter ces peuplements, vous retrouvez cette sélection plus en détail au point 5.5.

À la sortie du nouveau calcul de possibilité, la stratégie sylvicole a aussi été mise à jour pour concorder avec le niveau d'aménagement proposé. Puisque nous effectuons 60% de la récolte prévue à la possibilité, il est normal que le niveau d'exécution des travaux sylvicoles soit ajusté à la même intensité. Selon les données du tableau seulement le niveau d'éducation atteint l'objectif du 60% puis il y a moins de préparation de terrain que de reboisement. Voici quelques faits qui expliquent ces résultats :

- Dans le secteur de St-Eugène le comité multiressource souhaite que les travaux de récolte soient faits de façon conventionnelle, c'est-à-dire, par abattage manuel et débardage à l'aide d'un débardeur à câble. Lors des opérations de récolte, le traitement de préparation est effectué par le débardage, le reboisement est fait sans autre traitement ;
- Une préparation de site par débroussaillage a été faite dans certains secteurs pour permettre un regarni de régénération naturelle, les travaux ont été catégorisés dans la section éducation plutôt que dans la préparation de terrain ;
- Il y a eu 3 fois plus de récolte dans des peuplements feuillus que ce qui est prévu à la possibilité, ce type de peuplement est très rarement propice au reboisement ou au regarnis. Ça explique en partie la raison pour laquelle l'objectif n'est pas atteint ;
- Les travaux de dégagement de plantation peuvent être faits jusqu'à 3 fois dans un même secteur pour s'assurer que le foin et les arbustes n'interfèrent pas avec la croissance des plants mise en terre. Il est donc normal que le niveau d'éducation soit plus élevé que celui de la remise en production.

Il est important de mentionner que la grandeur du territoire fait en sorte que chaque secteur aménagé peut être suivi annuellement pour s'assurer d'un bon retour de la régénération. Il y a certainement des secteurs plus difficiles, mais ceux-ci sont connus et suivis.

5. Enjeux du territoire et objectifs d'aménagement

Le PAFIT présente les enjeux et les objectifs d'aménagement qui doivent s'appliquer localement à l'entente de délégation 1049. Ceux-ci regroupent :

- Les objectifs stratégiques du MRNF résultant du projet de la SADF;
- Les objectifs qui ont été définis régionalement et qui ont été retenus par le ministre;
- Les objectifs définis localement par le comité multiressource.

Les solutions retenues pour répondre aux enjeux peuvent prendre diverses formes. L'élaboration de VOIC (valeur-objectif-indicateur-cible) constitue, à l'heure actuelle, la solution la plus souvent retenue pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Toutefois, outre l'élaboration de VOIC, les solutions identifiées pour répondre à certains enjeux peuvent prendre la forme de mesures complémentaires intégrées dans les planifications ou de mesures de suivi.

5.1 Dérogation aux normes d'interventions forestières sur l'application de la coupe mosaïque (CMO)

Depuis le début des années 2000, le MRNF impose, par voie réglementaire, la réalisation de travaux de coupe en mosaïque (CMO) comme principal mode de récolte. Cette organisation spatiale des coupes a été implantée principalement pour répondre à une demande sociale en faveur, d'une part, d'une plus grande dispersion des coupes forestières dans le paysage et, d'autre part, du maintien, pour un temps, de petits blocs de forêts résiduelles. Depuis le début de l'implantation de la coupe en mosaïque, le contexte des ententes de délégation (à l'époque, les conventions d'aménagement forestier) rend difficile l'application de cette forme d'organisation spatiale des coupes. En effet, les territoires des ententes de délégation présentent de petites superficies, généralement très morcelées et entrecoupées de terres privées et d'unités d'aménagement.

Ainsi, afin de proposer une alternative à la CMO mieux adaptée à la réalité des territoires d'entente tout en respectant les principes qui la sous-tendent, une dérogation, en vertu de l'article 40 de la LADTF, est déposée au MRNF. La demande de dérogation est présentée à l'annexe 1.

5.2 Les enjeux écologiques

Afin de répondre adéquatement aux principaux enjeux écologiques que suscitent les activités d'aménagement forestier, le ministère poursuit une démarche qui vise à réduire les écarts entre les paysages aménagés et les forêts naturellement dynamisées. Six principaux enjeux écologiques ont été retenus au provincial dans cette démarche, soit :

- les changements dans la structure d'âge des forêts;
- les changements dans l'organisation spatiale des forêts;
- les changements de composition végétale des forêts;
- la simplification de la structure interne des peuplements;
- la raréfaction de certaines formes de bois mort;
- l'altération des fonctions écologiques des milieux humides et riverains.

De plus, afin de maintenir des habitats de qualité pour les espèces nécessitant une attention particulière et pour celles qui sont sensibles à l'aménagement forestier, le MRNF préconise l'application de mesures particulières et spécifiques à certaines espèces ciblées.

Selon la taille des territoires d'entente de délégation et leur potentielle contribution au maintien de paysages qui ne s'écartent pas trop des paysages naturellement dynamisés dans la région, le MRNF suggère ou oblige l'atteinte de certaines cibles par enjeux.

5.2.1 Enjeu lié à la structure d'âge des forêts

Les enjeux identifiés par le MRNF en lien avec la structure d'âge des forêts sont la raréfaction des vieilles forêts et la surabondance des peuplements en régénération⁴.

⁴ MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS (2016). Intégration des enjeux écologiques dans les plans d'aménagement forestier intégré de 2018-2023, cahier 2.1 – enjeux liés à la structure d'âge des forêts, Québec, gouvernement du Québec, direction de l'aménagement et de l'environnement forestiers, 67 p. (Cahier 2.1 - enjeux liés à la structure d'âge des forêts)

Tableau 5 - Portrait des vieilles forêts et de la régénération sur le territoire de l'entente de délégation du TNO Rivière-Ojima.

NO_TERRITOIRE_ED	Superficie productive (ha) admissible au suivi des indicateurs écologiques**	% vieille forêt (forêt de 80 ans et plus)	% Forêt en régénération (forêt de 15 ans et moins)
085007 MRC Abitibi-Ouest	9 080	31	15

* Niveau estimé à partir des données cartographiques du 5^e décennale mise à jour pour la coupe jusqu'au 1^{er} avril 2023 et pour les perturbations naturelles au 1^{er} avril 2024.

** Corresponds à la superficie de référence pour les calculs de vieilles forêts, de forêt en régénération et de sept (7) mètres et plus de hauteur. Cette superficie comprend la superficie admissible à la récolte ainsi que les superficies en protection à l'intérieur des limites du territoire de l'entente ou adjacentes à celui-ci.

Selon la taille des territoires forestiers résiduels (TFR) considérés à l'entente de délégation, le MRNF privilégie pour le maintien de vieilles forêts, la mise en place ou le maintien de refuges biologiques et d'îlots de vieillissement, ainsi que l'utilisation de traitements sylvicoles adaptés telle que les coupes progressives irrégulières.

Les refuges biologiques sont des territoires exclus de toute production forestière. Sauf exception, les activités d'aménagement forestier y sont interdites, peu importe qu'elles soient inscrites ou non au registre des aires protégées. Les refuges biologiques contribuent ainsi au maintien en permanence de vieilles forêts dans les territoires publics sous aménagement.

Les îlots de vieillissement sont des peuplements ou regroupements de peuplements d'environ 100 ha pour lequel la période de révolution a été allongée afin d'assurer que les peuplements ciblés dépassent l'âge d'exploitabilité et se rendent jusqu'au moment où l'on observe la présence d'arbres dominants ayant atteint le stade suranné. Une fois ce stade atteint, les peuplements sont récoltés et d'autres les remplacent ailleurs sur le territoire.

La coupe progressive irrégulière à régénération lente (CPI-RL) est un procédé de régénération qui vise à la fois à récolter, à régénérer, à éduquer et à améliorer le peuplement par une série de coupes partielles étalées sur plus d'un cinquième (1/5) de la révolution. Ce traitement est effectué dans le but de maintenir ou de restaurer une structure irrégulière (bi étagée) ou de convertir une structure régulière en structure irrégulière. La CPI permet de maintenir un couvert forestier comprenant des arbres matures pendant une période prolongée.

Pour ce qui est des forêts en régénération, le MRNF souhaite contrôler ou suivre la quantité de forêts de 15 ans et moins et lorsque nécessaire favoriser la récolte en coupe partielle.

Pour le territoire d'entente de plus de 5 000 ha, le MRNF demande d'assurer en tout temps la présence de vieilles forêts sur au moins 7 % de la superficie productive de référence et de limiter la quantité de forêts en régénération à 30 % (voir état du territoire de l'entente de délégation tableau ci-haut). Afin de faciliter le maintien de vieilles forêts, l'équivalent de 2 % du territoire productif de référence est identifié comme refuge biologique. De plus, un minimum de 5.5% de la récolte sur 5 ans sera réalisée en coupes progressives irrégulières afin d'assurer le maintien de couvert et le maintien de certains attributs de vieilles forêts lorsque présents avant récolte.

Les niveaux de récoltes prévus à la stratégie sylvicole assureront le respect de la cible de forêt en régénération.

5.2.2 Enjeu lié à l'organisation spatiale des forêts

Au-delà des critères de répartition et taille prévus à la dérogation à la coupe en mosaïque, le MRNF souhaite, pour les territoires sous entente de délégation de plus de 1 000 ha, que le délégataire assure en tout temps le maintien de plus de 30 % de forêt de sept (7) mètres et plus de hauteur. Cette mesure devrait permettre une certaine connectivité et le maintien d'un minimum d'habitats.

Au 1^{er} avril 2023 et en soustrayant les superficies affectées par les feux de 2023, on estime à 81% la forêt de sept (7) mètres et plus de hauteur dans le territoire de référence de l'entente de délégation.

Les niveaux de récoltes prévus à la stratégie devraient permettre le respect de cette cible.

Le tableau ci-après illustre la répartition en taille des agglomérations de forêts de 10 ans et moins, afin de démontrer le respect des objectifs de taille de récolte fixés à la dérogation à la coupe mosaïque. La dérogation indique une taille maximale de 50 ha en forêt contiguë de moins de 3 mètres.

Il y a une aire de coupe où l'on retrouve une agglomération de 57 ha dans le secteur de Languedoc. Étant donné que le résultat se base sur l'âge des secteurs récoltés, ce secteur est classé dans le non-respect de la dérogation. Il est systématiquement déterminé que lors de la seconde récolte en 2020 la première récolte de 2014 ne devait probablement pas

avoir une moyenne de 3 mètres de hauteur. Toutefois, une visite terrain a été faite avant l'exécution des travaux en 2020 et il a été observé une moyenne de hauteur d'au moins 3 mètres du peuplement en régénération. Celui-ci est composé de feuillu intolérant en grande majorité, de résineux et de feuillu non commerciaux. Une visite terrain durant l'été 2024 permet aussi d'assurer que la régénération du secteur de 2020 atteint en moyenne 1.5 mètre de hauteur.

Tableau 6 - Nombre d'agglomération de forêt de 10 ans et moins par classe de taille (ha) dans le territoire de l'entente au 1^{er} avril 2023 sans tenir compte des zones brûlées à l'été 2023.

NO_TERRITOIRE_ED	Classe de taille (ha)					
	0-10	10-20	20-30	30-40	40-50	50 et plus
085007 MRC Abitibi-Ouest	40	19	6	2	2	1

5.2.3 Enjeu lié à la composition végétale des forêts

L'enjeu de composition végétale fait référence à la diversité et à la proportion des essences d'arbres présentes dans les forêts. Le type de végétation influence la disponibilité des ressources, de la nourriture et des habitats pour la faune ainsi que la température interne des peuplements, le cycle des nutriments et les perturbations naturelles. En conséquence, les pratiques sylvicoles qui modifient la composition végétale des forêts peuvent influencer certaines espèces et certains processus écologiques qui s'y déroulent et sont donc susceptibles d'avoir des répercussions sur le maintien de la biodiversité et la viabilité des écosystèmes.

Le MRNF recommande aux délégataires d'établir des objectifs de production clairs par type de strate et de les inscrire à leur PAFIT. En priorité, le MRNF souhaite que la composition résineuse des strates forestières résineuses ou à dominances résineuses soit maintenue et que les épinettes noires et blanches soient bien représentées dans les objectifs de reboisement.

Les scénarios sylvicoles et les objectifs de reboisement sont indiqués au chapitre 6 sur les scénarios sylvicoles et la stratégie. On vise d'effectuer 75 % du reboisement avec de l'épinette noire ou blanche sur le territoire de l'entente de délégation.

5.2.4 Enjeu lié aux attributs de la structure interne des peuplements forestiers et au bois mort

La structure interne des peuplements et la raréfaction du bois mort font référence à l'agencement spatial et temporel des composantes végétales vivantes et mortes d'un peuplement. La structure interne des peuplements influence les conditions microclimatiques (température, humidité, disponibilité de la lumière, etc.) et les habitats disponibles (composition des espèces végétales, couverture latérale, degré d'ouverture du couvert, hauteur des peuplements, bois mort, etc.).

Les perturbations naturelles, en rajeunissant et en entraînant beaucoup de mortalité en peu de temps, changent également la structure des peuplements et la nature des habitats. Certaines espèces animales ou floristiques sont dépendantes de ces habitats.

Les enjeux identifiés en lien avec la structure interne des peuplements sont la raréfaction de certaines formes de bois mort et une diminution de peuplements à structure interne complexe. À l'égard de ces enjeux, le MRNF préconise l'application des solutions suivantes : l'utilisation de traitement de coupes avec rétention permanente de bois marchand, l'application de traitements de coupes partielles qui créent ou maintiennent les éléments structuraux des peuplements (CPI) et dans le cas des perturbations naturelles, l'application d'un plan spécial de récupération qui prévoit certaines modalités de rétention d'habitats affectés.

Afin de satisfaire cet enjeu, l'équivalent de 1 % du volume marchand par année de récolte sera laissé en rétention permanente à l'intérieur ou à la marge des coupes de régénération. En priorité, il est visé dans 20 % des coupes de régénération de laisser en rétention à l'intérieur des limites de la coupe au moins 5 % du volume marchand sous forme de bouquets, de tiges ou d'îlots de 1 à 5 ha.

Lorsque la taille des coupes ou la nature de peuplements limitent l'application de ces formes de rétention l'équivalent de 1 % ou le reste du 1 % du volume marchand annuel, sera laissé en îlots de 1 à 5 ha à la marge des coupes ou sous forme d'élargissement le long des cours d'eau ou pour la protection de ruisseaux intermittents. Cette dernière solution permet une certaine synergie avec la protection de milieux humides et riverains.

De plus, en synergie avec l'enjeu de structure d'âge, il est ciblé de réaliser 5.5 % de nos coupes en coupe progressive irrégulière qui permettront de maintenir dans certains peuplements certains éléments de structure tout en permettant une récolte minimale.

5.2.5 Enjeu lié aux milieux humides et riverains

Les milieux humides et riverains sont reconnus pour leur grande diversité biologique tant en raison de la variété des espèces qu'ils abritent qu'en raison du large éventail d'habitats qu'ils regroupent. Bien qu'une partie de ces milieux disposent d'une protection découlant de la législation, certains milieux rares, sensibles ou de petites tailles sont parfois exclus de la réglementation actuelle.

Pour ce qui est des milieux riverains, le MRNF recommande, pour améliorer la protection en laissant une bande de 20 mètres sans récolte et en synergie avec l'enjeu de structure interne complexe favoriser l'élargissement de certaines lisières boisées riveraines.

Bien que le RADF présente des protections accrues des milieux humides ou peuplements riverains, le MRNF propose aux délégataires d'appliquer des protections administratives supplémentaires pour des milieux humides qui seraient jugés d'intérêt pour la protection (assez intègre, diversifié, présentant des milieux rares). Le MRNF recommande aussi de maintenir une certaine connectivité entre les milieux humides isolés et les boisés environnants ainsi que d'accroître la protection des étangs vernaux, lorsqu'identifiés comme d'intérêt.

5.2.6 Enjeu lié aux espèces nécessitant une attention particulière pour assurer leur maintien

La forêt constitue l'habitat de plusieurs espèces fauniques et floristiques. Par conséquent, les différentes activités d'aménagement forestier peuvent grandement influencer l'abondance, la répartition et la survie de ces espèces par la modification de divers attributs forestiers. Plusieurs espèces ont des besoins particuliers qui ne peuvent pas, avec certitude, être comblés par l'aménagement écosystémique.

L'objectif de cet enjeu est d'assurer la prise en compte des besoins en habitat des espèces à statut précaire et sensible à l'aménagement forestier dans le cadre de la planification forestière. Pour ce faire, les modalités d'intervention ou les mesures de protection associées aux espèces menacées et vulnérables, aux habitats fauniques et aux sites fauniques d'intérêts (SFI) seront respectées et prises en compte à l'aide des couches de référence des usages forestiers et des zones d'aménagements et modalités identifiées.

Il n'y a pas de site d'intérêt faunique répertorié sur le territoire, mais plutôt l'habitat de l'omble de fontaine et des frayères. En effet, plusieurs kilomètres de cours d'eau abritent l'omble de fontaine sur le territoire.

Tableau 7 - Liste des habitats fauniques applicables dans le territoire de l'entente.

Habitats fauniques	Entente
Habitat de l'omble de fontaine	085007
Frayère	085007

5.3 Enjeu production forestière

La forêt est un moteur économique de première importance. Il faut maximiser sa valeur, tout en respectant la capacité de production des écosystèmes et en tenant compte de l'intérêt et des préoccupations des personnes et organismes concernés. L'aménagement durable des forêts vise ainsi l'équilibre entre une bonne qualité de vie pour les générations actuelles et futures, des écosystèmes forestiers en santé et un secteur économique dynamique et prospère. Pour y parvenir, il est nécessaire de faire des choix dans un environnement complexe et changeant.

Dans la Stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF), un des six défis est consacré à la création d'un milieu forestier productif et d'une richesse diversifiée. La création de richesse passe par une plus grande mobilisation des bois, dont celle de la forêt publique sous entente de délégation.

5.3.1 Qualité du bois offert

Les volumes de bois disponibles ou offerts n'ont pas toujours les caractéristiques recherchées par l'industrie régionale. Par exemple :

- le sapin et le mélèze sont moins récoltés parce qu'ils présentent des contraintes à la transformation plus importantes que les épinettes et le pin gris;
- les volumes de bouleaux à papier de qualité pâte bien qu'ils soient importants en région, sont moins recherchés par nos usines de production de panneaux;

Le tableau suivant présente les objectifs et actions retenues afin de répondre à cet enjeu.

Tableau 8 – Objectifs et actions retenues pour l'enjeu de qualité du bois

Qualité du bois offert		
Objectifs	Actions	Prise en compte
Améliorer la composition des peuplements	Favoriser l'établissement et/ou le reboisement de pins gris, d'épinettes ou de peupliers.	Commande de plants ou travaux sylvicoles
Maintenir la composition des peuplements en essences désirées	Par le suivi et la réalisation des travaux d'entretien et d'éducation, assurez la dominance du pin gris, de l'épinette ou du peuplier dans les peuplements aménagés.	Niveau d'éducation et planification des travaux
Améliorer la qualité des peuplements	Réaliser des éclaircies précommerciales et commerciales.	Niveau d'éducation et planification des travaux

5.3.2 La productivité de la forêt

La productivité repose sur des variables naturelles (qualité des sites et conditions climatiques) qui permettent à la forêt de produire un certain volume de bois et sur la sylviculture (variables anthropiques) qui augmente cette productivité. Par exemple :

- le processus naturel de paludification⁵ présent sur certains sites peut diminuer la production de bois à long terme. Les sites sensibles à la paludification sont surtout les types écologiques RE3, RS3 et RE26 qui couvrent une partie du territoire de la région;

⁵ Sur certains sites humides, la décomposition est très lente. La matière organique au sol s'accumule pour devenir une contrainte importante à la régénération de la forêt qui se transforme graduellement en tourbière improductive.

- la sylviculture (reboisement et éducation des peuplements) augmente la quantité et la qualité des essences désirées. Un manque de suivis forestiers qui entrainerait un retard ou une absence de réalisation des travaux d'entretien ou d'éducation pourrait nuire au gain en productivité et à la réalisation des objectifs de production. Le tableau suivant présente les objectifs et actions retenues afin de répondre à cet enjeu.

Tableau 9 – Objectifs et actions retenues pour l'enjeu de productivité des peuplements.

Productivité des peuplements		
Objectif	Actions	Prise en compte
Maintenir ou augmenter le rendement des forêts S'assurer d'atteindre les objectifs de production visés	Aménager 15 % des superficies selon un gradient de sylviculture intensif.	Niveau d'éducation et de reboisement
	Respecter complètement le calendrier de suivi d'efficacité (section 7,2) et appliquer les correctifs nécessaires pour s'assurer d'obtenir suffisamment d'arbres bien répartis en essences désirées après les traitements.	Suivis et niveau de travaux

5.3.3 La mortalité

Au-delà de la productivité de la forêt, l'offre serait plus grande si une partie trop importante de matière ligneuse n'était pas morte en forêt avant sa récolte et devenait ainsi inutilisable par les usines de première transformation. Par exemple :

- des pertes importantes sont attribuables à des perturbations naturelles, telles que les feux, les épidémies d'insectes ou les chablis (arbres renversés par le vent);
- les changements climatiques amènent de nouveaux risques (p. ex., sécheresse, gel, compétition avec des espèces envahissantes, etc.) qui nuisent aux conditions d'établissement et de croissance des arbres.

Tableau 10 – Objectifs et moyens retenus pour l'enjeu de mortalité.

Mortalité		
Objectif	Actions	Prise en compte
Réduire le risque de mortalité associé aux perturbations naturelles et aux changements climatiques Récupérer les tiges aptes à la transformation qui sont dégradées, opprimées et risquent de mourir ou qui sont mortes	Maintenir une composition moins susceptible ou moins vulnérable aux perturbations naturelles ou aux effets des changements climatiques.	Choix des essences reboisées et priorité dans l'éducation des peuplements
	Favoriser une récolte rapide des bois après perturbation	Adapter les planifications annuelles
	prélever lors de l'éclaircie commerciale les tiges opprimées qui risquent de mourir.	Prescription sylvicole

5.4 Enjeux et objectifs issus des communautés autochtones

Les communautés autochtones travaillent depuis plusieurs années à définir et à consigner leurs diverses préoccupations dans le but de les traduire sous forme d'enjeux et de solutions. Les principales étapes menant à l'établissement de solutions aux enjeux consistent à :

1. Dresser une liste des préoccupations soulevées, puis à les classer par thème et par ordre de priorité;
2. Recueillir des données sur les préoccupations priorisées afin de déterminer si elles soulèvent de réels enjeux;
3. Rechercher des solutions pour ces enjeux et à transmettre les recommandations, dont les documents afférents, à la direction régionale.

Actuellement, l'établissement des enjeux et des solutions est en cours de travail avec les communautés autochtones. Certaines préoccupations ont été priorisées et font actuellement l'objet de discussions et d'une collecte de données afin de déterminer les enjeux et, éventuellement, des solutions pour y répondre. Ces « enjeux-solutions » sont élaborés selon une approche participative et de concert avec les spécialistes et les divers intervenants concernés par le territoire. Cette approche permet non seulement la discussion et la reconnaissance des problématiques complexes par tous les participants, ce qui s'avère crucial, mais elle facilite aussi grandement la concertation locale.

Les préoccupations émanant des communautés autochtones touchent différents thèmes, par exemple la préservation de la biodiversité, des habitats fauniques, des paysages, de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, la mise en place de bonnes pratiques forestières ou l'accessibilité au territoire. La section suivante présente les préoccupations des communautés autochtones.

Tableau 11 - Résumé des grands thèmes de préoccupation abordés par les communautés autochtones en région

Thème	Sous-thème	Témiscamingue (081)	Rouyn-Noranda (082)	Val d' Or/ Senneterre (083- 084)	Amos (086)	La Sarre et Nord- du-Québec (085)
Foresterie	Produits forestiers non ligneux (PFNL)	X	X	X	X	
	Bris d'installation de chasse ou de trappe	X				
	Participation à la planification	X				
	Approche écosystémique	X	X	X	X	X
	Fréquence des coupes	X	X	X		
	Type d'essences reboisées et qualité du reboisement	X		X	X	
Qualité de l'environnement	Équilibre écologique	X	X		X	X
	Fragmentation des habitats	X	X	X	X	X
	Maintien du potentiel faunique	X	X	X	X	X
	Biodiversité	X	X	X	X	X
	Conservation	X	X	X	X	X
	Qualité de l'eau souterraine	X	X	X	X	X
	Protection des milieux humides et des écosystèmes aquatiques	X	X	X	X	X
Chemins multiusages	Cohabitation avec les allochtones	X	X		X	X
	Pertes de superficies boisées	X	X	X		
Récréotourisme et patrimoine culturel	Manque d'écorce de qualité	X	X	X	X	
	Maintien de paysage esthétique	X	X	X	X	X
	Sites sensibles	X	X	X	X	X
	Quiétude	X	X	X	X	
Communication, consultation	Processus de consultation	X	X	X		
	Programme de participation autochtone (PPA)		X		X	X

5.4.1 Sites d'intérêts et préoccupations de la Première Nation Abitibiwinini

Texte écrit en collaboration avec la Première Nation Abitibiwinini

Le lien fondamental et privilégié avec le territoire et la Terre-Mère assure et façonne à la fois la culture, les savoirs et la langue anicinabemowin de la communauté. Le terme Abitibiwinnik signifie d'ailleurs « les gens du partage des eaux ». La communauté se définit entre autres par ce lien précieux avec l'eau et le Lac Abitibi, notamment la pointe Apitipik de ce lac, qui fut le lieu de rassemblement estival des familles depuis de nombreuses générations. Au-delà du Lac Abitibi, le réseau hydrographique constitue un élément déterminant de la géographie culturelle des Abitibiwinnik, notamment en permettant l'accès à certaines parties du territoire qui ne sont pas accessibles par voie terrestre et en offrant des points de référence lors des déplacements.

Le milieu riverain joue également un rôle important pour la PNA en tant qu'habitat pour une grande diversité d'espèces animales et végétales et est fortement associé à la chasse, la trappe et la cueillette de produits forestiers par les membres de la communauté. La PNA demande ainsi systématiquement au MRNF la mise en place de bandes de protection riveraine élargies pour les plans d'eau d'intérêt de la PNA, variant de 60m à 200m selon le plan d'eau – voir la « Liste non exhaustive des plans d'eau (rivières et lacs) d'intérêt » ci-après (tableau 12).

En 2015, la PNA a initié un grand projet d'acquisition de connaissances sur l'occupation et l'utilisation du territoire des Abitibiwinnik sur Abitibiwinni Aki. Les objectifs du projet étaient de collecter les savoirs, soutenir les revendications territoriales, protéger les sites d'intérêt de la PNA, de l'exploitation des ressources et léguer les savoirs aux générations futures. Les entrevues ont généré la numérisation de plus de 13 000 points sur Abitibiwinni Aki, dont des camps permanents, sites de campements temporaires, aires de repos, sites de rassemblement, de sépultures et de cérémonies, prises d'eau potable, etc. Ces sites sont à la base de l'utilisation du territoire à des fins culturelles, économiques et de subsistance par les membres de la PNA. Le tableau 13 ci-après présente une liste non exhaustive des catégories des sites d'intérêt sur le territoire revendiqué d'Abitibiwinni et des espèces fauniques et floristiques qui y sont associées. Le tableau 14 présente la liste des préoccupations non exhaustives de la Première Nation Abitibiwinini et état d'avancement des travaux.

Tableau 12 - Liste non exhaustive des plans d'eau (rivières et lacs) d'intérêt pour la Première nation Abitibiwinini

<u>Rivières :</u>			
- Adam	- Duparquet	- Kinojévis	- Plamondon
- Allard	- Gale	- La Sarre	- Tashell
- Authier	- Harricana	- Macamic	- Turgeon
- Coigny	- Kanasuta	- Octave	- Wawagosis
- De la Perdrix			
<u>Lacs :</u>			
- Abitibi	- Duparquet	- Kanasuta	- Newiska
- Blouin	- Dufresnoy	- La Motte	- Obalski
- Brouillan	- Figuery	- La Paltrie	- Preissac/Chassignol/Font-bonne
- Castagnier	- Fumerton	- Loie	- Raymond
- Chicobi	- Gagnon	- Macamic	- Robertson
- Coigny	- Grasset	- Malartic	- Taschereau
- Demontigny	- Josée	- Mandjoci	- Turgeon
- Des 2 îles	- Joutel	- Mistaouac	- Wawagosis

Tableau 13 - Liste non exhaustive des catégories des sites d'intérêt sur le territoire revendiqué d'Abitibiwinini et des espèces fauniques et floristiques qui y sont associées

Catégorie	Description	
Sites d'habitation	Lieu de naissance Camp permanent Ancien camp Site de campement temporaire Site de rassemblement Site de sépulture Site de cérémonie	Prise d'eau potable Site archéologique Aire de repos - canot Lieu de décès Lieu de résidence
Trajets, sentiers, déplacements	Trajet de canot Trajet de motoneige Sentier Trajet par chemin de fer	Transport par véhicule Trajet de portage Lignes de trappe
Sites de récolte d'espèces fauniques	Orignal Ours Castor Canard Oie Outarde Perdrix Lièvre Loup Martre	Rat musqué Vison Pékan Belette Renard Caribou Chevreuil Lynx Loutre
Sites en lien avec la pêche	Esturgeons Frayère Pêche ligne morte Pêche à la canne Pêche au collet	Pêche aux filets Pêche à la glace Pêche avec piège
Sites de récolte d'espèces floristiques et de champignons	Bleuet Canneberge Fraise Framboise Écorce de bouleau Bois de chauffage Plante médicinale Bois utilitaire Bétulaies Bois récoltés pour habitation	Gomme d'épinette Cèdre Merisier Groseille Cerisier Champignon Gomme de sapin Autres fruits Écorce médicinale

Tableau 14 - Préoccupations non exhaustives de la Première Nation Abitibiwinini et état d'avancement des travaux

Thème	Préoccupation	Statut
Site sensible/ Paysage	Les opérations forestières dérangent et détériorent l'intégrité des sites sensibles et d'intérêt situés à proximité.	Non débuté (modifiée janvier 2023)
Site sensible/ Paysage	La qualité du paysage des sites sensibles et d'intérêt est dégradée par les opérations de récolte réalisées à proximité de ceux-ci, ce qui empêche les membres de la communauté de jouir de l'esthétique naturelle du territoire.	Non débuté (modifiée janvier 2023)
Faune terrestre	Les traitements d'éducation des peuplements (p. ex., dégagement) peuvent changer la composition initiale d'un peuplement et ainsi modifier le potentiel des habitats pour les espèces fauniques qui le fréquentent, ce qui ne permet pas de poursuivre les activités traditionnelles de chasse et de trappe selon l'effort de chasse et de trappe habituel.	En cours
Faune terrestre	Le reboisement peut changer la composition initiale d'un peuplement et ainsi modifier le potentiel des habitats pour les espèces fauniques qui le fréquentent, ce qui ne permet pas de poursuivre les activités traditionnelles de chasse et de trappe selon l'effort de chasse et de trappe habituel.	En cours
Faune terrestre	Les coupes totales trop importantes ne laissent pas assez de forêts résiduelles pour la martre, entraînant une baisse de potentiel de récolte à l'échelle des terrains de trappe.	Non débuté
Faune terrestre	La fragmentation des habitats occasionnée par les opérations forestières empêche certaines espèces animales de se déplacer d'un secteur à l'autre à l'échelle de l'aire de trappe.	Non débuté (modifiée janvier 2023)
Faune aquatique	L'aménagement des traverses de cours d'eau durant la construction des chemins risque d'entraîner un apport massif de sédiments et de porter atteinte à la qualité des frayères qui ne sont pas toutes connues du MRNF.	Non débuté
Produits forestiers non ligneux	Les opérations forestières, y compris les nouveaux chemins forestiers, ont des conséquences sur l'abondance et la qualité des produits non ligneux de la forêt (champignons, petits fruits, plantes, etc.).	Non débuté (modifiée janvier 2023)

Thème	Préoccupation	Statut
Produits forestiers non ligneux	L'exploitation des bouleaux à papier empêche les communautés autochtones de s'approvisionner en écorce de qualité pour confectionner des objets traditionnels (raréfaction de bétulaies blanches de qualité).	Non débuté (modifiée janvier 2023)
Chemins multiusages	Les nouvelles voies d'accès au territoire augmentent la fréquentation par de nouveaux utilisateurs, ce qui risque de détériorer les sites d'exploitation et sensibles, et de compromettre la capacité du territoire à soutenir les activités importantes pour la communauté comme la chasse et la pêche.	Non débuté (modifiée novembre 2024)
Vieilles forêts	La disparition des vieilles forêts a des répercussions importantes sur notre « garde-manger » et la transmission des savoirs traditionnels. Les vieilles forêts font partie de notre culture et façonnent notre identité.	Non débuté (modifiée janvier 2023)
Écosystème aquatique	Connaissance et maintien de la qualité de l'eau souterraine.	Non débuté (modifiée janvier 2023)
Écosystème aquatique	Connaissance et maintien de la qualité de l'eau de surface.	Non débuté (modifiée janvier 2023)
Processus consultation	Les délais importants et récurrents entourant la mise en œuvre du PPA par le MRNF ne permettent pas de soutenir adéquatement la communauté financièrement de façon continue et laissent cette dernière sans processus de consultation valide. D'ailleurs, nos préoccupations ne sont pas adéquatement prises en compte, y compris quant à nos demandes répétées de bandes de protection élargies.	Non débuté (modifiée novembre 2024)
Revendication globale/rentabilité financière	La foresterie y compris la rentabilité économique des investissements dans Abitibiwinini Aki, notamment dans la sylviculture et le maintien/construction de chemins forestiers, ne doit pas avoir préséance sur notre consentement, la concertation, la conservation, la création d'aires protégées, l'harmonisation, l'accommodement et évidemment nos droits et revendications.	Non débuté (modifiée novembre 2024)
Aires d'intensification de la production ligneuse (AIPL) et aménagement intensif	Les aires d'intensification de la production ligneuse (AIPL) et la sylviculture intensive et d'élite ont des impacts significatifs sur la biodiversité et la naturalité d'Abitibiwinini Aki. La Première Nation Abitibiwinini s'oppose à la désignation d'AIPL ou toutes autres appellations similaires.	Non débuté (ajouté janvier 2023)

Thème	Préoccupation	Statut
Caribou forestier (Val-d'Or)	La dégradation de l'habitat du caribou forestier menace la survie de la population de Val-d'Or.	Non débuté (ajoutée janvier 2023)
Caribou forestier	L'aménagement forestier, incluant les chemins forestiers, menace directement et indirectement (influence sur l'abondance et l'efficacité des prédateurs comme le loup) la survie de la population de caribou forestier.	Non débuté (ajoutée janvier 2023)
Naturalité	La perte de naturalité d'Abitibiwinini Aki et sa répartition peu équitable entre les terrains de trappe affectent les activités, traditions, coutumes, valeurs et le mode de vie dont les moyens de subsistance des Abitibiwinnik.	Non débuté (ajoutée janvier 2023)
Impacts cumulatifs	Le manque de prise en compte des effets cumulatifs de l'ensemble des transformations du territoire dans la planification forestière menace l'intégrité d'Abitibiwinini Aki et les droits, les activités, la culture et le mode de vie de la Première Nation Abitibiwinini.	Non débuté (modifiée novembre 2024)
Plans spéciaux de récupération	Le processus de consultation et d'harmonisation lors de la mise en place de plans de récupération ne permet pas d'assurer adéquatement la prise en compte des préoccupations et intérêts de la Première Nation Abitibiwinini.	Non débuté (ajoutée janvier 2023)
Degré d'altération	Le degré d'altération d'Abitibiwinini Aki (et l'absence d'analyse à l'échelle spatiale pertinente) a des conséquences notamment sur l'abondance des espèces importantes pour la Première Nation Abitibiwinini (p. ex. caribou et l'orignal), diminue la qualité des ressources disponibles (p. ex. contamination, santé de la faune), modifie l'accès au territoire (qui devient souvent plus accessible à l'ensemble des utilisateurs) et diminue l'appréciation des expériences vécues sur le territoire.	Non débuté (ajoutée janvier 2023)
Transport de bois	Le transport de bois menace la sécurité et la quiétude des Abitibiwinnik lors de leurs activités sur le territoire à proximité des routes où il y a du transport.	Non débuté (ajoutée janvier 2023)
Base scientifique	Le manque flagrant de références scientifiques dans les PAFIT ne permet pas à la Première Nation Abitibiwinini de comprendre sur quelles bases et quels fondements scientifiques s'appuie le MRNF pour élaborer ses stratégies/enjeux/objectifs/indicateurs/cibles et permet mal de se positionner sur leur bien-fondé.	Non débuté (ajoutée janvier 2023)

5.5 Enjeux et objectifs issus des comités multiressources

Les objectifs locaux sont issus des travaux des comités multiressources. Cette table réunit l'ensemble des acteurs et gestionnaires du milieu, porteurs de préoccupations collectives, publiques ou privées, pour un territoire donné. Les discussions menées aux comités visent à ce que la MRC d'Abitibi-Ouest prenne en compte, dès le début de la planification et tout au long de celle-ci, les enjeux en matière de conservation et de mise en valeur de l'ensemble des ressources et fonctions du milieu déterminées de façon consensuelle par les membres des comités. Les comités définissent des objectifs locaux d'aménagement durable des forêts et recommande à la MRC d'Abitibi-Ouest, leur inclusion dans les PAFI. Par la suite, la MRC d'Abitibi-Ouest examine les recommandations de la table et intègre dans les PAFI les recommandations qu'il retient. Cette approche concourt à accroître les bénéfices et les retombées pour les collectivités, notamment par une compréhension mutuelle des intérêts respectifs des différents acteurs sur un même territoire. Enfin, l'intégration d'objectifs locaux définis par les membres des comités contribue à optimiser l'utilisation du territoire et des ressources.

Les participants aux comités multiressources sont nommés en annexe 2 du présent document. Cette liste est basée sur la dernière rencontre des comités, considérant la faible population des localités, tous les citoyens sont invités à participer à ces rencontres de comité puisque le but est de recevoir le plus de préoccupation possible. La liste des présences varie selon la disponibilité des citoyens.

Pour le territoire de l'entente, les enjeux et préoccupations des membres diffèrent selon la localité. Les résidents du territoire sont en grande partie compréhensifs par rapport à l'aménagement forestier, la foresterie fait partie de leur histoire. Il n'y a donc pas d'enjeux de conservation ou de préoccupation par rapport au niveau de récolte qui a été soulevé de part et d'autre.

Pour la localité de Languedoc, les préoccupations sont par rapport à l'accessibilité du bouleau à papier aux fins de bois de chauffage, la conservation des sentiers de VTT après la récolte, la remise en production des sites et le transport de bois qui perturbe leur quotidien.

Pour la localité de St-Eugène, les préoccupations sont de conserver le procédé de récolte conventionnelle, c'est-à-dire, l'abattage manuel et le débardage par débardeur à câble lors de l'exécution de travaux de récolte, la remise en production des sites et l'entretien des chemins forestiers.

En collaboration avec la MRC, la localité de St-Eugène souhaite mettre en place une halte routière commémorative à l'intérieur des limites des lots intramunicipaux. La localisation est significative puisque c'est l'endroit où a été bâtie la première église lors de la fondation du village. De plus, il n'y a plus aucun terrain appartenant à la localité donc, il n'y a pas d'autres choix que d'utiliser les lots intramunicipaux. Cette section de

terrain n'a subi et ne subira aucun aménagement forestier puisque c'est une friche de foin et d'essence non commerciale qui est fréquemment coupée pour s'assurer de ne pas isoler visuellement la résidence se trouvant dans le chemin adjacent.

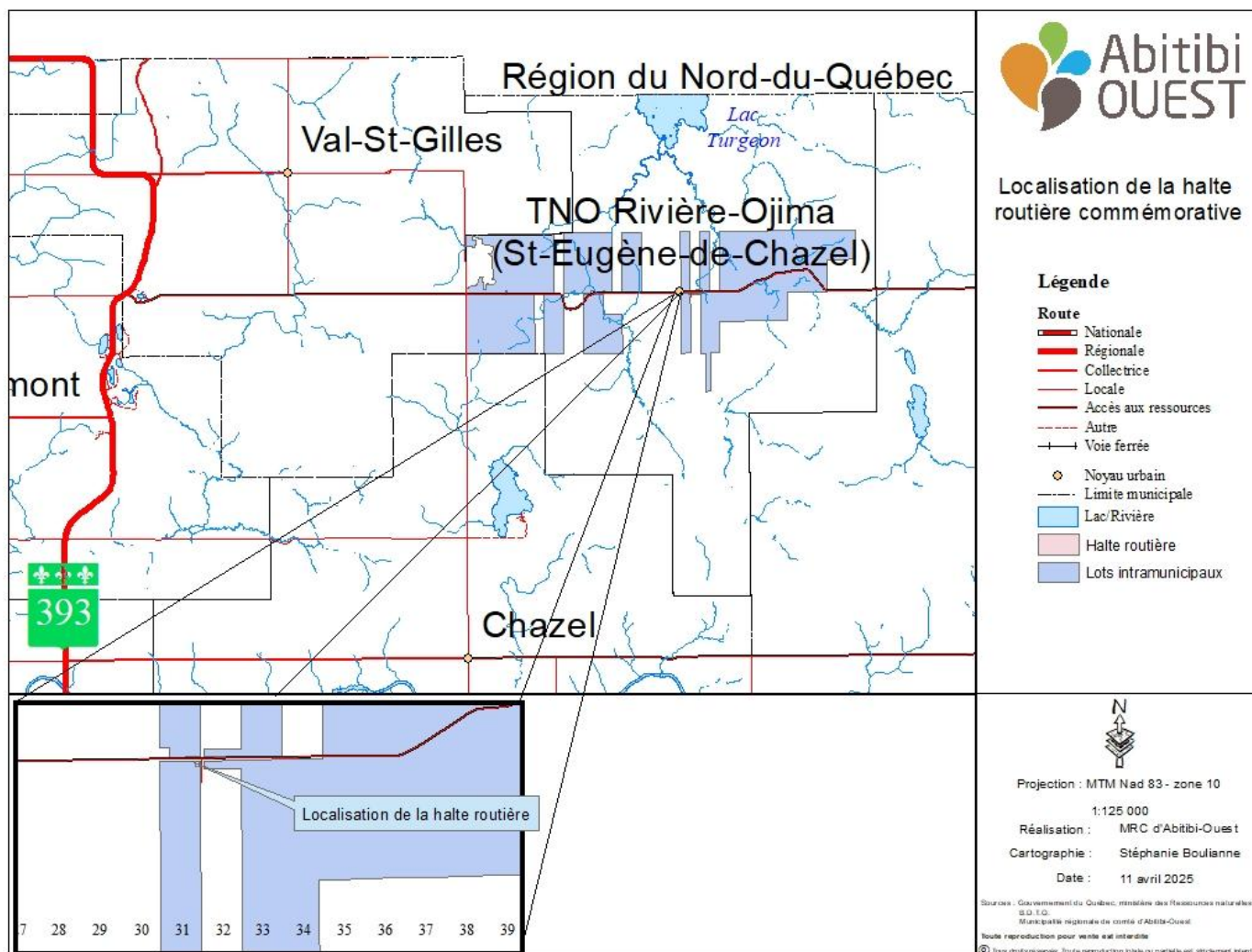
Le projet de halte prévoit une installation de ponceau et un remblai pour créer un petit espace de stationnement, une installation de gazebo avec table et un coin commémoratif. La superficie nécessaire planifiée est d'environ 30 X 30 mètres, la MRC procèdera à la demande d'un bail aux fins communautaire pour pouvoir exécuter les travaux d'aménagement récréotouristique. La localisation de l'espace ciblé est présentée à la carte 15.

La MRC a déterminé un enjeu considérable concernant certains peuplements à très faible valeur marchande du territoire. En effet, aucune valeur ne peut être retirée de la récolte de certains peuplements que ce soit d'un point de vue économique, opérationnel ou écologique. La récolte de ceux-ci n'apportera pas de valeur immédiate et pourrait diminuer considérablement la valeur future, car il y a un fort risque que la régénération soit extrêmement lente ou inexistante. La MRC a procédé à la sélection des peuplements sensibles en se basant, notamment sur le volume par hectare vs l'âge, le type de sol vs le drainage, la densité et la localisation, pour déterminer s'il y a un ajout de valeur réelle à la récolte de ces peuplements. Dans la grande majorité des cas, les peuplements sont âgés, résineux, à proximité de tourbière ou de milieu humide sur dépôt de sol organique avec un drainage mauvais à très mauvais.

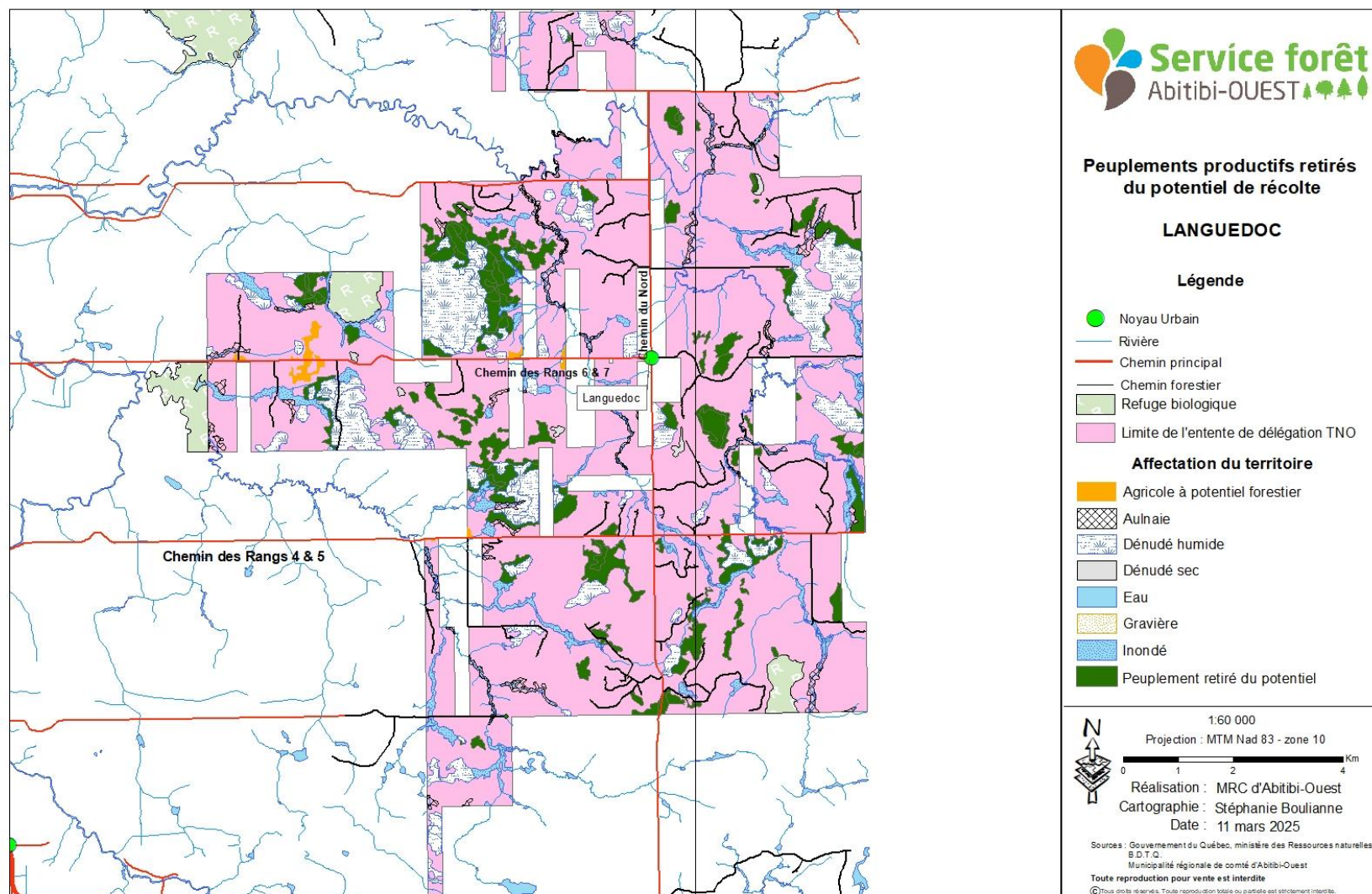
Les peuplements présentés sur les cartes 16 et 17 ont été catégorisés comme ayant plus de valeur s'ils sont laissés intacts que s'ils sont récoltés. Cette information a été soumise au MRNF dans le but qu'elle soit considérée par le forestier en chef lors du prochain calcul de possibilité forestière du territoire. La superficie totale retirée pour le secteur de Languedoc s'élève à 740 ha et à 59 ha pour St-Eugène. Vous trouverez les justifications de retrait et l'ampleur (ha) dans le tableau 15 et la représentativité en volume dans le tableau 16.

La stratégie d'aménagement forestier adoptée pour répondre au plus grand nombre d'enjeux soulevés est présentée au point 6.4.

Carte 15. Localisation de la halte routière commémorative de St-Eugène.



Carte 16. Peuplements productifs retirés du potentiel de récolte dans le secteur de Languedoc.



Carte 17. Peuplements productifs retirés du potentiel de récolte dans le secteur de St-Eugène.

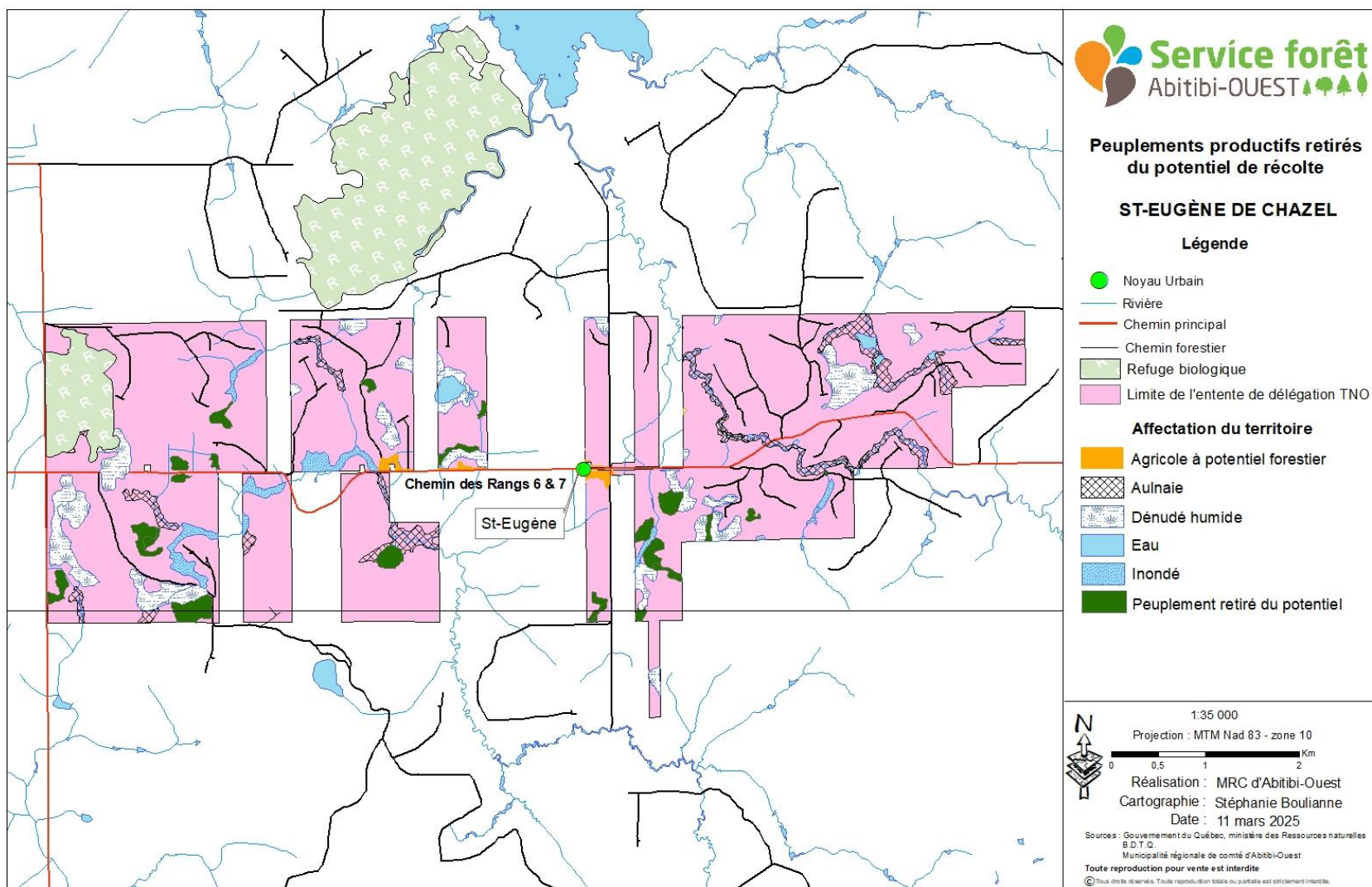


Tableau 15 - Justifications du retrait et son ampleur par secteur.

Secteur de Languedoc		
Justification du retrait	Ampleur (ha)	Proportion (%)
Peuplements à proximité de tourbières ou de milieu humide, sol humide et mauvais drainage, risque de destruction des sols et de rendre improductif.	578	78 %
Zone inondable, très humide, car entrée d'un cours d'eau, grand risque de détruire le sol et de modifier le drainage.	11	1 %
Substratum rocheux, faible productivité du peuplement, sol très mince, fort risque de rendre improductif si intervention.	110	15 %
Peuplement enclavé par des secteurs très humide, très difficile d'accès sans détruire les peuplements autour.	24	3 %
Faible productivité du peuplement, dépôt organique sur substratum rocheux, grand risque de destruction du sol et de rendre improductif.	9	1%
Retiré lors de travaux de récolte, car jugé improductif.	8	1%
Secteur St-Eugène		
Justification du retrait	Ampleur (ha)	Proportion (%)
Peuplements à proximité de tourbières ou de milieu humide, sol humide et mauvais drainage, risque de destruction des sols et de rendre improductif.	55	93 %
Zone inondable, très humide, car entrée d'un cours d'eau, grand risque de détruire le sol et de modifier le drainage.	1	2 %
Zone inondable, très humide, car accumulation d'eau due au drainage.	3	5 %

Tableau 16 - Volume retiré par groupe d'essences, essence et secteur.

Secteur Languedoc			Secteur St-Eugène		
Essence	Volume (m ³)	Volume (TMV)	Essence	Volume (m ³)	Volume (TMV)
SEPM	59 191	55 048	SEPM	3 771	3 507
Peuplier	1 456	1 354	Peuplier	273	253
Bouleau	1 018	1 120	Bouleau	149	163

6. Stratégies d'aménagement forestier

La confection de la stratégie d'aménagement s'insère dans un processus itératif par lequel les objectifs d'aménagement sont ajustés et peaufinés au fur et à mesure de l'élaboration des solutions aux enjeux retenus. Ainsi, les impacts environnementaux, sociaux et économiques sont examinés de près en vue de déterminer des solutions optimales. En lien avec les enjeux du territoire, les aménagistes élaborent divers scénarios sylvicoles permettant de cibler les traitements sylvicoles les plus adéquats et de préciser leur séquence dans le temps.

Au terme de cet exercice, des analyses d'impact d'ordre économique, financier ou autre peuvent également aider à faire les meilleurs choix pour la société en fonction des moyens dont elle dispose. Il est essentiel que toutes les décisions prennent les volets social, environnemental et économique en considération.

Il est important de capter les complémentarités et les synergies qui existent entre les différents enjeux d'aménagement (à titre d'exemple, la protection des paysages sensibles et le maintien des vieilles forêts). C'est sur cette base que les actions prévues à la stratégie d'aménagement pourront être conçues de manière véritablement intégrée afin de maximiser les bénéfices (écologiques, économiques et sociaux) et de minimiser les conséquences négatives. La stratégie d'aménagement forestier intégré, présentée dans le tableau ci-dessous, est donc conçue pour répondre au plus grand nombre d'enjeux soulevés.

Dans le cadre de l'épidémie de la tordeuse de bourgeon de l'épinette, aucun plan spécial pour la récolte des bois affecté fortement n'a été transmis par le MRNF. La MRC produira un nouveau plan d'aménagement forestier intégré opérationnel au courant de l'année 2025 et prendra en considération les peuplements affectés. Le but est d'aller récolter en priorité ceux-ci pour qu'il y est le moins de perte de volume que possible. Une visite terrain des secteurs qui semblent les plus affectées est prévu pour prendre une décision sur l'orientation que prendra la MRC.

6.1 La stratégie sylvicole

Le MRNF a mis au point des guides pour que la sylviculture pratiquée au Québec soit adaptée à l'écologie des sites et aux multiples objectifs d'aménagement recherchés. Ces guides contiennent également les choix de scénarios sylvicoles (ou séquences de traitements) possibles afin que la stratégie d'aménagement permette de produire du bois, tout en respectant la capacité de production des sites et leurs contraintes par rapport à

l'aménagement (risques de chablis, susceptibilité aux insectes et maladies, traficabilité, etc.).

Au Québec, la régénération naturelle est largement favorisée. Là où la régénération ne s'effectue pas naturellement, le regarni ou le reboisement en espèces indigènes est préconisé. Finalement, il est important de noter que l'utilisation de phytocides est proscrite dans l'ensemble de la forêt publique québécoise.

Pour bien comprendre les stratégies d'aménagement et les scénarios sylvicoles retenus pour 2025-2030, les paragraphes suivants fournissent une définition de quelques termes usuels en sylviculture. Il est également possible d'en apprendre plus sur les traitements sylvicoles en consultant le document suivant :

<https://mffp.gouv.qc.ca/nos-publications/fiches-aide-decision-traitements-sylvicoles/>.

6.1.1 Structures d'un peuplement (tiré de guides sylvicoles)

Au moment de poser un diagnostic sylvicole, il convient de choisir le type de structure à préconiser pour un peuplement forestier donné. On distingue trois grands types de structure de peuplement :

- Le peuplement de **structure régulière** comporte habituellement une structure verticale monoétage. Ici, les arbres appartiennent à une même classe d'âge et ont des dimensions semblables. La structure régulière correspond aux peuplements naturels issus d'une perturbation majeure (feu, chablis catastrophique, épidémie grave, etc.) ayant amorcé une succession naturelle à l'échelle du peuplement.
- Le peuplement de **structure irrégulière** se caractérise par une structure verticale biétage ou multiétage. Les arbres sont habituellement répartis dans deux à quatre classes d'âge, selon une structure diamétrale déséquilibrée. Dans une dynamique naturelle, les structures irrégulières s'observent dans les peuplements qui subissent des perturbations répétées d'intensité faible et modérée.
- Le peuplement de **structure équilibrée**, multiétage, est constitué d'arbres appartenant à au moins trois classes d'âge qui occupent un espace équivalent. La représentation graphique de sa structure diamétrale est continue; elle se rapproche d'une courbe communément appelée « en J inversé ». On peut trouver des peuplements naturels se rapprochant d'une structure équilibrée, où l'on observe la présence d'essences longévives et tolérante à l'ombre et où les perturbations sont de faible intensité, généralement à l'échelle d'un ou de quelques arbres. La structure jardinée est un cas particulier de peuplement de structure équilibrée où se pratique la coupe de jardinage.

6.1.2 Traitements sylvicoles

Coupe avec protection de la régénération et des sols (CPRS)

- Procédé de régénération qui consiste à récolter tous les arbres adultes d'une forêt selon des techniques qui permettent de protéger à la fois les jeunes arbres déjà installés en sous-bois et le sol forestier.

Coupe avec protection des petites tiges marchandes (CPPTM)

- Procédé de régénération qui consiste à récolter les arbres ayant un diamètre à hauteur de poitrine (DHP) supérieur à un diamètre limite tout en protégeant un sous-étage de résineux composé de gaules et de petites tiges marchandes. Le diamètre limite est de 13, de 15 ou de 17 cm. Plusieurs objectifs peuvent être réalisés en ayant recours à ce type de coupe, y compris celui de préserver une structure irrégulière du peuplement ou d'améliorer l'esthétique des parterres de coupe.

Coupe avec réserve de semenciers (CRS)

- Mode de régénération d'un peuplement forestier qui consiste à couper tous les arbres sauf un petit nombre de tiges (semenciers) bien dispersées et vouées à produire des graines et à favoriser l'ensemencement naturel de l'aire de récolte.

Coupe de succession

- Traitement sylvicole qui consiste à récolter les arbres matures formant l'étage supérieur d'un peuplement de structure biétage, et ce, afin de dégager les arbres établis en sous-étage.

Coupe progressive régulière (CPR)

- Procédé de régénération qui consiste à récolter le peuplement selon une série de coupes partielles (phases) étalées sur moins de $\frac{1}{5}$ de la révolution, et ce, de manière à établir une cohorte de régénération sous la protection d'un couvert forestier mature contenant des arbres semenciers et de limiter des espèces concurrentes. On y prévoit généralement deux coupes. La première coupe, partielle (coupe d'ensemencement), vise à créer les conditions propices à l'établissement de la nouvelle cohorte. La seconde, finale, vise à récolter les arbres résiduels pour que le nouveau peuplement bénéficie de conditions de pleine lumière. La CPR crée un nouveau peuplement de structure régulière.

Éclaircie commerciale (EC)

- Traitement sylvicole d'éducation qui consiste à récolter une partie des arbres de dimensions marchandes dans une plantation ou dans un peuplement naturel de structure régulière parvenu au stade de prématurité. Ce traitement vise à augmenter la croissance en diamètre des arbres résiduels et à rehausser la qualité du peuplement.

Coupe progressive irrégulière (CPI)

- Procédé de régénération qui consiste à récolter le peuplement selon une série de coupes partielles (phases) étalées sur plus de $\frac{1}{5}$ de la révolution, et ce, de manière à établir une ou des cohorte(s) de régénération sous la protection d'un couvert forestier mature contenant des arbres semenciers. Les coupes peuvent également viser à éduquer et à améliorer le peuplement. L'objectif de la CPI est de créer un peuplement de structure irrégulière qui sera généralement composé de deux à quatre classes d'âge. Selon la variante choisie, le procédé ne prévoit pas obligatoirement la réalisation de coupe finale. La CPI peut répondre à plusieurs objectifs, dont celui de constituer une cohorte de régénération naturelle sous un couvert protecteur d'arbres semenciers, celui de maintenir, sur une période prolongée, un couvert forestier propice à plusieurs besoins d'aménagement (écosystémique, ressources multiples, récréatif, faunique, restauration écologique) et, enfin, celui de restaurer des attributs structuraux des vieilles forêts.

Coupe de jardinage (JAR)

- Procédé de régénération qui vise à aménager le peuplement à intervalles réguliers, selon une structure jardinée en soutien à une production relativement constante. Par le biais de coupes périodiques d'arbres sélectionnés un à un ou de petits groupes d'arbres, ce procédé vise à réaliser toutes les fonctions de la sylviculture (récolte, régénération, éducation et amélioration) dans une même opération. La coupe de jardinage vise aussi à équilibrer la structure diamétrale du peuplement de façon à soutenir, à long terme, des récoltes périodiques et rapprochées (de 10 à 25 ans). Elle est généralement pratiquée pour produire des bois de gros diamètre et de grande valeur.

Préparation de terrain (PREP)

- Traitement sylvicole qui consiste à perturber le sol forestier pour rendre l'environnement physique adéquat pour la germination des semences ou pour la survie et la croissance des semis d'essences désirées. La préparation de terrain a pour but de créer un nombre suffisant de microsites favorables à la régénération naturelle ou artificielle.

Regarni (REG)

- Traitement sylvicole qui consiste à la mise en terre de plants pour combler une régénération naturelle ou artificielle insuffisante et pour atteindre un plein boisement (combler les vides).

Enrichissement

- Reboisement d'arbres ou ensemencement artificiel dans un peuplement qui vise à introduire, à réintroduire ou à fortifier l'abondance d'une essence en raréfaction ou d'une essence de grande valeur. L'enrichissement peut être réalisé en sous-

étage d'un peuplement pour en maintenir ou en améliorer la biodiversité ou encore pour en augmenter la valeur en vue d'un objectif défini.

Plantation (PL)

- Traitement de remise en production d'aires de récolte non régénérées en essences désirées. Il consiste donc à mettre en terre des essences désirées suivant un espacement régulier pour atteindre un plein boisement.

Dégagement et nettoisement (DEG)

- Traitement sylvicole d'éducation qui consiste à éliminer la végétation concurrente pour libérer les semis d'essences à promouvoir. Le dégagement vise à diminuer la concurrence interspécifique dans les plantations et les peuplements naturels au stade de semis.

Nettoisement (NET)

- Traitement sylvicole réalisé à des fins d'éducation de peuplements; il consiste à éliminer la végétation concurrente interspécifique ou à en maîtriser la dispersion pour faciliter la croissance de la régénération (naturelle ou artificielle) des essences à promouvoir ou d'essences désirées. Le terme « nettoisement » est généralement utilisé pour désigner un dégagement réalisé au stade de gaulis, et ce, pour le distinguer d'un dégagement pratiqué au stade de semis.

Éclaircie précommerciale (EPC)

- Traitement sylvicole réalisé à des fins d'éducation de peuplement. Il consiste, d'une part, à éliminer des arbres de dimensions non marchandes dans le but de diminuer l'intensité de la concurrence qu'ils exercent sur des arbres d'avenir et, d'autre part, à améliorer la croissance de ces derniers.

6.2 Les scénarios sylvicoles retenus et les grandes orientations de la stratégie sylvicole

Dans le cadre du calcul des possibilités forestières pour les unités d'aménagement, les aménagistes du MRNF, de concert avec les analystes du Bureau du forestier en chef, ont soumis plusieurs **scénarios sylvicoles liés à la récolte de bois**. Le logiciel de simulation de la possibilité forestière est en mesure de déterminer le scénario le plus profitable à long terme pour la forêt. Au moment du calcul de la possibilité forestière, seulement les scénarios génériques ont été retenus. Le tableau suivant résume les scénarios sylvicoles retenus par végétation potentielle. Ces mêmes scénarios ont été utilisés pour les calculs de possibilité forestière des territoires sous entente de délégation.

Tableau 17 - Scénarios sylvicoles retenus

[illegible]

Végétations potentielles					
FE3	Érablière à bouleau jaune	MS2	Sapinière à bouleau blanc	RS1	Sapinière à thuya
ME1	Pessière noire à peuplier faux-tremble	RE2	Pessière noire à mousses ou à éricacées	RS2	Sapinière à épinette noire
MJ2	Bétulaie jaune à sapin	RE3	Pessière noire à sphaignes	RS3	Sapinière à épinette noire et sphaignes

Traitements sylvicoles					
CPIL	Coupe progressive irrégulière à régénération lente	DEG	Dégagement	PLi	Plantation intensive
CPIP	Coupe progressive irrégulière à couvert permanent	EC	Éclaircie commerciale	PLb	Plantation de base
CPPTM	Coupe avec protection des petites tiges marchandes	EPC	Éclaircie précommerciale	REG	Regarni
CPR	Coupe progressive régulière	NET	Nettoieement	SCA	Scarifiage
CPRS	Coupe avec protection de la régénération et des sols				
CRS	Coupe avec réserve de semenciers				
CT	Coupe totale				

La planification opérationnelle, qui se traduit dans le plan d'aménagement forestier intégré opérationnel (PAFIO), est plus précise que la planification stratégique. Il est donc probable que des traitements plus pointus n'apparaissant pas dans les résultats du calcul de la possibilité soient planifiés et réalisés sur le territoire, l'objectif étant toujours de prescrire le bon traitement, au bon endroit, en fonction des objectifs poursuivis.

Pour les strates irrégulières, la CPI est un des traitements à privilégier. Ce type de coupe est actuellement peu pratiqué dans les strates résineuses et devra faire ses preuves tant sur le plan de la faisabilité opérationnelle qu'à celui de la viabilité économique. Bien que la plupart du volume soit récolté, la CPPTM permet, quant à elle, de conserver une certaine structure.

En général, les scénarios et les traitements sylvicoles retenus dans les peuplements de structure régulière ont pour but de récolter les forêts mûres. Les travaux préconisés favorisent la régénération naturelle en protégeant la régénération préétablie au moment de la récolte ou en créant des lits de germination adéquats. Le reboisement et le regarni sont utilisés uniquement quand la régénération naturelle est insuffisante ou la régénération présente n'est pas une composition visée. Les efforts sylvicoles subséquents ont pour but de favoriser les espèces à promouvoir et de gérer les espèces à maîtriser. Les efforts de reboisement et d'entretien sont intimement liés aux enjeux de composition et d'enfeuillage.

Enfin, des scénarios intensifs avec éclaircie commerciale pourraient être réalisés sur les sites les plus productifs.

Évidemment, plusieurs autres facteurs auront une incidence sur la prescription finale. C'est la faisabilité opérationnelle, les coûts, la disponibilité du budget, les différents enjeux sur le territoire, les contraintes à l'aménagement et l'utilisation du territoire. Dans la mesure du possible, le planificateur créera une synergie des différents enjeux.

6.3 Résultats du calcul de possibilité forestière

Le forestier en chef a la responsabilité de déterminer les possibilités forestières, lesquelles correspondent au volume maximum des récoltes annuelles que l'on peut prélever à perpétuité, sans diminuer la capacité productive du milieu forestier. Cet exercice doit tenir compte de certains objectifs d'aménagement durable des forêts telle la dynamique naturelle des forêts, notamment leur composition et leur structure d'âge ainsi que leur utilisation diversifiée.⁶

⁶ <https://forestierenchef.gouv.qc.ca/possibilites-forestieres/>

Le résultat du calcul de la possibilité forestière dans le rapport du Forestier en chef et les possibilités marchandes nettes de la Direction de la gestion de l'approvisionnement en bois (DGAB) pour la période actuelle sont présentés ci-bas.

Les possibilités forestières déterminées par le forestier en chef sont également disponibles à l'adresse Internet suivante :

<https://forestierenchef.gouv.qc.ca/documents/calcul-des-possibilites-forestieres/>

Vous y trouverez l'information suivante :

Tableau 18 : Résultats de la possibilité forestière en volume marchant brut (m³/an).

MRC d'Abitibi-Ouest (N°085007) - Niveaux de récolte annuelle en volume marchand brut (m ³ /an)					
Période	SEPM	Autres résineux	Peupliers	Bouleau à papier	Total
À partir du 1 avril 2015 jusqu'au renouvellement	11 660	0	6 630	730	19 020
	61%	0%	35%	4%	100%

Les possibilités forestières marchandes nettes des Territoires forestiers résiduels sont aussi disponibles à l'adresse Internet suivante :

https://diffusion.mern.gouv.qc.ca/public/DGAB/Registre_public/07_Donnees_forestieres/2023-2028/02_Territoires_forestiers_residuels/

Vous y trouverez l'information suivante :

Tableau 19 : Résultats de la possibilité forestière en volume marchand net (m³/an).

MRC d'Abitibi-Ouest (N°085007) - Niveaux de récolte annuelle en volume marchand net (m ³ /an)					
Période	SEPM	Autres résineux	Peupliers	Bouleau à papier	Total
2025-2030	10 800	0	6 000	600	17 400
	62%	0%	34%	3%	100%

Comme il est indiqué précédemment, l'orientation de la MRC face au nouveau calcul de possibilité a été de continuer à planifier environ le volume de l'ancienne possibilité forestière puisque la formule d'aménagement fonctionnait bien selon les besoins et orientations des localités. Cette orientation sera la même pour la durée de ce plan d'aménagement puisque l'écart entre le volume net et celui déterminé par la MRC est d'environ 65%, il y a une corrélation avec la cible de superficie. Cet écart laisse une marge de manœuvre lors de la planification pour s'assurer de respecter les critères du forestier en chef en frais de groupe d'essence, de type d'essence, de superficie et de volume. En effet, comme indiqué au point

4.9, il y a des incohérences entre le volume projeté / ha/ essence et le volume réel récolté/ ha/essence. En respectant les proportions des grands types de peuplement, nous ne pouvons pas respecter le volume prévu par groupe d'essence, le volume de peuplier est souvent plus élevé que ce qui est prévu ce qui est l'inverse pour le résineux.

Étant donné que la proportion résineuse et feuillue réelle lors de la récolte ne concorde pas parfaitement avec la projection du calcul de possibilité, il est logique que la proportion de feuillu soit légèrement augmentée par rapport à celle résineuse. De plus, pour répondre au besoin de récolter des peuplements de feuillu qui sont en dégradation, il est logique de fixer la cible plus haute.

La MRC a procédé à la sélection de peuplements qui ne seront jamais récoltés donc qui devraient être retirés du volume marchand et du calcul de possibilité forestière. Il a été déterminé qu'il n'y avait aucun ajout de valeur réelle à récolter ces peuplements, vous retrouvez cette sélection plus en détail au point 5.5. La majorité de ces peuplements sont de composition résineuse. La diminution de la proportion de l'essence résineuse est donc logique.

Tableau 20. Volume marchand net (m³/an) déterminé par la MRC pour la période 2025-2030.

MRC d'Abitibi-Ouest (N°085007) - Niveaux de récolte annuelle en volume marchand net (m3/an)					
Période	SEPM	Autres résineux	Peupliers	Bouleau à papier	Total
2025-2030	7 000	0	5 000	400	12 400
	56%	0%	40%	3%	100%

Pour plus de détail concernant les observations de la MRC concernant la possibilité forestière, vous pouvez aller lire le texte accompagnant le tableau 3 de ce présent document.

6.4 Synergie

Il est important de capter les complémentarités et les synergies qui existent entre les différents enjeux d'aménagement (à titre d'exemple, la protection des paysages sensibles et le maintien des vieilles forêts). C'est sur cette base que les actions prévues à la stratégie d'aménagement pourront être conçues de manière véritablement intégrée afin de maximiser les bénéfices (écologiques, économiques et sociaux) et de minimiser les conséquences négatives. La stratégie d'aménagement forestier intégré, présentée dans le tableau ci-dessous, est conçue pour répondre au plus grand nombre d'enjeux soulevés.

Les tableaux 21 et 22 illustrent les enjeux et préoccupations de chacune des localités ainsi que la stratégie adoptée pour répondre à ceux-ci.

Tableau 21 - Stratégie adoptée pour répondre aux préoccupations et enjeux des membres du comité multiressource de la localité de Languedoc.

Localité de Languedoc		
Préoccupations/Enjeux	Précision	Stratégie
Accessibilité du bouleau à papier aux fins de bois de chauffage	Le centre communautaire est un lieu d'activité important pour les résidents. Celui-ci est chauffé principalement par une fournaise au bois. Ils désirent pouvoir diminuer au minimum les dépenses du centre. Il souhaite que la forêt du territoire puisse leur fournir la matière dont ils ont besoin annuellement.	Sous forme d'une harmonisation, la MRC inclut annuellement une clause au contrat de récolte pour que 2 voyages de bouleau provenant des chantiers de récolte soient envoyés au centre communautaire.
	La plupart des résidents chauffent leur maison avec des fournaises au bois. Des demandes pour l'ouverture d'un secteur de bois de chauffage pour la population ont été faites fréquemment. Les gens ont le matériel disponible pour produire leur propre bois de chauffage et ne sont pas prêts à payer plus de 1000\$ pour un voyage.	La MRC a procédé à l'ajout d'un secteur potentiel dans le PAFIO, les démarches administratives sont en cours. Un projet pilote devrait pouvoir être mis en œuvre en 2025.
Conservation des sentiers de VTT	Les sentiers de VTT sillonnent le territoire public et sont très utilisés surtout autour du village. Les utilisateurs désirent que leur activité de VTT soit toujours possible malgré l'aménagement forestier. Ces sentiers sont d'une largeur de VTT sans plus, leur présence ne perturbe pas de façon significative l'aménagement forestier.	La MRC réalise des mesures d'harmonisation ciblée lors des travaux d'aménagement. Lors des opérations, on doit protéger au mieux la surface de roulement des sentiers de VTT utilisés, s'il est impossible de le faire, ils doivent la remettre en état. Lors du reboisement, il est demandé de ne pas les reboiser.
Remise en production des sites	Il est important de régénérer les secteurs récoltés ou de s'assurer que la régénération se fasse correctement.	La MRC s'assure par le biais du suivi forestier et des travaux sylvicoles que chacun des secteurs aménagés se régénère adéquatement.
Transport de bois	Il y a du transport de bois provenant des chantiers de la MRC, mais aussi beaucoup de la grande forêt publique, au nord. Le transport de bois sur le chemin du lac Disson et sur le chemin du Nord perturbe grandement les résidents. Les camions ne ralentissent pas dans le village et empruntent le chemin local des Rangs 6 & 7.	La MRC fait des rappels annuellement et au besoin lorsque les transporteurs en provenance de ses chantiers ne respectent pas les limites de vitesse et l'itinéraire de transport. En ce qui concerne le transport au nord, les entreprises forestières sont responsables de leurs camions, des communications leur sont faites.

Tableau 22 - Stratégie adoptée pour répondre aux préoccupations et enjeux des membres du comité multiressource de la localité de St-Eugène.

Localité de St-Eugène		
Préoccupations/Enjeux	Précision	Stratégie
Conservation du procédé de récolte conventionnelle	Depuis le tout début des conventions d'aménagement forestier, le mode de récolte est fait de façon conventionnelle. Tant et aussi longtemps qu'il y aura des travailleurs pour effectuer la récolte de cette manière, les membres du comité souhaitent que cette pratique demeure. Cette pratique est devenue presque inexistante ajoutant une difficulté d'acceptation provenant du monde forestier.	La MRC appuie la demande des citoyens et planifie chaque année des secteurs prescrits pour le procédé conventionnel. Toutefois, si des secteurs ne peuvent se faire par cette méthode, elle est remplacée par un procédé mécanisé, par exemple de la CPI.
Remise en production des sites	Il est important de régénérer les secteurs récoltés ou de s'assurer que la régénération se fasse correctement.	La MRC s'assure par le biais du suivi forestier et des travaux sylvicoles que chacun des secteurs aménagés se régénère adéquatement.
Entretien des chemins forestiers	Les membres font la demande que les chemins forestiers soient entretenus pour pouvoir continuer à les utiliser. En particulier, le chemin menant au lac Kapekwacata qui est grandement utilisé lors de la période estivale.	La MRC s'assure que les chemins demeurent carrossables en camionnette, des travaux de réfection sont faits au besoin. Elle s'assure que les chemins utilisés pour l'aménagement soient remis en état après les travaux.

6.5 Mise en œuvre de la stratégie

Le calcul de possibilité est à l'échelle stratégique. La réalité opérationnelle ainsi que les différents enjeux influencent les niveaux d'aménagement finaux.

Le tableau suivant présente les niveaux d'aménagement pour l'entente de délégation pour la période 2025-2030 pour respecter la possibilité forestière ainsi que les solutions retenues pour atteindre les objectifs d'aménagement.

Tableau 23 - Stratégie d'aménagement pour la période 2025-2030

Traitements sylvicoles	PAFIT 2025-2030		Stratégie FEC Depuis 2015	
	ha / an	ha 5 ans	ha / an	ha 5 ans
Traitements commerciaux				
Coupe avec protection de la régénération et des sols	42	210	89	444
Coupe à rétention variable	28	140	22	111
Total des coupes totales (CT)	70	350	111	555
Éclaircie commerciale	0	0	0	0
Coupe progressive irrégulière	4	20	0	0
Coupe de jardinage ou d'amélioration	0	0	0	0
Total des coupes partielles (CP)	4	20	0	0
Total des activités de récolte	74	370	111	555
% coupes totales / récolte	95%	95%	100%	100%
% coupes partielles / récolte	5%	5%	0%	0%
Traitements non commerciaux				
Total des plantations et regarnis	18	90	28	140
Total des travaux d'éducation (DEG et EPC)	18	90	26	130
Total de la préparation de terrain	15	75	28	140

Le niveau d'aménagement contenu dans le tableau précédent a été déterminé en se basant sur les résultats d'aménagement des 5 dernières années présentés au tableau 3. Le niveau déterminé par le forestier en chef a été ajouté au tableau précédent pour permettre un comparatif et pour mieux comprendre le niveau adopté par la MRC.

Niveau des traitements commerciaux

Comme il a été indiqué à mainte reprise dans le présent document, l'orientation de la MRC concernant le niveau de récolte est de récolter entre 60 et 65% du volume suggéré par la possibilité forestière en coupe totale. La proportion de travaux commerciaux en superficie pour la période 2025-2030 est fixée à 63% de la proposition du forestier en chef. La MRC respectera durant cette période la proportion des essences indiquées au calcul de possibilité forestière. La MRC souhaite augmenter sa proportion de coupe à rétention variable puisque ces modèles de coupe sont souvent intéressants pour améliorer l'aspect esthétique d'une aire de récolte. En effet, les lots intramunicipaux sont localisés à travers les lots privés, les résidences et les chemins publics, l'utilisation d'écran visuel augmente l'acceptabilité sociale. De plus, c'est une excellente méthode pour préserver de petites superficies sensibles à l'intérieur des assiettes de coupe telles que des « têtes » de cours d'eau, sans oublier tous les bienfaits écologiques et le leg biologique.

Malgré qu'il n'y ait pas d'objectif de récolte partielle dans le calcul de possibilité forestière, certains peuplements se prêtent à ce type de travaux de récolte. La MRC mettra donc en œuvre ce type de prescription lorsque cela apparaîtra bénéfique pour les peuplements.

Malgré l'orientation du comité multiressource de St-Eugène pour exécuter de la coupe totale sans protection dans son secteur, celle-ci n'apparaîtra pas dans la stratégie puisque ce type de travaux est très incertain, il y a des facteurs particuliers qui pourrait affecter l'atteinte de l'objectif. Par exemple, le manque de main-d'œuvre et la grande possibilité de ne pas adjuger le contrat par manque d'intérêt des soumissionnaires.

Vous pouvez vous référer au point 6.3 et au texte accompagnant le tableau 6 pour plus d'information concernant l'orientation prise pour les traitements commerciaux.

Niveau des traitements non commerciaux

Puisque le niveau des traitements commerciaux ciblé par la MRC est plus bas que la proposition du forestier en chef, il est logique que le niveau d'aménagement des travaux non-commerciaux suivent la même baisse. La proportion de reboisement par rapport au niveau de récolte reste la même, la proposition du MRNF est de reboiser environ 25 % de la superficie récoltée en coupe totale et cette orientation est maintenue. En ce qui concerne les travaux de préparation de terrain, une baisse de 4% de la proportion est perçue, car lorsque de la coupe totale sans protection (CTSP) est effectuée dans les secteurs de procédé conventionnel, la préparation de terrain est intégrée aux opérations de récolte. De plus, certains secteurs embroussaillés sont regarnis sans préparation de terrain autre qu'un dégagement mécanique. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle la proportion de dégagement augmente de 3% comparativement à la stratégie initiale. En plus des secteurs préparés pour le regarnis, un dégagement doit être planifié plusieurs fois dans une même plantation pour s'assurer de contenir la concurrence et permettre une bonne régénération des sites.

7. Mise en application et suivi des travaux d'aménagement forestier

La mise en œuvre de la stratégie d'aménagement forestier nécessite l'organisation de plusieurs suivis à court et moyen termes pour veiller au respect des engagements.

Des suivis spécifiques sont entre autres réalisés pour établir le bilan de l'atteinte des enjeux locaux et pour s'assurer du respect de la SADF. Différents suivis forestiers permettent par ailleurs de valider l'atteinte des objectifs et le respect des directives et orientations découlant de la stratégie d'aménagement forestier. Les résultats obtenus lors de ces suivis seront des intrants importants pour l'amélioration continue des pratiques. Dans cette section, il est notamment question des suivis de conformité et des suivis d'efficacité.

7.1 Grandes lignes de la mise en œuvre de la planification

La stratégie d'aménagement du PAFIT est un élément important menant à l'élaboration du PAFIO, lequel comprend, entre autres, les prescriptions sylvicoles. Les prescriptions sylvicoles, ainsi que les directives de martelage et les directives opérationnelles qui en font partie, encadrent l'exécution des travaux sur le terrain. Elles considèrent également, les mesures d'harmonisation convenues avec les autres utilisateurs. En quelque sorte, les prescriptions sylvicoles constituent le devis d'exécution du contrat conclu entre le MRNF et l'exécutant. C'est la base pour la mise en œuvre de la stratégie d'aménagement forestier.

Le suivi opérationnel permet de vérifier le respect des lois et des règlements, les objectifs et la qualité des travaux forestiers liés à la prescription sylvicole, les directives opérationnelles et les autres éléments figurant aux contrats.

Le suivi de la qualité des travaux est déposé annuellement au MRNF via le rapport d'activité technique et financier (RATF).

7.2 Types des suivis forestiers

Le guide d'inventaire et d'échantillonnage propose une classification des suivis forestiers qui permet de standardiser l'évaluation de l'atteinte d'objectifs. Les catégories se distinguent principalement par les éléments mesurés et l'échelle territoriale.

À plus large échelle ou pour des besoins spécifiques, il existe trois catégories de suivi : de référence, de validation et d'implantation. Plus précisément, le suivi de référence permet d'évaluer l'état de la forêt actuelle en vue notamment de comparer les écarts avec la forêt naturelle. Le suivi de validation permet, quant à lui, de vérifier à l'aide de dispositifs expérimentaux des hypothèses afin d'acquérir ou d'améliorer les connaissances sur les

effets des différents traitements. Finalement, le suivi d'implantation permet d'évaluer, pour un territoire donné, le niveau de progression vers l'atteinte de cibles d'établissement, par exemple, des AIPL.

À l'échelle du secteur d'intervention, le suivi de conformité et le suivi d'efficacité sont réalisés dans un intervalle de temps relativement court suite à la réalisation des travaux. Ces deux catégories de suivis sont intimement liées à l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie d'aménagement forestier et au processus de planification tactique et opérationnelle.

Ce sont ces deux types de suivis qui seront appliqués par les délégataires des ententes de délégations.

Suivi de conformité

Le suivi de conformité est aussi appelé « contrôle de conformité ». Il vise à établir si les activités d'aménagement respectent les directives d'une prescription, les normes établies et la réglementation en vigueur.

Ce contrôle s'effectue par la réalisation d'inventaire ou de visite terrain supervisés par la responsabilité des professionnels forestiers de la MRC ou par celui de l'entreprise sylvicole qui réalise les travaux.

Suivis d'efficacité

Le suivi d'efficacité a pour objectif d'évaluer si les moyens mis en place lors de la réalisation des travaux ont permis d'atteindre les objectifs visés par la prescription sylvicole. L'établissement et la croissance de la régénération sont des objectifs importants poursuivis dans la majorité des travaux d'aménagement. D'autres critères formulés dans la prescription peuvent faire l'objet d'un suivi d'efficacité. Si les objectifs visés par la prescription sylvicole ne sont pas atteints, l'ingénieur forestier responsable doit évaluer si des actions correctives, par exemple effectuer un reboisement, peuvent être réalisées afin d'atteindre ces objectifs.

La direction régionale du MRNF a défini le gradient d'intensité de la sylviculture en vue de faciliter, entre autres, le suivi des scénarios sylvicoles et de mieux répartir les efforts à y consacrer.

Afin de réaliser les suivis d'efficacité, un calendrier de suivi a été produit en tenant compte des objectifs visés par famille de traitement, du gradient d'intensité de la sylviculture et de l'écologie du site.

Le suivi d'efficacité pour la mise en place de la régénération a pour objectif de vérifier que la régénération est adéquate et suffisante. Le délai pour réaliser ce suivi varie de 1 à 10 ans selon le traitement sylvicole appliqué et le gradient d'intensité de la sylviculture.

Plus le gradient est intensif, plus le suivi est rapide et vice-versa. Si l'objectif de mise en place de la régénération n'est pas atteint, des travaux de préparation de terrain peuvent être effectués dans le but de reboiser, regarnir ou ensemercer de façon naturelle ou artificielle les superficies concernées.

Tableau 24 - Suivi de la mise en place de la régénération

Traitement	Gradient	Délai (toutes compositions visées, excluant PET)
Famille CT	Intensif	1-3 ans
	Base	1-5 ans
	Extensif (accessible)	1-10 ans
	Extensif (inaccessible)	1-10 ans
Coupes progressives	Intensif	1-3 ans
	Base	2-5 ans
	Extensif	Prochaine coupe
EC	Intensif	Aucun suivi de régénération

l'état de la régénération

Le suivi de l'état de la régénération permet d'évaluer si la régénération mise en place a les conditions de croissance désirées (dégagée, libre de croître ou éclaircie). Ce suivi est réalisé deux fois dans les plantations. Le premier suivi est réalisé lorsque la plantation a entre 30 centimètres et 1 mètre de hauteur (stade semis). Un second suivi est réalisé lorsque le peuplement a atteint une hauteur moyenne entre 2 et 5 mètres (stade gaulis).

Dans les peuplements régénérés naturellement, un seul suivi de l'état de la régénération est fait au stade gaulis.

À la suite de ce suivi, des traitements d'éducation tels que le dégagement, le nettoyage ou l'éclaircie précommerciale systématique ou par puits de lumière peuvent être réalisés afin d'atteindre les objectifs visés.

Les délais pour réaliser ces suivis varient en fonction des actions sylvicoles réalisées et de la station forestière. La station forestière nous renseigne entre autres sur la compétition ligneuse que peut subir le peuplement : plus la compétition potentielle est élevée, plus le suivi sera rapide.

Tableau 25 - Suivi de l'état de la régénération

Traitement	Gradient		STADE SEMIS	STADE GAULIS
			Toutes les compositions visées	Délais suggérés Toutes les compositions visées
Régénération artificielle (plantation et regarni)	Intensif / Base		1-5 ans	8 - 15 ans
Famille CT	Intensif		NA	8-15 ans
	Base		NA	10-15 ans
	Extensif (pas suivi de l'état)		NA	10-15 ans
Coupes progressives	Intensif		NA	8-15 ans
	Base		NA	10-15 ans

8. Signatures

Délégataire

En tant que signataire de l'entente de délégation 1049, je confirme mon accord sur le contenu du plan d'aménagement forestier intégré tactique et déclare qu'il est conforme à l'entente conclue entre le délégataire et le ministre.

Normand Lagrange
Directeur Général

Date

Responsable de la confection du PAFIT

Le PAFIT pour l'entente de délégation 1049 a été réalisé sous ma responsabilité professionnelle dans le respect des lois, des règlements et des ententes en vigueur ainsi que dans le respect des objectifs fixés par le ministre des Ressources naturelles et des Forêts. Le plan a aussi été réalisé à l'aide de la meilleure information pertinente et disponible à ce jour, y compris celle fournie par les personnes nommées ci-dessous.

Stéphanie Boulianne, ing. f. (matricule 16-005)

Date

Ministère des Ressources naturelles et des Forêts

J'ai analysé le présent PAFIT conformément aux directives du MRNF et j'en recommande l'approbation.

, ing. f. (matricule)

Date

APPROBATION DU PAFIT PAR LE MRNF

Pascal Simard
Directeur de la gestion des forêts de l'Abitibi-
Témiscamingue

Date

ANNEXE 1
**Demande d'autorisation d'appliquer des normes d'intervention
forestière différentes de celles fixées par règlement**

APPLICATION DE L'ARTICLE 40 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER

DEMANDE D'AUTORISATION

D'APPLIQUER DES NORMES D'INTERVENTION FORESTIÈRE DIFFÉRENTES DE CELLES FIXÉES PAR RÈGLEMENT

NATURE DU PROJET ET LES OBJECTIFS POURSUIVIS (Description)

Les signataires d'entente de délégation de l'Abitibi-Témiscamingue (R08) et du Nord-du-Québec (R10) proposent une alternative à la coupe mosaïque (CMO), tout en respectant les principes qui la sous-tendent, tels que la répartition spatiale et temporelle des coupes, l'harmonisation entre les différents utilisateurs du milieu et l'utilisation du territoire par le plus grand nombre d'espèces fauniques en maintenant un couvert forestier adéquat.

Le contexte particulier des ententes de délégation (petites superficies, forêt morcelée, réglementation municipale, volume de récolte restreint, territoire perturbé et de proximité) rend l'application de la CMO, tel que prévu dans le Règlement sur l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État (RADF), très difficile, en plus d'accentuer la problématique du morcellement de la forêt. La présente proposition consiste à soumettre des règles de répartition spatiale des coupes qui sont étalées sur la période de validité de l'entente de délégation (5 ans), qui respectent l'esprit de la CMO et qui sont adaptées aux réalités des territoires sous entente de délégation.

LIEU DES INTERVENTIONS (Identification)

Les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec comptent 27 territoires forestiers résiduels (TFR) dont 26 sont sous entente de délégation. Les TFR totalisent une superficie brute de près de 275 000 ha dans nos régions. Le territoire ainsi visé s'étend au Sud jusqu'à Béarn (au sud de Ville-Marie), au Nord jusqu'à la municipalité de Baie-James, à l'Est jusqu'à Senneterre ainsi qu'à l'Ouest jusqu'à la frontière ontarienne. En annexe, vous trouverez la carte 1 de l'ensemble des ententes de délégation ciblées.

Voici la liste des territoires forestiers résiduels concernés :

No de territoire	Délégataire	Unité de gestion responsable	Superficie productive (ha)
085004	Municipalité de Rapide-Daniseur	085	442
085009	Ville de Macamic	085	763
081005	Municipalité de Latulipe-et-Gaboury	081	971
081011	Municipalité de Laforce	081	1 287
081007	Municipalité de Moffet	081	1 442
086005	Municipalité de St-Mathieu-d'Harricana	086	1 448
085010	Municipalité de Poularies	085	1 526
082004	Municipalité de Rémigny	082	1 633
085006	Municipalité de Roquemaure	085	1 792
081009	Droit non en vigueur	081	2 281
081003	Municipalité de Fugèreville	081	2 816
085008	Municipalité de St-Lambert	085	3 500
085014	Municipalités de Chazel et ville de La Sarre	085	3 594
085002	Municipalités de Dupuy, Clerval, La Reine et Normétal (Dualco)	085	3 717
081002	Municipalité de Béarn	081	3 936
085012	Municipalités de Val-St-Gilles	085	4 821
085013	Municipalité du canton de Clermont	085	5 765
085015	Municipalités d'Authier, Authier-Nord, Chazel et La Sarre	085	6 153
085003	Municipalité de Taschereau	085	7 010
085007	MRC Abitibi-Ouest	085	8 887
086003	Municipalité de St-Dominique du Rosaire	086	9 425
085011	Gouvernement régional D'Eeyou Istchee Baie-James	105	10 426
086002	Municipalité de Berry	086	10 527
086004	Municipalités de Champneuf, Rochebaucourt et La Morandière	086	10 817
083001	MRC Vallée-de-l'Or	083	23 221
082003	Ville de Rouyn-Noranda	082	43 940
086001	MRC D'Abitibi	086	44 899
		TOTAL	217 039

CARACTÉRISTIQUES DU MILIEU (Description)

La forêt sous entente de délégation est morcelée en plusieurs blocs distincts (moyenne de 6,7 blocs / entente de délégation), ce qui engendre de nombreuses limites, majoritairement avec des tenures privées, mais également avec des terres publiques (unités d'aménagement). Ainsi, dans un chantier de récolte en mosaïque (2 km autour d'un secteur de coupe), il existe plusieurs types de tenures qui viennent restreindre la superficie sur laquelle le planificateur peut positionner les différents éléments de la CMO. Cette situation est présente même sur le plus grand territoire sous entente de délégation, soit celui de la MRC Abitibi (voir figure 1).

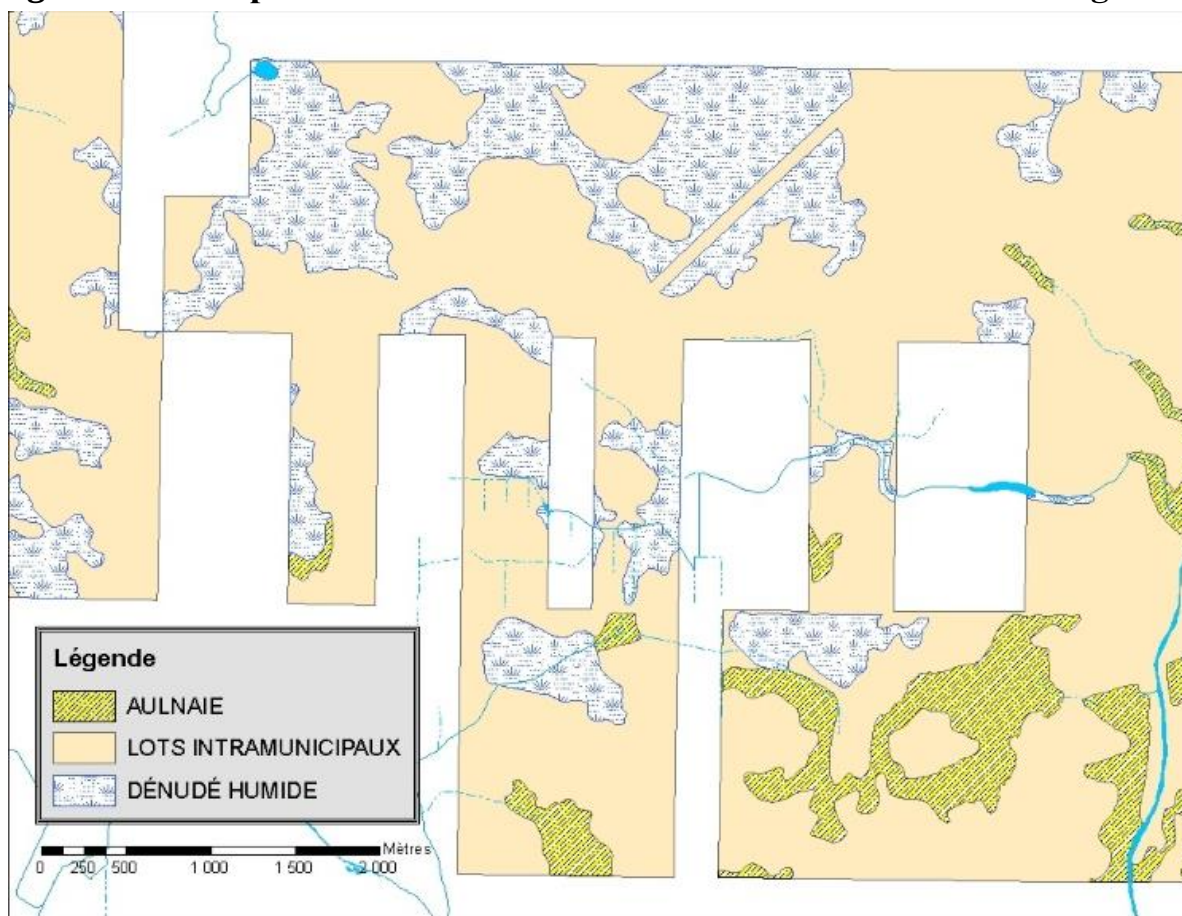
Ratio périmètre/superficie des ententes de délégation : 21,6 m/ha.

Ratio périmètre/superficie des unités d'aménagement : entre 0,7 et 2,8 m/ha.

Superficie forestière productive (ha)	Nombre d'ententes de délégation	Possibilité forestière moyenne (m ³ brut/an) ¹	Superficie moyenne annuelle de coupe (ha/an) ¹
entre 440 et 999	3	1 517	10
entre 1 000 et 1 999	6	3 320	21
entre 2 000 et 4 999	6	6 882	45
entre 5 000 et 11 999	8	17 647	101
entre 12 000 et 25 000	1	31 340	250
plus de 25 000	2	71 350	421

¹ Possibilité moyenne et superficie moyenne annuelle de coupe basées sur les données du calcul de possibilité forestière 2015-2020 et 2020-2025.

Figure 1 : Exemple de morcellement d'un territoire d'entente de délégation



Les superficies annuelles de coupes sont souvent réparties en plusieurs secteurs d'intervention, surtout que certaines ententes de délégation font face à différentes contraintes les obligeant à répartir leur coupe.

De façon générale, la forêt est facilement accessible, près des municipalités et traversée de nombreux chemins d'accès. Elle est utilisée par divers utilisateurs, notamment pour le bois de chauffage, les nombreux sentiers récréatifs, la chasse, la pêche, la trappe et la cueillette de petits fruits ainsi que pour accéder à des sites de villégiature, des chalets ou des lacs. De même, puisqu'il s'agit d'une forêt près des municipalités et entrecoupée par des lots privés, les territoires sous entente de délégation sont fortement perturbés par ces activités.

En ce qui a trait à la faune présente sur le territoire sous entente de délégation, on retrouve comme gibiers : l'orignal, l'ours noir, le lièvre d'Amérique, la gélinotte huppée, le tétras du Canada et la bécasse d'Amérique. Concernant les animaux à fourrure, les espèces les plus

importantes sont : le castor, le rat musqué, le renard roux, la belette, la martre d'Amérique, le vison, la loutre, le lynx du Canada, le pékan et le loup. Enfin, en ce qui concerne les poissons, on note principalement : le doré jaune, le doré noir, le grand brochet, la truite mouchetée (omble de fontaine) et la truite grise (touladi) (très rare, voire absente de ces territoires).

NORMES ACTUELLES DU RÈGLEMENT (RADF) QUI FONT L'OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE SUBSTITUTION

La présente demande concerne les articles :

136 : séparateurs de coupe annuels.

138 : superficies et formes variables des aires de récolte, répartition annuelle.

139 et 142: forêt résiduelle.

141: lisière boisée en périphérie d'une aire de récolte, corridor pour le déplacement de la faune.

143 : pourcentage de coupe en mosaïque.

Selon le Guide d'application du Règlement sur l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État, voici les objectifs poursuivis par les différents articles :

Article 136 :

Permettre le déplacement de la faune en s'assurant de maintenir la connectivité entre son habitat et la forêt résiduelle avoisinante.

Permettre certaines activités d'aménagement forestier à l'intérieur ou à la périphérie d'un lieu particulier.

Articles 138, 139, 141, 142 et 143 :

Répartir les coupes et la forêt résiduelle dans l'espace et dans le temps.

Permettre le déplacement de la faune en s'assurant de maintenir la connectivité entre son habitat et la forêt résiduelle avoisinante.

Maintenir les composantes du couvert forestier qui servent d'abri à la faune.

Permettre la récolte de la matière ligneuse.

Permettre certaines activités d'aménagement forestier à l'intérieur ou à la périphérie d'un lieu particulier.

JUSTIFICATION D'APPLIQUER UNE NORME DIFFÉRENTE EN TERMES DE RÉSULTATS QUE VISENT LES MESURES DE SUBSTITUTION

1- Difficulté d'appliquer les normes dans les chantiers de coupe en mosaïque

Les aires de récolte sur les ententes de délégation sont la plupart du temps à l'échelle du peuplement (+/- 15 hectares). Cette caractéristique d'opération jumelée à des petits blocs de lots intramunicipaux morcelés rend difficile l'application du principe de coupe en mosaïque :

- dû au morcellement, la superficie des blocs de lots ne couvre pas toujours les 1 250 hectares auxquels réfère le chantier mosaïque (rayon de 2 kilomètres), ce qui diminue la superficie sur laquelle on doit positionner les forêts résiduelles et les corridors de fuite;
- le choix de peuplements étant plus restreint, il est souvent nécessaire de séparer un peuplement en 2 parties (une partie pour la récolte et l'autre pour la forêt résiduelle), ce qui contribue au morcellement de la forêt.

2- Difficulté d'appliquer les séparateurs de coupe annuels

Toujours dû aux petites superficies morcelées des blocs de lots intramunicipaux, la mise en place des séparateurs de coupe entre les aires de récolte des différentes années d'une planification annuelle contribue à morceler davantage et à subdiviser les peuplements. De plus, dans les aires de récolte ayant une superficie moyenne de 15 hectares, la bande de 60 m peut représenter un pourcentage important des superficies disponibles pour la récolte.

3- Problématique du morcellement de la forêt

Les lots intramunicipaux étant déjà morcelés au travers des différentes tenures du territoire, les séparateurs de coupe et la coupe en mosaïque, telle que pratiquée selon les normes du RADF, contribuent à accentuer le morcellement de la forêt.

4- Atteinte à priori de l'objectif de répartition spatiale des coupes

Les superficies des aires de récolte d'un seul tenant sont en moyenne de 15 hectares, avec des maximums de 40 hectares. Ces petites aires de récolte sont dispersées dans les nombreux blocs, quartiers ou municipalités et font en sorte que cet objectif est atteint sans l'application de la coupe en mosaïque. La distribution de tailles des agglomérations de forêt de moins de 3 m présentées dans la section « *Enjeu lié à l'organisation spatiale des forêts* » du PAFIT, montre également une tendance à la mise en place d'agglomération dont la taille est généralement inférieure à 40 hectares.

Après ces constatations, la présente demande vise à développer une stratégie plus adaptée au contexte des ententes de délégation, tout en démontrant que les actions proposées permettront d'atteindre les mêmes objectifs que la CMO.

DESCRIPTION DE LA NORME QUE LE BÉNÉFICIAIRE ENVISAGE D'APPLIQUER (Norme qui sera soumise à la consultation)

Les bénéficiaires d'ententes de délégation mettront en place une norme qui vise à remplacer la CMO et à modifier la notion de séparateurs de coupe annuels, tout en rencontrant les objectifs qui y sont associés. Cette norme implique pour les bénéficiaires de faire un zonage de l'entente de délégation à l'intérieur duquel seront mises en place 4 lignes directrices, décrites ci-dessous.

Zone d'aménagement :

Les territoires d'entente qui présentent une superficie inférieure à 20 000 ha sont généralement constitués de petits territoires intramunicipaux isolés. Ces territoires n'ont pas à refaire une autre division du territoire. Le territoire de chacune des ententes de délégation peut être considéré comme une seule zone d'aménagement.

À l'intérieur de chacune des zones d'aménagement seront appliquées les lignes directrices suivantes :

Répartition spatiale:

- les aires de récolte doivent être localisées dans toutes les zones d'aménagement à l'intérieur de la période de validité de l'entente de délégation. Il doit également y avoir un souci de répartition spatiale à l'intérieur de chaque zone d'aménagement au niveau de la planification;

Séparateur de coupe :

- pour la période de validité de l'entente de délégation, plusieurs aires de récolte peuvent se juxtaposer sans séparateur de coupe jusqu'à une superficie maximale de coupe d'un seul tenant de 50 ha. Avant d'avoir l'autorisation d'effectuer une coupe totale dans un secteur adjacent sans séparateur de coupe, la régénération présente dans le secteur récolté devra avoir atteint une hauteur moyenne de 3 m et être répartie sur l'ensemble du secteur. *(Voir la section « Enjeu lié à l'organisation spatiale des forêts » du PAFIT afin de voir la distribution de tailles des agglomérations de forêt de moins de 3m.)*

Caractéristiques des aires de récolte :

- pour la période de validité de l'entente de délégation, la superficie maximale des aires de récolte est de 50 ha (pour une coupe réalisée une même année et selon la répartition prévue à l'article 134 du RADF).

Couvert d'abri pour la faune :

- Pour pouvoir récolter dans une zone d'aménagement, il doit y avoir à l'intérieur de celle-ci un minimum de 30% de la superficie forestière productive en forêt de plus de 7 m. Le calcul de ce 30% doit être réalisé en début de période quinquennale en prenant en considération que les superficies prévues être récoltées au cours de la période. Cette forêt résiduelle de 30% doit respecter les caractéristiques prévues aux alinéas 4 et 5 de l'article 139 du RADF et ne doit pas avoir fait l'objet d'une récolte commerciale au cours des dix années précédentes. *(Voir la section « Enjeu lié à l'organisation spatiale des forêts » du PAFIT afin de consulter la quantité de 7m et plus par TFR.)*
- De plus, dans une zone d'aménagement, une superficie de forêt (de plus de 7 m) équivalente à la superficie coupée doit présenter le même type de couvert pour la période de validité de l'entente de délégation.

MÉCANISMES PRÉVUS POUR ASSURER L'APPLICATION DE LA NORME PROPOSÉE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS POURSUIVIS (Précision)

Mécanismes d'application de la nouvelle norme

Lors du dépôt des PAFIO, PRAN et RATF, le délégataire présente sa planification ou son rapport basé sur le respect de la norme. Le délégataire présentera annuellement, avec le RATF, un bilan de la répartition des coupes ainsi qu'une analyse de l'atteinte des objectifs fixés dans cette demande. Lors de l'analyse des documents, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) vérifie l'application de la norme. En cas d'infraction, le contrevenant est passible d'une amende de 2 000 \$ à 10 000 \$ par hectare ou partie d'hectare qui fait l'objet de l'infraction, tel que prévu au 3^o alinéa de l'article 246 de la LADTF.

La période ciblée pour la validité de cette dérogation est la période de validité du PAFIT, soit 2025-2030. Cependant, la révision de la présente demande de dérogation s'effectuera annuellement par l'entremise des documents mentionnés ci-haut.

Vérification de l'atteinte des objectifs poursuivis

Objectifs fauniques

Les objectifs fauniques seront respectés grâce à l'utilisation du filtre brut et du filtre fin.

Filtre brut : il y a un minimum de 30 % de forêt de plus de 7 m dans une zone d'aménagement, ce qui assure une diversité d'habitat et un couvert de protection suffisant pour la faune. De plus, on s'assure du maintien d'une superficie équivalente et de mêmes types de couvert que la superficie coupée.

Filtre fin : respect des habitats fauniques reconnus au sens du RADF, de même que les sites fauniques d'intérêt (SFI) et l'entente administrative concernant les espèces menacées ou vulnérables de faune et de flore dans les milieux forestiers du Québec

Le corridor de 100 m (pour les coupes de moins de 25 ha) reliant l'aire de coupe et la forêt résiduelle et servant de corridor de déplacement pour la faune (a.141) sera abandonné. Cette mesure avait été établie afin de faciliter le déplacement des gros gibiers, notamment de l'orignal qui possède un domaine vital de plus de 50 km². Étant donné que les ententes de délégation ne présentent pas cette superficie (du moins pas d'un seul tenant), cette mesure n'est pas applicable.

Objectifs de répartition spatiale des coupes

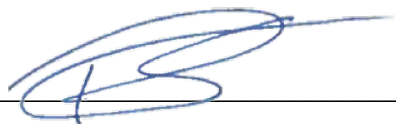
La répartition spatiale des coupes sera assurée par une planification des coupes distribuées dans les différentes zones d'aménagement au cours de la période de validité de l'entente de délégation.

Objectifs de protection du paysage - divers utilisateurs

Les bandes séparatrices ne s'avèrent pas nécessaires pour la protection du paysage, étant donné la taille réduite et la forme des aires de récolte. La superficie de coupe maximale d'un seul tenant est inférieure à 50 ha, alors que dans les unités d'aménagement, les coupes peuvent affecter le paysage au-delà de 100 ha.

APPROBATION DU DIRECTEUR RÉGIONAL

Je suis d'accord pour que les modalités proposées soient intégrées au projet de PAFIT des territoires sous entente de délégation ou à toute modification de celui-ci, en vue de la consultation publique.

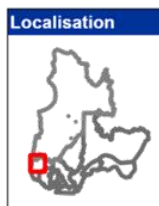
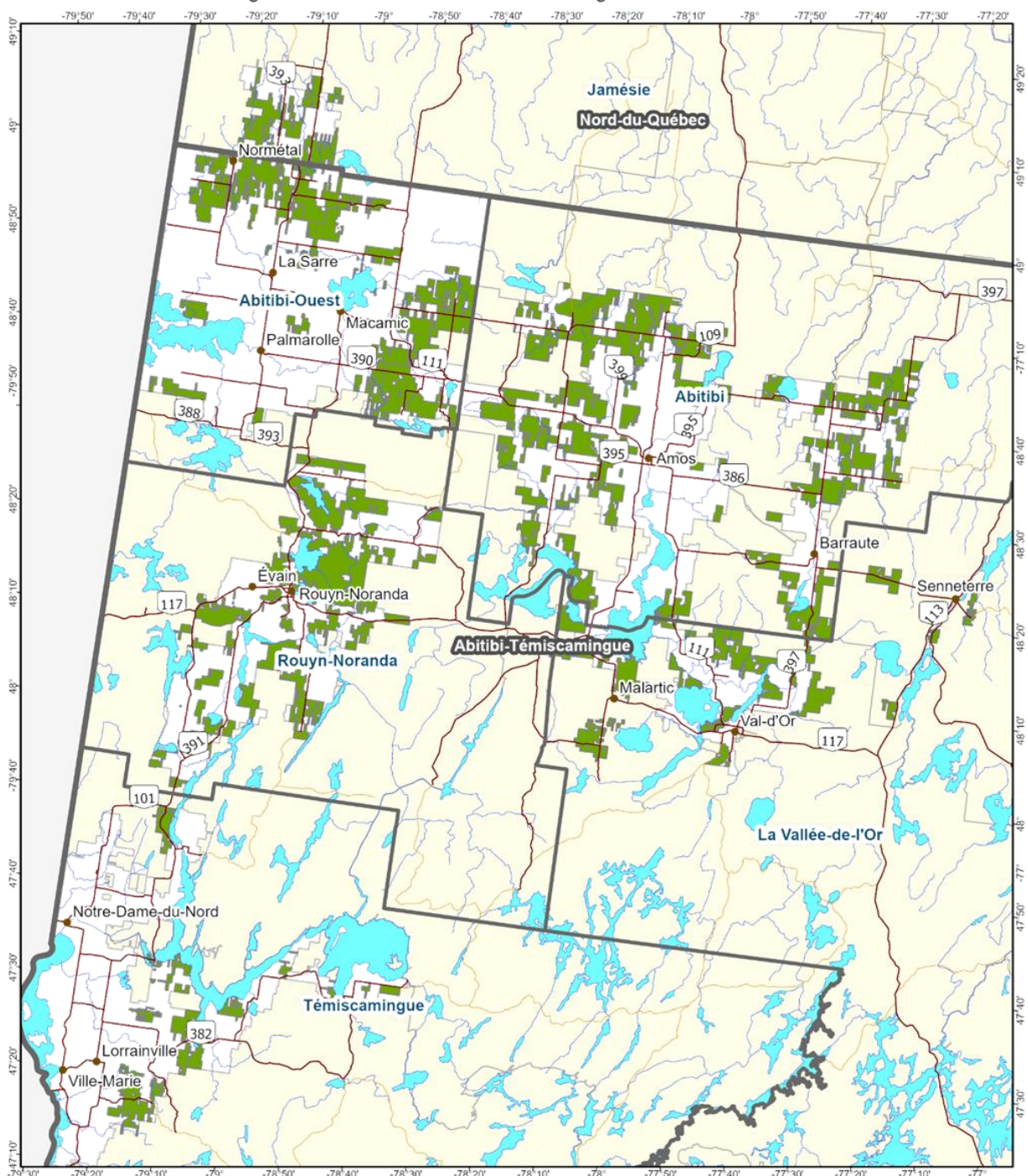


DIRECTEUR DE LA GESTION DES FORÊTS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

MRNF

2025-01-06

Carte 1. Territoires sous ententes de délégation
Régions forestières de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec



Éléments cartographiques

- Territoires forestiers résiduels
- Territoire public sous aménagement

Infrastructure de transport

- Routes
- Chemins

Metadonnées

Projection cartographique Conique conforme de Lambert avec deux parallèles d'échelle conservée (46e et 60e)

Sources Base de données géographiques

Données MRNF

Année 2024

Réalisation

Ministère des Ressources naturelles et des Forêts
Direction de la Planification forestière, de la Géomatique et des Technologies
© Gouvernement du Québec, 2024

**Ressources naturelles
et Forêts**

Québec



ANNEXE 2

Les participants des comités multiressources

Languedoc	St-Eugène
Linda Cloutier	Bernard Deschênes
Pauline Pagé	André Boulianne
Henri Cloutier	Pierre Delage
Marie Joseph	Robert Delage
Mariane Lynch B.	Michel Girard
Christian Marcotte	Christine Boulianne
Jade Plamondon	Serge Savard
Jérémie Darcy	Thérèse Delage
Yvon Bédard	
Marianne Cloutier	
Marc-André Dionne	
Rosaire Rivard	

Cette liste est basée sur la dernière rencontre des comités, considérant la faible population des localités, tous les citoyens sont invités à participer puisque le but est de recevoir le plus de préoccupation possible. La liste des présences varie selon la disponibilité des citoyens.